



Faculté de Droit et de  
Sciences Politiques

REPUBLIQUE DU BENIN  
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE



Chaire Unesco des Droits  
de la Personne et de la  
Démocratie

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI

MEMOIRE POUR L'OBTENTION DU DIPLOME D'ETUDE  
APPROFONDIE EN DROIT DE LA PERSONNE HUMAINE ET DE  
LA DEMOCRATIE

THEME :

**DISCRIMINATION A L'EGARD DES ENFANTS INCESTUEUX DANS LE  
CODE DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE DU BENIN**

Présenté et soutenu par :

*Mlle Ayo Alvine A. ORE LAWIN*

Sous la direction de :

*Pr. Noël GBAGUIDI*

Agrégé des Facultés de Droit,  
Université d'Abomey-Calavi

*Année académique 2009-2010*

**LA FACULTE DE DROIT ET DE SCIENCE POLITIQUE  
N'ENTEND DONNER AUCUNE APPROBATION NI  
IMPROBATION AUX OPINIONS EMISES DANS LES MEMOIRES.  
CES OPINIONS DOIVENT ETRE CONSIDEREES COMME  
PROPRES À LEURS AUTEURS.**

## REMERCIEMENTS

Profonde est la gratitude qu'en ce moment j'exprime à mon directeur de mémoire, le Professeur Noël GBAGUIDI qui a su, malgré ces nombreuses occupations, m'orienter dans ma réflexion en vue de la réalisation et de la soutenance du présent mémoire.

A toute l'équipe de la Chaire UNESCO des Droits de la personne humaine et de la démocratie et aussi à tous mes professeurs sans qui je n'aurais acquis toute la connaissance nécessaire pour la rédaction de ce mémoire, je dis un sincère merci. Mes remerciements vont aussi à l'endroit du Dr. Eric DEWEDI Maître assistant des universités nationales du Bénin, qui n'a ménagé aucun effort pour m'accompagner dans cette réflexion depuis la préparation de ma maîtrise.

A tous mes frères et sœurs notamment Rémi, Mireille, Christian, Sylviane, Arnaud ; A tous mes oncles, tantes, cousins, cousines, je dis merci pour toute la patience dont ils ont fait preuve.

A Fifamè BONOUDI, Koovy Metchédé YETE, Nadège CAKPO, Diane LOKOSSOU, Auriol ADANTOTODE, Marthe AGBODJAN, MAHAMA..., qui sont non seulement des amis mais apparaissent comme de véritables frères et sœurs, j'exprime ma gratitude pour toute leur attention à mon égard...

A tous ceux qui m'ont soutenue à un moment ou à un autre de mon travail, gratitude infinie.

## **DEDICACE**

A ma mère, Antoinette BOSSOU épouse ORE LAWIN, sans qui je ne serais arrivée jusqu'à ce stade. Maman, merci pour tout.

A mon père, Pierre ORE LAWIN, qui n'a cessé de m'apporter sa contribution pour que je sois aujourd'hui là. Papa, merci pour tout.

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

**Al.** : Alinéa.

**Art.** : Article.

**Bull.civ.** : Bulletin des arrêts de la cour de cassation en matière civile.

**C. civ.** : Code civil.

**C. proc. civ.** : Code de procédure civile.

**C.D.H** : Comité des droits de l'homme.

**C.P.F.B.** : Codes des personnes et de la famille du Bénin.

**C.P.F.T.** : Codes des personnes et de la famille du Togo.

**Ch.** : Chambre.

**Chron.** : Chronique.

**Civ.** : Arrêt de la chambre civile de la cour de cassation.

**D.** : Dalloz.

**Ed.** : Edition.

**FA.D.E.S.P.** : Faculté de droit et sciences politiques.

**FA.S.J.E.P.** : Faculté des sciences juridiques économiques et politiques.

**Gaz. Pal.** : Gazette du palais.

**J.C.P.** : Jurisclasseur périodique.

**P.U.F.** : Presses universitaires de France.

**R.B.S.J.A.** : Revue béninoise des sciences juridiques et administratives.

**R.H.D.** : Revue d'Histoire du droit.

**R.T.D. civ** : Revue trimestrielle de droit civil.

**Rev. Trim.** : Revue trimestrielle de droit civil.

**T.P.I.** : Jugement d'un tribunal de première instance.

**Th.** : Thèse.

**Trib. Civ.** : Jugement d'un tribunal, chambre civile.

**U.A.C.** : Université d'Abomey Calavi.

**U.N.B.** : Université Nationale du Bénin.

# SOMMAIRE

## INTRODUCTION

### PREMIERE PARTIE :

UN MAINTIEN DE LA CONDITION INEGALE DANS L'ETABLISSEMENT DES LIENS DE FILIATION

#### **Chapitre 1 : Une condition inégale observée dans l'établissement de la filiation au regard du code civil de 1958**

Section 1 : Etablissement de la filiation par la reconnaissance du père ou de la mère

Section 2 : Etablissement de la filiation par la possession d'état

#### **Chapitre 2 : La persistance de l'inégalité dans le CPF**

Section 1 : Une inégalité encore existante dans les modes d'établissements de la filiation

Section 2 : Une égalité restreinte quant aux actions en contestation

### SECONDE PARTIE :

UNE DIFFERENCE DE TRAITEMENT DANS LES DROITS PATRIMONIAUX

#### **Chapitre 1 : Le maintien de la discrimination successorale**

Section 1 : Une différence des liens de filiation dans la détermination des qualités pour succéder

Section 2 : Une différence des liens de filiation dans la dévolution successorale

#### **Chapitre 2 : la reconnaissance d'un droit aux aliments limité**

Section 1 : Une obligation alimentaire restreinte dans son fondement

Section 2 : Un droit aux aliments restreint dans sa mise en œuvre

## CONCLUSION

# **INTRODUCTION GENERALE**

Interdit dans la plupart des législations comme c'est le cas au Bénin, l'inceste, est un phénomène qui heurte le fondement même de la société humaine. Dans ce sens, il doit être appréhendé avec beaucoup plus de subtilité, de diplomatie et d'attention afin que les enfants qui proviennent de ces relations n'en pâtissent pas. En effet, l'inceste existe toujours et il est évident que le législateur, compte tenu de son impact dans nos sociétés, veuille le bannir afin de redonner aux sociétés une image neutre respectueuse des bonnes mœurs. Toutefois, dans ce schéma, il faudrait tenir compte des droits reconnus à chacun et dans le cas précis des droits reconnus à tous les enfants, quelle que soit l'origine de leur filiation. La filiation se définit comme le lien de descendance qui existe entre deux personnes dont l'une est le père ou la mère de l'autre<sup>1</sup>. C'est aussi le lien juridique qui unit ou qui existe entre les enfants et les parents<sup>2</sup>. Seul l'établissement de la filiation permet à l'enfant de jouir pleinement des droits qui lui sont dus et aussi de pouvoir en réclamer. Chez l'enfant, la filiation s'établit dès sa conception.

L'inceste quant à lui, est la relation sexuelle entre des individus liés par un certain degré de parenté. Mieux, l'inceste est défini comme des rapports charnels entre proches parents ou alliés dont le mariage est prohibé par la loi<sup>3</sup>. De ces rapports charnels naissent très souvent des enfants que l'on qualifie d'enfants incestueux. Ce sont ces enfants qui, en tant qu'enfant naturel, retiendront ici notre attention. L'enfant incestueux est l'enfant né du rapport charnel entre proches parents ou alliés dont le mariage est prohibé par la loi<sup>4</sup>. C'est donc un enfant né de parents qui ne peuvent se marier pour cause de parenté ou d'alliance. Avec le code civil de 1958, l'enfant incestueux a toujours été placé au bas de l'échelle c'est-à-dire que sa condition juridique a, de tout temps, été inférieure à celui des autres enfants parce que n'étant pas conçu dans les liens d'un mariage ou de parents qui ne tombaient pas sous le coup de la prohibition faite par la loi. Pour Victor HUGO cependant : « *Lorsque l'enfant paraît, le cercle de famille applaudit à grands cris. Son doux regard qui brille, fait briller tous les yeux* »<sup>5</sup>. Assurément, la naissance d'un enfant apporte de la joie car, elle participe de l'accroissement de la famille et de la pérennité de l'espèce humaine. Cette perception de la procréation écarte l'arrivée de l'enfant incestueux puisque la société ou du moins le

---

<sup>1</sup> PLANIOL (Marcel) et RIPERT (Georges), *Traité pratique de droit civil français, la famille : Mariage divorce et filiation*, tome II, 2<sup>e</sup> éd., Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence (LGDJ), Paris, 1952, p. 585 §1.

<sup>2</sup> GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), *Lexique des termes juridiques*, 12<sup>e</sup> éd., Dalloz, Paris.

<sup>3</sup> Idem.

<sup>4</sup> GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), op. Cit, 14<sup>e</sup> éd., Dalloz, Paris.

<sup>5</sup> HUGO (V.), *Les orientales-Les feuilles d'Automne*, éd. Charles Gosselin, Paris, 1831, p. 508.



législateur béninois ne lui permet pas de jouir pleinement de cette joie qu'il apporte dans la famille dans laquelle il est né.

En effet, depuis l'adoption du code des personnes et de la famille du Bénin (CPF) en 2004, l'inégalité qui régnait entre tous les enfants qu'ils soient légitimes ou naturels fut remplacée par une égalité. En réalité, le législateur béninois a voulu mettre fin aux différents déséquilibres qui ont prévalu depuis le code civil de 1958 jusqu'à la réforme française du 3 janvier 1972 qui a institué le principe d'égalité. Malgré sa volonté, le législateur n'a pas réussi une application complète et totale de ce principe, car, des discriminations existent toujours et ce notamment en ce qui concerne l'enfant incestueux qui est avant tout, un enfant naturel.

Dans le langage juridique, le terme enfant a deux significations différentes. Il peut désigner le mineur<sup>6</sup>. Le terme enfant est également utilisé pour désigner celui qui descend d'une personne, sans distinction d'âge<sup>7</sup>. Dans le cas précis, il s'agit de cette dernière catégorie d'enfant c'est-à-dire l'enfant descendant d'une personne sans distinction d'âge. L'enfant est l'un des trois piliers de la famille et constitue de ce fait, l'élément de base de la société. C'est ce qu'à d'ailleurs rappelé la charte africaine des droits de l'homme et des peuples en son article 18 al. 1. Il existe différentes catégories d'enfants : les enfants légitimes, les enfants adoptifs et les enfants naturels. Par définition<sup>8</sup>, l'enfant légitime est l'enfant né dans le mariage ; l'enfant adoptif est l'enfant qui, par l'effet d'un jugement, est considéré comme l'enfant de parents avec qui il n'a aucun lien de sang. L'enfant naturel quant à lui, est l'enfant né hors mariage. A l'intérieur de cette dernière catégorie d'enfant, nous avons les enfants naturels simples qui sont des enfants issus de parents qui ne se trouvaient pas dans les liens de mariage lors de leur conception ; les enfants naturels adultérins qui sont issus de parents dont l'un au moins se trouvait dans les liens de mariage lors de leur conception et les enfants incestueux dont nous parlerons tout au long de ce mémoire. Il est à noter qu'entre l'enfant et sa famille, que ce soit l'enfant né dans le mariage ou l'enfant né en dehors du mariage, il existe un lien de sang très fort, un lien de filiation qui marque son intégration totale dans la famille à laquelle il appartient. La famille constitue une cellule naturelle, une institution morale possédant des droits inaliénables et imprescriptibles, antérieurs et supérieurs à toutes

---

<sup>6</sup> Une précision de l'âge de l'enfant est difficile car cet âge diffère selon chaque législation ou conventions internationales. Dans notre droit actuel et comme le précise l'article 1 de la convention sur les droits de l'enfant, l'enfant désigne le mineur de moins de 18 ans.

<sup>7</sup> GBAGUIDI (N.), « *Egalité des époux, égalité des enfants et le projet de code de la famille et des personnes du Bénin* », RBSJA, N° spécial, 1995, p. 4.

<sup>8</sup> GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), *Lexique des termes juridiques*, 13<sup>e</sup> éd., Dalloz, Paris, 2001.

les lois positives<sup>9</sup>. Pour le doyen CARBONNIER, la famille désigne plusieurs personnes, plus de deux, qui ont été placées soit par la nature soit par le droit sous la puissance d'une seule<sup>10</sup>. Il existe, selon lui, trois sortes de famille suivant la source c'est-à-dire suivant l'origine de la filiation. On a la famille légitime qui dérive de l'union des sexes et de la procréation en mariage ; la famille naturelle qui, elle, dérive de l'union des sexes et de la procréation hors mariage et enfin la famille adoptive dérivant d'un acte juridique qui assimile un enfant biologiquement étranger à un enfant procréé dans ou hors mariage<sup>11</sup>. Pour aller dans le même sens que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, « *la famille doit être protégée et soutenue par l'Etat pour son installation et son développement (...). Aucun enfant ne peut être privé de son entretien en raison du statut marital de ses parents* »<sup>12</sup>. Tout traitement contraire serait perçu comme une inégalité vis-à-vis des enfants. Au regard des droits de l'homme et même dans la Constitution béninoise du 11 décembre 1990, un tel traitement est qualifié de violation des droits de l'enfant.

Si l'on se réfère aux instruments relatifs aux droits de l'homme, tous les êtres humains sont nés égaux et l'Etat doit veiller au respect de cette égalité. Il n'y a donc pas de discrimination à faire entre les enfants selon qu'ils soient nés dans ou hors mariage. C'est certainement pour rester en harmonie avec ces différentes dispositions et surtout pour faire régner la paix dans la société que le législateur béninois, à travers l'adoption du code des personnes et de la famille, a opté pour le principe d'égalité des sexes et surtout l'égalité entre tous les enfants. Ceci peut clairement se lire à l'article 328 du CPFB selon lequel : « *lorsque la filiation est légalement établie, les enfants nés hors mariage ont les mêmes droits que les enfants légitimes sous les réserves prévues au titre des successions* ». En comparant le traitement d'infériorité des enfants naturels dans l'ancien régime par le législateur français de 1958, on peut affirmer que le CPFB a réalisé un véritable exploit en instituant le principe d'égalité des droits entre tous les enfants peu importe leur filiation. L'article 620 du CPFB énonce alors : « *les enfants, quelle que soit l'origine de leur filiation, jouissent des mêmes droits successoraux...* ». Mais, malgré ces innovations il existe toujours des discriminations entre les enfants surtout lorsqu'il s'agit de l'enfant incestueux. Faisons remarquer que le droit

---

<sup>9</sup> D'ONIORO, « *La protection constitutionnelle du mariage et de la famille en Europe* », in Rev. Trim. Dr. Civ., 1988, p. 5 cité par GBAGUIDI (N.), *égalité des époux, égalités des enfants et le projet de code de la famille et des personnes du Bénin*, in RBSJA, N° spécial, 1995, p. 4.

<sup>10</sup> CARBONNIER (J.), *Droit civil : Introduction, les personnes, la famille, l'enfant, le couple*, 1<sup>ère</sup> éd. ; PUF, Thémis, Paris, 2004, p. 749.

<sup>11</sup> CARBONNIER (J), op. Cit., p. 385.

<sup>12</sup> Article 18 Charte africaine des droits de la perssonne et de la démocratie.

moderne, c'est-à-dire le droit actuel, est fondé sur la discrimination entre enfants du fait de leur naissance<sup>13</sup> tant au niveau des modes d'établissement de leur filiation que de leurs effets.

Etymologiquement, discriminer c'est faire une distinction entre des objets, établir entre eux une séparation, une différenciation à partir de leurs traits distinctifs<sup>14</sup>. De nos jours, la discrimination apparaît comme ce qui est fondamentalement proscrit ou à proscrire. La discrimination, c'est la distinction ou la différence de traitement illégitime<sup>15</sup>. Illégitime parce que arbitraire et interdite puisqu'illégitime<sup>16</sup>. Elle présuppose l'égalité et donc ne peut être pensée que dans une société qui a aboli la hiérarchie comme principe constitutif de l'ordre social ; dans une société individualiste fondée sur le postulat de l'égalité entre tous les hommes et particulièrement entre tous les enfants. L'égalité ici ne doit pas engendrer la contrainte ou la souffrance, elle doit engendrer la fraternité des hommes<sup>17</sup>. Or, à la lecture du CPFB, l'égalité prônée n'engendre pas la fraternité des enfants elle engendre plutôt l'exclusion de l'enfant incestueux. Ceci se remarque bien à travers l'article 319 al. 1 de ce code où on peut lire : « *La filiation naturelle est légalement établie par reconnaissance volontaire* ». L'alinéa 3 de ce même article poursuit en disposant que : « *néanmoins, s'il existe entre les père et mère de l'enfant naturel un des empêchements à mariage prévus par le présent code pour cause de parenté, la filiation étant déjà établie à l'égard de l'un, il est interdit de l'établir à l'égard de l'autre* ». De part cette disposition du code, on note une interdiction de la double filiation chez l'enfant incestueux alors que les autres enfants aussi bien naturels que légitimes ont ce droit. C'est bien là, une preuve palpable de la discrimination qui existe dans le CPFB entre les enfants. Cette discrimination n'est pas seulement observée au niveau de l'établissement de la filiation, elle trouve également son essence dans les droits qui sont reconnus également aux enfants selon le code. C'est l'article 621 qui fait ressortir cela. Aux termes de cette disposition : « *L'enfant incestueux n'a de droits successoraux qu'à l'égard du parent qui l'a reconnu conformément à l'article 319 du présent code* ». L'interdiction de la double filiation chez l'enfant incestueux participe une fois encore de son exclusion partielle au sein de la cellule familiale à laquelle il devrait pleinement appartenir. Aussi, elle participe de la discrimination observée dans le code à l'égard de cet enfant. Ce sont ces constats qui nous amènent à parler d'une discrimination à l'égard de l'enfant incestueux dans le CPFB. Une discrimination qui, à notre avis, doit être

---

<sup>13</sup> CEDH, 22 déc. 2004, Merger et Cros c/France.

<sup>14</sup> LOCHAK (D.), « *Réflexion sur la notion de discrimination* », in Droit social, N°11, nov. 1987, p. 778.

<sup>15</sup> Idem.

<sup>16</sup> Idem.

<sup>17</sup> BORE (J.), « *La cour de cassation et le principe d'égalité* », in Droit social N°2, 1987, p. 137.

corrigée afin que puisse pleinement jouer le principe d'égalité institué par le législateur entre tous les enfants. C'est d'ailleurs à ce titre que la Cour européenne des droits de l'homme a, dans un arrêt<sup>18</sup>, condamné la France pour discrimination successorale à l'encontre des enfants adultérins.

Dans cet arrêt, feu Mme Mazurek, a donné naissance à deux enfants l'un naturel et légitimé par le mariage de sa mère et l'autre, déclaré sous le seul nom de sa mère. Lors du partage de la succession, la France a condamné le second enfant, du fait de sa condition d'enfant adultérin, à ne recevoir que moins de la moitié de sa part successorale s'il avait été lui aussi légitimé. La cour a estimé que l'enfant adultérin comparable à l'enfant incestueux, ne saurait se voir reprocher des faits qui ne lui sont pas imputables. Elle conclut alors, qu'il n'y a pas de rapport raisonnable entre les moyens employés et le but visé c'est-à dire la protection de la famille légitime. Il y a donc eu, selon la cour, violation de l'article 1 du protocole n° 1 (toute personne physique ou morale à droit au respect de ses biens) combiné avec l'article 14 de la convention proclamant la non-discrimination pour les droits garantis par le texte. Cet arrêt montre bien l'importance attachée de nos jours à l'égalité en matière de droit civil entre les enfants nés du mariage et les enfants nés hors mariage. En définitive, aucun motif quel qu'il soit ne devrait et ne doit être invoqué pour justifier la discrimination fondée sur la naissance hors mariage dont est actuellement victime l'enfant incestueux dans le CPFb.

L'égalité prônée par le législateur béninois doit être de ce fait, une égalité totale entre tous les enfants. Il ne doit pas y avoir des traitements différents à l'endroit d'un enfant. Or, ce que l'on constate dans le CPFb, est qu'il y a une persistance de la discrimination à l'égard de certains enfants notamment les enfants incestueux qui ne peuvent établir leur filiation qu'à l'égard d'un seul parent. Il faut toutefois noter qu'une telle discrimination n'a pas de fondement sociologique car la plupart des familles béninoises ne font pas une différence entre les enfants incestueux et les autres enfants. D'ailleurs dans le coutumier du Dahomey, la filiation incestueuse était assez rare. Néanmoins, le quelques enfants qui naissaient des relations incestueuses, passaient sous l'autorité du chef de famille. Ces enfants sont traités de la même manière que les autres enfants. Il n'existait donc pas de distinction entre les enfants qu'ils soient légitimes, naturels simples, adultérins ou incestueux, dans le coutumier du Dahomey.

---

<sup>18</sup> CEDH, 1<sup>er</sup> février 2000, Mazurek c/France, cité par ANTONINI-COCHIN (L.), COURTIN (Ch.), L'essentiel de la jurisprudence civile famille, Gualino, Paris, 2009, p. 94.

L'étude de la discrimination à l'égard de l'enfant incestueux dans le code des personnes et de la famille du Bénin nous a conduit à nous poser certaines questions :

- Quelle est la situation de l'enfant incestueux avant l'adoption du Code des personnes et de la famille du Bénin ?
- Depuis l'avènement du Code des personnes et de la famille du Bénin en 2004, le statut de l'enfant incestueux a-t-il connu une évolution ?
- Le principe d'égalité ainsi exprimé par le législateur béninois entre tous les enfants est-il effectif ?
- Les enfants incestueux peuvent-ils prétendre à cette égalité ?
- Quels sont les problèmes d'ordre juridique susceptibles de se poser à l'application du contenu du Code des personnes et de la famille du Bénin en matière de filiation naturelle ?
- Quelles sont les solutions à apporter aux éventuels problèmes susceptibles de se poser ?

Au regard de toutes ces questions, la problématique que nous avons dégagée est celle de savoir : de quelle garantie dispose l'enfant incestueux pour assurer la protection, la pérennité et la conservation des droits qui lui sont reconnus afin d'échapper totalement à la discrimination dont il continue d'être victime ?

En somme, l'intérêt de ce travail est de faire ressortir cette inégalité ou du moins ce traitement discriminatoire qui persiste toujours à l'égard de l'enfant incestueux malgré la volonté du législateur béninois d'instaurer l'égalité entre tous les enfants. Le but est d'amener le législateur à corriger cette discrimination. Pour atteindre ce but, nous aborderons dans une première partie la situation d'infériorité de l'enfant incestueux telle qu'elle a évolué depuis le Code civil français de 1958 anciennement en vigueur au Bénin, jusqu'à l'adoption du code des personnes et de la famille du Bénin. Dans une seconde partie, nous nous attèlerons à faire ressortir la persistance de la discrimination à l'égard de l'enfant incestueux dans le CPFB.

Chacune de ces parties sera intitulées respectivement «Un maintien de la condition inégale dans l'établissement des liens de filiation » d'une part et, «Une différence de traitement dans les droits patrimoniaux », d'autre part. Afin de mieux appréhender l'égalité qui est proclamée, ce plan bipartite nous permettra de bien cerner le statut juridique de l'enfant naturel notamment celui de l'enfant incestueux dans l'ancien régime juridique béninois c'est-à-dire dans le code civil de 1958 et dans le nouveau Code des personnes et de la famille du Bénin.

**PREMIERE PARTIE :**

**UN MAINTIEN DE LA CONDITION INEGALE DANS  
L'ETABLISSEMENT DES LIENS DE FILIATION**

Le droit béninois en matière de filiation a été pendant longtemps régi par le Code civil français de 1958. Mais, depuis 2004 cette matière est désormais traitée par le Code des personnes et de la famille du Bénin. Du Code civil de 1958 au Code des personnes et de la famille du Bénin, la situation des enfants naturels a connu une très grande amélioration. Toutefois, on assiste encore à des discriminations notamment en ce qui concerne l'enfant incestueux qui, avant toute chose reste un enfant naturel.

Ainsi, pour une meilleure compréhension et un approfondissement de la question relative à la discrimination à l'égard de l'enfant incestueux dans le code des personnes et de la famille du Bénin, nous analyserons d'une part une condition inégale observée dans l'établissement de la filiation au regard du code civil de 1958 (chapitre 1) et d'autre part nous évoquerons la persistance de l'inégalité dans le CPF. (Chapitre 2).

## **CHAPITRE 1 : UNE CONDITION INEGALE OBSERVEE DANS L'ETABLISSEMENT DE LA FILIATION AU REGARD DU CODE CIVIL DE 1958**

L'état de l'enfant consiste dans le lien de filiation qui le relie à ses parents. C'est donc ce lien qui permet à l'enfant de réclamer de ses parents certains droits. Nous avons trois types d'enfants à savoir l'enfant légitime, l'enfant adoptif et l'enfant naturel qui compte en son sein trois autres catégories d'enfants qui sont les enfants naturels simples, les enfants adultérins et les enfants incestueux qui feront, en tant qu'enfant naturel, objet d'étude. L'enfant naturel est comme ci-dessus souligné, l'enfant né ou issu de parents qui ne sont pas mariés et le premier principe consacré par le législateur du Code civil français de 1958 est celui de la primauté de l'enfant légitime c'est-à-dire l'enfant né sous un mariage, sur l'enfant naturel. Ce qui visiblement paraît anormal et donc inégal et qui fait que l'on parle très souvent d'une inégalité de l'enfant naturel par rapport à l'enfant légitime. Cette inégalité est le plus souvent observée dans les modes d'établissement de la filiation car, le législateur français ne permettait qu'aux seuls enfants légitimes d'établir leur filiation par acte de naissance. Les enfants naturels quant à eux ne pouvaient pas utiliser cette procédure quand bien même ils sont après tout, considérés comme des enfants. Il est alors nécessaire de savoir, quel est le mode d'établissement de la filiation naturelle. La filiation naturelle peut être établie aussi bien par la reconnaissance volontaire (section 1) que par la possession d'état (section 2).

### **Section 1 : Etablissement de la filiation par la reconnaissance volontaire du père et de la mère**

Reconnaître un enfant revient aux parents d'approuver que tel enfant est le leur et qu'ils entendent tout mettre en œuvre pour établir sa filiation. La reconnaissance, l'un des modes d'établissement de la filiation naturelle peut être, de la part des père et mère de l'enfant un acte volontaire (Paragraphe 2). Toutefois, ce mode d'établissement de la filiation naturelle obéit d'abord à certaines conditions de validité (Paragraphe 1).



## **Paragraphe 1 : Les conditions de validité de la reconnaissance**

La reconnaissance d'enfant naturel est la déclaration faite par un homme ou une femme, dans des conditions bien déterminées et qui relate le lien de filiation unissant l'auteur de l'aveu à un enfant naturel<sup>19</sup>. Elle doit, pour jouer pleinement son rôle, remplir certaines conditions. Il s'agit notamment des conditions de fond et des conditions de forme de la reconnaissance.

### **A) Les conditions de fond de la reconnaissance**

Ces conditions ont été prévues et concernent les personnes qui peuvent reconnaître les enfants naturels et les enfants naturels qui peuvent être reconnus. Pour ce qui est de ceux qui doivent reconnaître l'enfant naturel, aucune condition n'est exigée. Ce qui implique donc que même un incapable peut reconnaître un enfant naturel à condition qu'il comprenne ce qu'il fait. Il en est de même de la femme mariée qui peut reconnaître un enfant naturel sans l'intervention de son mari. La reconnaissance d'enfant naturel peut également être le fait du mineur non émancipé sans l'intervention de son curateur car, l'incapacité du mineur étant quand bien même générale, il n'est pas possible de l'écarter en l'absence de texte. L'interdit pendant un intervalle lucide, le prodigue ou le faible d'esprit également peuvent reconnaître un enfant naturel. Il n'existe aucune condition de différence d'âge entre l'enfant et la personne qui le reconnaît, mais les tribunaux français annulent en fait les reconnaissances dans lesquelles cette différence d'âge est insuffisante pour que l'enfant soit issu de la personne qui le reconnaît.<sup>20</sup>

En définitive, le législateur n'ayant prévu aucune condition pour les personnes pouvant reconnaître un enfant naturel, il ressort alors que toutes les personnes physiques dont les facultés ne sont pas altérées ou le sont momentanément c'est-à-dire pour un laps de temps pendant lequel elles agissent anormalement, peuvent reconnaître un enfant naturel. Il suffit

---

<sup>19</sup> TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), Droit civil, les personnes, la famille, les incapacités, 6<sup>e</sup> éd., Dalloz, Paris, 1996, n°815 p. 601.

<sup>20</sup> Amiens, 20 décembre 1923, Gaz. Pal., 1924, 1, 308.

seulement de consentir à cette reconnaissance. C'est dans ce sens que s'orientent les tribunaux béninois<sup>21</sup>. On distingue :

- ***La reconnaissance d'enfant avant la naissance***

Elle intervient dans le but de permettre à l'enfant simplement conçu de jouir de ses droits à la succession ou encore, de permettre à la mère de l'enfant d'avoir des priorités sur la reconnaissance du père afin d'avoir la puissance paternelle.

- ***la reconnaissance d'enfants décédés***

Cette reconnaissance a été instituée parce qu'elle est un acte unilatéral de volonté valable sans le concours de la personne qu'elle concerne. En effet, lorsque l'enfant décède sans postérité sa reconnaissance procède d'une pensée intéressée de son auteur<sup>22</sup>.

- ***la reconnaissance d'enfants déjà pourvus d'une filiation***

Autrefois en France, il n'était interdit par aucun texte qu'un enfant déjà reconnu fasse l'objet une seconde fois d'une reconnaissance par une personne du même sexe. Car, on ne peut priver la mère ou le père véritable du droit de reconnaître leur enfant sous prétexte qu'un tiers a usurpé de leur paternité ou maternité<sup>23</sup>. Mais, il aurait été souhaitable que le législateur français ait exigé de la part du second demandeur de reconnaissance, une action en contestation afin de faire tomber la première reconnaissance. Ceci dans le but d'éviter qu'il existe à l'égard de l'enfant des liens de filiations différentes lorsque par exemple, le législateur admet la filiation du second demandeur de reconnaissance. De plus, en faisant tomber la première reconnaissance, le législateur pourra être sûr de la vraisemblance de la filiation de l'enfant vis-à-vis de ses auteurs.

Toutefois, il faut remarquer qu'une telle reconnaissance n'est pas possible lorsqu'il s'agit d'enfant légitime car l'article 334 du C.civ., ne permet que la reconnaissance d'enfant

---

<sup>21</sup> Tribunal de première instance (T P I) Cotonou, Jugement n°081/06, 1ère Chambre civile du 11 octobre 2006. (Voir annexes).

<sup>22</sup> On a vu une mère reconnaître son fils naturel tué par l'ennemi pour exempter son autre fils du service militaire : (Gaen, 28 mai 1858, S. 2. 535).

<sup>23</sup> Cependant, en faveur de la nullité de la seconde reconnaissance tant que la première n'est pas annulée ; SAVATIER (R.), D.H. avril 1938, JCP. 1938, 685 ; V. les observations de LAGARDE (M.), Rev. trim. 1938, p. 449.

naturel. Il en est de même lorsqu'il s'agit d'enfant qui a été l'objet d'une légitimation adoptive ou d'une adoption comportant rupture avec la famille d'origine sauf quand il s'agit d'adoption simple. La reconnaissance d'enfant adultérin ou incestueux quant à elle, est prohibée par l'article 336 du C.civ. Ce qui témoigne de la discrimination observée dans le code civil de 1958 à l'égard de l'enfant incestueux.

En somme, contrairement à l'enfant légitime, l'enfant naturel pour l'établissement de sa filiation doit d'abord être reconnu. Toutefois, cette reconnaissance au niveau des parents n'est pas totale car on ne permet pas à tous les enfants naturels d'en jouir pleinement. Nous faisons ici allusion aux enfants incestueux qui ne peuvent, aux termes de l'article 391 du CPFB être reconnus par leurs deux parents à la fois. Outre les conditions de fond, certaines conditions de forme doivent également être respectées.

## **B) Les conditions de forme de la reconnaissance**

Les conditions de forme se réfèrent au caractère authentique de l'acte. Ce formalisme peut être fait aussi bien devant l'officier d'état civil, devant un notaire qu'en justice et là, on parle des formes de reconnaissance. A ce sujet, il faut signaler qu'il y a une liberté dans le choix de l'acte et de la formule à utiliser. De plus inscription et mention de l'acte doivent être faites en marge de l'acte de naissance. Il existe deux formes de reconnaissance :

- la reconnaissance dans l'acte de naissance ;
- la reconnaissance par acte d'authenticité.

La reconnaissance dans l'acte de naissance ne pose pas de problème majeur car, lorsqu'au moment de la naissance de l'enfant, celui-ci est immédiatement reconnu par ses père et mère, mention de cette reconnaissance est faite automatiquement dans l'acte de naissance de l'enfant. C'est ce qui fait que l'on parle de reconnaissance dans l'acte de naissance. Celui-ci ayant lui-même un caractère authentique, la loi française l'exigeait pour la validité de la reconnaissance. Ce n'est donc que si, cette reconnaissance n'est pas faite dans

l'acte de naissance que la loi exige une reconnaissance par acte authentique qui est prévu dans les articles 335 du C.civ. français et 323 al.2 du CPFB<sup>24</sup>.

En effet, cet article exigeait que la reconnaissance soit faite par acte authentique, lorsqu'elle ne l'aura pas été dans l'acte de naissance. Mais, depuis la loi française du 08 janvier 1993, le texte plus précis prévoit qu'elle peut-être faite dans l'acte de naissance, par acte reçu par l'officier d'état civil ou par tout autre acte authentique. Ceci dans le but de, protéger l'auteur de la reconnaissance contre les éventuelles manœuvres dolosives et lui assurer la conservation de l'acte. La reconnaissance de l'enfant naturel est un de ces actes solennels qui n'ont aucune valeur en dehors de la forme authentique. C'est pourquoi, cette reconnaissance doit revêtir la forme authentique. Seuls les officiers d'état civil, les notaires et les juges peuvent recevoir les reconnaissances d'enfants naturels<sup>25</sup>.

Devant l'officier d'état civil, la reconnaissance est faite en même temps que la déclaration de naissance. Elle est donc, de ce fait contenue dans l'acte de naissance qui constate à la fois la naissance de l'enfant naturel et sa filiation. L'acte en la forme est unique mais sa nullité en tant qu'acte de naissance n'entraîne pas nécessairement celle de la reconnaissance<sup>26</sup>. Cette reconnaissance peut aussi résulter d'une déclaration faite par le père de l'enfant et être considérée comme légitime.

En justice, la reconnaissance d'enfants naturels peut également être reçue par les juges en cas d'aveu, car, les tribunaux ont qualité pour donner acte de ce qui se fait devant eux. Une telle reconnaissance peut être faite verbalement à l'audience par l'une des parties<sup>27</sup> si la partie adverse en demande acte, le fait se trouvera constaté par le registre d'audience. Il suffit, au terme de cet arrêt, que l'auteur de la reconnaissance prenne dans l'instance la qualité de père ou de mère de l'enfant.

En somme, la reconnaissance d'enfant naturel pour ne souffrir d'aucun vice de formalisme doit être faite librement en marge de l'acte de naissance. Aucune condition n'est prévue par la loi pour le choix de l'acte, l'auteur de la reconnaissance étant libre dans le choix de l'acte. Il peut donc choisir librement de faire sa reconnaissance dans n'importe quel acte pourvu que ce soit un acte authentique même si ce dernier a un autre objet.

---

<sup>24</sup> **Article 323 du CPFB :** « La déclaration de reconnaissance est faite par le père à l'officier de l'état civil conformément aux dispositions régissant l'état civil après la naissance de l'enfant, ou même dès qu'il est conçu ».

<sup>25</sup> PLANIOL (M.) et RIPERT (G.), op.Cit., p. 586.

<sup>26</sup> Ch.civ. 15 juillet 1919, S. 1920, 1, 299.

<sup>27</sup> Limoges, 27 mars 1924, Gaz Pal. 1924, 2,31.

Il en est de même pour la formule de l'acte. La loi n'a pas prévu de termes sacramentaux. Il suffit seulement que l'intention de reconnaître l'enfant soit mentionnée dans un acte. Selon l'article 62 du C.civ français, l'acte de reconnaissance doit être inscrit sur les registres d'état civil à sa date et mention doit être faite en marge de l'acte de naissance s'il en existe un. Il s'agit là seulement des reconnaissances faites devant l'officier d'état civil.

En effet, pour les reconnaissances faites devant un notaire ou en justice, on parle de transcription de l'acte et d'inscription de l'acte comme c'est le cas pour la reconnaissance devant l'officier d'état civil. La reconnaissance est une pièce d'état civil qui permet à l'enfant de justifier sa filiation. C'est pour cela qu'il lui est interdit d'y intervenir, la reconnaissance étant un acte purement unilatéral. Néanmoins, il lui reste le droit de demander la nullité s'il estime qu'elle est mensongère.

De tout ceci, il est évident que la condition de l'enfant naturel par rapport à l'enfant légitime est toujours marquée par cette inégalité ou infériorité observée au niveau de l'établissement du lien de filiation. Cette inégalité implique également l'enfant incestueux. Mais, il faut noter que depuis quelques années en France, notamment depuis la réforme de la loi n°72-3 du 3 Janvier 1972, la situation de l'enfant naturel ne cesse de préoccuper les législateurs<sup>28</sup>. L'égalité entre les enfants naturels et les enfants légitimes devient alors l'élément fondamental et le sujet préoccupant du législateur français. L'enfant incestueux dans ce sens peut, comme un enfant naturel simple, être reconnu par ses auteurs ou rechercher contre eux sa filiation<sup>29</sup>. C'est certainement cette idée d'égalité qui a inspiré également le législateur béninois dans l'élaboration du nouveau Code des personnes et de la famille. En réalité, cette égalité instituée par les législateurs depuis la réforme de la loi n°72-3 du 3 janvier 1972, n'est qu'une fiction car, il demeure encore comme nous avons eu déjà à le dire, une inégalité entre les enfants légitimes et les enfants naturels et en particulier, les enfants incestueux. Les conditions dans lesquelles la reconnaissance d'enfant naturel, sont faites, entraînent une inégalité qui va d'ailleurs, affecter la reconnaissance volontaire des père et mère.

---

<sup>28</sup> BRETON (A.), « *L'enfant incestueux* », Mélanges Ancel, t. 1, p. 316.

<sup>29</sup> Idem.

## **Paragraphe 2 : De la reconnaissance volontaire des parents en matière de**

### **filiation naturelle**

Comme ci-dessus souligné, la filiation se définit comme le lien de descendance qui existe entre deux personnes dont l'une est le père ou la mère de l'autre<sup>30</sup>. C'est aussi le lien juridique qui unit ou qui existe entre les enfants et les parents<sup>31</sup>. La filiation s'établit chez l'enfant dès sa conception. Il s'agit là d'un lien de sang entre parents et enfants. Par rapport à la mère en matière de filiation, on parle de filiation maternelle et par rapport au père, on parle de filiation paternelle. L'établissement de la filiation naturelle peut être aussi bien le fait du père que celui de la mère.

#### **A) De la reconnaissance volontaire du père**

Contrairement à la filiation légitime où la filiation paternelle est établie par la présomption légale de paternité, la filiation naturelle à l'égard du père est établie par une reconnaissance volontaire de ce dernier ou par une action en justice dans laquelle toutes les preuves étaient reçues. Une désignation provisoire du père pouvant d'ailleurs être admise sur simple déclaration de la fille-mère, à l'effet de payer les frais de gésine de celle-ci<sup>32</sup>. Dans le code civil français, les enfants naturels étaient distingués. Ainsi, on avait les enfants naturels simples, les enfants adultérins et enfin les enfants incestueux.

L'enfant naturel simple qui est issu de deux personnes dont le mariage est possible mais n'existe pas, n'était qu'un enfant doublement humilié<sup>33</sup>. Il ne bénéficie pas de la présomption de paternité qui permettait à l'enfant légitime d'établir la paternité du mari de sa mère en prouvant par son acte de naissance qu'il était né de telle femme, et par l'acte de mariage de celle-ci, que cette femme avait été ou était mariée<sup>34</sup>. Il devait donc établir

---

<sup>30</sup> PLANIOL (M.) et RIPERT (G.), *Traité pratique de droit civil français. La famille : Mariage divorce et filiation*, tome II, 2e éd., p. 585 §1.

<sup>31</sup> GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), *Lexique des termes juridiques*, 12<sup>e</sup> éd., 1999.

<sup>32</sup> BARET, *Histoire et critique des règles sur la preuve de la filiation des enfants naturels*, 1973 ;

ANGEE-DORLHAC, *De la condition des enfants naturels dans le passé, dans le présent et dans l'avenir*, 1891.

<sup>33</sup> FOYER (J.), *Rapport sur le projet de loi portant réforme de la filiation présenté à l'Assemblée nationale*, n°1926, annexe au procès-verbal de la séance du 19 juin 1971, p. 8.

<sup>34</sup> La jurisprudence avait d'ailleurs fait preuve d'une grande indulgence dans l'appréciation du lien nécessaire entre mariage et légitimité (V. arrêt Degas, du 8 janvier 1930 sur le site : [www.freud-lacan.com](http://www.freud-lacan.com) à partir de google).

séparément la preuve de la maternité et de la paternité. L'acte de naissance de l'enfant naturel ne prouvait donc pas sa filiation car, la loi exigeait une reconnaissance, c'est-à-dire un aveu de paternité ou de maternité émané du père ou de la mère et répondant à des conditions de formes déterminées. A défaut de quoi, l'enfant devrait agir en justice contre ses prétendus parents biologiques pour l'établissement de sa filiation.

Les conditions de l'enfant naturel étaient en outre très en deçà de celles de l'enfant légitime. D'où l'infériorité ou l'inégalité observée. Quant à l'établissement de la filiation des autres enfants naturels c'est-à-dire les enfants adultérins et les enfants incestueux, le Code civil l'interdisait : Il ne peut se faire ni en justice, ni par une reconnaissance volontaire<sup>35</sup>. D'ailleurs, ces catégories d'enfants naturels sont traitées comme de véritables « parias »<sup>36</sup> c'est-à-dire des individus hors caste, en Inde, des intouchables, des hommes méprisés, mis au banc d'un groupe. Mais plusieurs réformes du code civil aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ont amélioré la situation de l'enfant naturel sans pour autant faire disparaître cette inégalité qui existe entre lui et l'enfant légitime. Ainsi, la loi du 16 novembre 1912 a permis la recherche en justice de la paternité naturelle dans des cas prévus par la loi.

La loi du 15 juillet 1955 quant à elle, modifia ensuite l'article 341 du code civil<sup>37</sup> avec une atténuation du droit à la filiation et permettait la prise en considération de la possession constante d'enfant naturel à l'égard de la mère. Le code des personnes et de la famille du Bénin a lui aussi maintenu en son article 332 al.1, 2 et 3, cette disposition de l'article 341 du C.civ. L'établissement de la filiation de l'enfant naturel peut être aussi le fait de la mère.

## **B) De la reconnaissance volontaire de la mère**

A l'égard de sa mère, l'établissement de la filiation de l'enfant naturel est identique à celui de la filiation de l'enfant légitime. La question de l'établissement juridique de la filiation naturelle peut être considérée comme une pure question de preuve. C'était la conception de l'ancien régime français et sa sévérité à l'égard des bâtards. La maternité naturelle était établie

---

<sup>35</sup> BRETON (A.), « *L'enfant incestueux* », Mélanges Ancel, t. 1, p. 316.

<sup>36</sup> JOSSERAND, *Cours de droit civil positif*, T.1, n°1258 cité par, TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), *Droit civil, les personnes, la famille, les incapacités*, 6<sup>e</sup> éd. ; Précis Dalloz, Paris, 1996, p. 552.

<sup>37</sup> **Article 341 du code civil** : « *La recherche de la maternité est admise. L'enfant qui exerce l'action sera tenu de prouver qu'il est celui dont la mère prétendue à accouchée. Il sera reçu à le prouver en établissant qu'il a, à l'égard de celle-ci, la possession d'état d'enfant naturel* ».

par la déclaration de grossesse imposée aux filles enceintes par un écrit d'Henri II de 1536<sup>38</sup>. Mais, il faut remarquer que la preuve de cette maternité naturelle était difficile à justifier et présentait aussi des inconvénients car, elle engendrait des fraudes, des reconnaissances de complaisance. Aux termes de l'article 321 al.3 du CPFB, l'enfant né hors mariage peut être reconnu par la mère lorsque le nom de celle-ci n'est pas indiqué sur son acte de naissance. Mais, une fois la reconnaissance volontairement faite par la mère à l'égard de son enfant, celui-ci devient l'enfant de la prétendue mère qui l'a reconnu. D'ailleurs selon l'article 320 du CPFB la filiation maternelle de l'enfant né hors mariage résulte du fait même de l'accouchement. Ceci implique donc qu'à l'égard de sa mère, la filiation de l'enfant qu'il s'agisse d'enfant né hors ou dans le mariage est une preuve palpable, concrète car on ne saurait nier avoir donné naissance à tel enfant à moins qu'il s'agisse d'une filiation adoptive. Lorsque la filiation est légalement admise à l'égard de la mère, l'enfant peut librement affirmer être issu de telle femme qui l'a volontairement reconnu et de ce fait jouir pleinement de tous les droits qui lui sont dus. En somme, à l'égard de la mère, la filiation que ce soit légitime ou naturelle résulte du fait même de l'accouchement de la mère. Il en est de même pour l'enfant incestueux dont la reconnaissance la plus fréquente émanait de la mère.

L'établissement de la filiation naturelle par reconnaissance volontaire une fois étudié, nous allons procéder à l'établissement de la filiation naturelle par la possession d'état.

## **Section 2 : Etablissement de la filiation par la possession d'état**

L'enfant naturel ne porte le nom de son père ou de sa mère que s'il est reconnu par chacun d'eux. A défaut d'une reconnaissance volontaire des parents, la filiation naturelle<sup>39</sup> ainsi que la filiation légitime de l'enfant peuvent être établies par la possession d'état. Evoquer la possession d'état revient donc à parler de ses éléments constitutifs (Paragraphe 1) et de ses effets (Paragraphe 2).

---

<sup>38</sup> PLANIOL (M.) et RIPERT (G.), op.Cit., p. 585, §1.

<sup>39</sup> RAYMOND, *L'inégalité des filiations légitimes et naturels quant à leur mode d'établissement*, Dalloz 1980, chron., p. 6, N° 42 cité par GBAGUIDI (N.), » *Egalité des époux, égalité des enfants et le projet de code de la famille et des personnes du Bénin* », RBSJA, N° spécial, 1995, p. 17.



## **Paragraphe 1: Les éléments constitutifs de la possession d'état**

La possession d'état est l'apparence d'un état<sup>40</sup>. Posséder un état, c'est jouir en fait du titre et des avantages qui lui sont attachés et en supporter les charges<sup>41</sup>. Autrement, la possession d'état consiste à exercer en fait, les prérogatives de cet état indépendamment du point de savoir si l'on en est vraiment titulaire. La possession d'état correspondant le plus souvent, à la vérité biologique. Nous avons deux types de possession d'état à savoir : la possession d'état d'époux et la possession d'état d'enfant. Au terme de l'article 311-2 du C.civ. français, trois notions traditionnelles considérées comme des faits principaux représentent les éléments constitutifs de la possession d'état. Ce sont, le Nomen ; le Tractatus et la Fama<sup>42</sup>.

### **A) Le Nomen**

La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un enfant et la famille à laquelle il prétend appartenir<sup>43</sup>. Par rapport au Nomen, le texte vise d'abord le nom. En droit civil, le nom est un vocable servant à désigner une personne. Le nom patronymique ou nom de famille est un élément du nom qui, attribué en raison de la filiation, est porté par les membres d'une même famille<sup>44</sup>. La Convention des Nations-Unies sur les droits de l'enfant du 20 novembre 1989 en son article 7-1 et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant du 9 juillet 1990 en son article 6 affirment sans détour le droit de l'enfant à un nom dès sa naissance. En réalité, la transmission normale du nom d'une personne à son enfant coïncide avec l'établissement du lien de filiation. L'enfant légitime lui prend d'office le nom de son père ce qui correspond à une tradition attachée à une conception patrilinéaire de la famille. C'est ce qui ressort de l'article 6 al.1, 2 du CPFB. Selon cet article, l'enfant légitime porte le nom de son père. L'enfant né hors mariage par contre ne porte le nom de ses père ou mère que si sa filiation a

---

<sup>40</sup> MAZEAUD (H.), (L.) et (J.), *Leçon de droit civil*, op.cit.p. 203.

<sup>41</sup> PLANIOL (M.) et RIPERT (G.), op.Cit., p. 620.

<sup>42</sup> TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), op.Cit. n°699, p. 617.

<sup>43</sup> **Article 311-1 al.1** : « La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il est dit appartenir ».

<sup>44</sup> GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), op.Cit.

été établie par une reconnaissance volontaire de ceux-ci, par jugement ou par la possession d'état.

En effet, lorsque la filiation est établie simultanément par ses deux parents, l'enfant naturel porte le nom de son père. C'est ce qui résulte de l'al.3 de l'article 6 du même code. Il en est de même pour l'article 334-1 du code civil de 1958. On en déduit alors que, l'enfant incestueux qui ne peut établir sa filiation qu'à l'égard d'un seul de ses parents, ne portera que le nom de celui qui l'aurait reconnu et non d'office, le nom de son père. Pour le code civil, l'enfant naturel acquiert le nom de celui de ses deux parents à l'égard de qui sa filiation est établie en premier lieu. Par ailleurs, lorsque sa filiation n'aurait été établie qu'en second lieu à l'égard du père, l'enfant naturel pourra prendre le nom de celui-ci par substitution, si pendant sa minorité, ses deux parents en font la déclaration conjointe devant le juge des tutelles. Si l'enfant a plus de 15 ans, son consentement personnel est nécessaire (article 334-2 du C.civ).

Pour le CPFEB par contre en son article 6 al.4 et 5<sup>45</sup>, si le père reconnaît l'enfant en dernière position, l'enfant prendra son nom. Mais, s'il s'agit d'un enfant de plus de 15 ans, son consentement sera requis. Il ne portera le nom de sa mère qu'en cas de désaveu. Le nom attribué à l'enfant sera alors inscrit sur son acte de naissance. Parfois, l'acte de naissance n'est pas établi dans les délais légaux ; ce dépassement oblige alors le requérant à solliciter une autorisation aux fins d'inscription à l'état civil<sup>46</sup>.

En comparant les dispositions relatives au nom de l'enfant naturel telles qu'elles ressortent du CPFEB, aux mêmes dispositions dans le code civil, on remarque que les législateurs béninois n'ont pas fait de concession. Ceci dit, on peut estimer qu'il existe toujours dans nos mentalités cette idée selon laquelle, l'homme est supérieur à la femme et qu'il demeure le seul capable de prendre des décisions en ce qui concerne la famille. En ce sens, le principe d'égalité des sexes n'est pas respecté dans cet article par les rédacteurs béninois. L'intérêt de l'enfant nous le pensons, devrait être le but principal dans ce code et non l'intérêt de ceux qui participent à son épanouissement. Le Nomen n'est pas le seul élément constitutif de la possession d'état. Il y a aussi le Tractatus et la Fama.

---

<sup>45</sup> **Article 6 al.4 :** « Si le père reconnaît l'enfant en dernière position, l'enfant prendra son nom. Mais, s'il s'agit d'un enfant de plus de quinze (15) ans, son consentement sera requis. Il ne portera le nom de sa mère qu'en cas de désaveu ».

<sup>46</sup> TPI de Porto-Novo, Jugement n°055/A/R2/09 du 10 mars 2009 (Voir annexes).

## B) Le Tractatus et la Fama

En ce qui concerne le Tractatus, le texte vise le fait que l'enfant prétendu issu de tel parent, est traité comme leur enfant, et qu'il les a traités comme ses père et mère. Comparativement à cela, ils ont en cette qualité, pourvu à son éducation à son entretien et à son établissement. L'enfant donc, dès qu'il est traité comme tel par ses prétendus parents peut réclamer des droits et devoirs dont sont obligés ses père et mère. Son éducation, son entretien ainsi que l'établissement de sa filiation doivent être pris en compte par eux. C'est là, l'essentiel de la possession d'état. Le droit fonde avant tout, la filiation sociologique sur les comportements qui doivent correspondre aux rapports habituels de parents à enfant<sup>47</sup>.

Pour la Fama enfin, la loi envisage le fait que, l'enfant est reconnu comme tel dans la société et par la famille mais aussi que l'autorité publique le considère comme tel. Notons, qu'il n'est pas nécessaire que ces trois éléments soient associés pour admettre qu'une possession d'état est constituée<sup>48</sup>. Ceci est laissé à la libre appréciation du juge de fond. D'autres faits également comme la déclaration de l'enfant à l'état civil, la conviction personnelle d'être le père ou la mère de l'enfant peuvent être invoquées comme éléments constitutifs de la possession d'état. Pour la qualité de la possession d'état, il faut que celle-ci soit continue. C'est ce qui est exigé par la loi de 1972.

En effet, il ne doit pas s'agir de faits constants ni de faits intermittents c'est-à-dire que la possession d'état ne doit pas être occasionnelle. Les faits doivent être habituels, permanents, se poursuivre dans le temps pour qu'on parle de possession d'état. Outre ce caractère continu, la possession d'état doit assurer à l'enfant, une possession paisible exclue de la violence. Ainsi, l'enfant qui use de la force pour prétendre que telle personne est son auteur, ou la personne qui enlève un enfant sous prétexte qu'il est le sien ne saurait se prévaloir de la possession d'état.

Une fois ces éléments constitutifs analysés, il est nécessaire d'aborder les effets de la possession d'état.

---

<sup>47</sup> TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), *op.cit.* n°699, p. 617.

<sup>48</sup> COLOMBET, FOYER, HUET-WEILLER, LABRUSSE-RIOU, n°51 ; civ., 1<sup>ère</sup>, 5 juil.1988, D. 1989, 398, Concl. CARBONNIER.

## **Paragraphe 2 : Les effets de la possession d'état**

La possession d'état, si elle est prouvée, produit des effets considérables dans l'établissement du lien de filiation<sup>49</sup> dont elle est la conséquence. Seule la filiation légitime peut être prouvée par la possession d'état. La filiation naturelle ne pouvant être établie par la possession d'état car en vertu des conditions d'infériorité de l'enfant naturel, seule la famille légitime est considérée. Mais, avec la réforme de 1972 en France et aussi avec le CPFB, tous les enfants y compris les enfants naturels peuvent établir leur filiation par la possession d'état. Cette possession d'état une fois admise, à des effets et on peut distinguer, l'effet probatoire et consolidateur de la possession d'état.

### **A) Effet probatoire de la possession d'état**

Par rapport à cet effet, la possession d'état permet de prouver subsidiairement la filiation aussi bien légitime que naturelle. Au Cameroun par exemple, dans l'avant projet de Code des personnes et de la famille, aucun effet probant n'est attaché à la filiation naturelle. Par contre, pour le mariage, la possession d'état peut servir de preuve lorsque l'on émet des doutes sur la légitimité des enfants issus du mariage. Il en est de même pour la preuve de la nationalité camerounaise. La valeur probante de la possession d'état à l'égard de la filiation naturelle est moins forte qu'à l'égard de la filiation légitime et a été acquise plus récemment<sup>50</sup> en France.

En effet, à l'égard de la filiation légitime, comme prévu par l'article 320 du code civil, la possession d'état est la preuve, à défaut d'acte de naissance, de la filiation légitime. C'est ce qu'a prévu également l'article 285 du CPFB en matière de filiation. Posséder donc l'état d'enfant légitime, c'est en fait, porter le nom du prétendu père, avoir été traité par ceux dont on se dit issu comme leur enfant légitime, avoir été considéré comme tel par la famille et la société<sup>51</sup>. Il ressort alors de cette définition que la possession d'état d'enfant légitime à un

---

<sup>49</sup> VIDAL, *Observation sur le rôle et la notion de possession d'état dans le droit de la filiation*, Mélanges Hébraud, 1981, p.887 cité par TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), op.cit. n°748, p. 619.

<sup>50</sup> TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), op.cit. n°751, p. 622.

<sup>51</sup> TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), op.cit. n°751, p. 621.

double lien, lien qui existe entre enfant et ses parents. La possession d'état joue à l'égard de cette filiation un rôle probatoire considérable, parfois plus fort que le titre qu'est l'acte de naissance. Ceci s'explique d'abord, par le fait que le titre ne prouve à vrai dire que l'accouchement et permet de présumer l'identité de celui qui s'en prévaut alors que la possession d'état prouve à la fois l'accouchement et l'identité. Ensuite, la possession d'état, tant qu'elle existe, empêche l'établissement d'une filiation naturelle<sup>52</sup> alors que le titre à lui seul n'interdit ni reconnaissance, ni action en recherche<sup>53</sup>. L'établissement de la filiation naturelle par la possession d'état quant à elle, n'était pas prévu par le code civil. Et donc, aussi bien l'enfant naturel simple que l'enfant incestueux ne pouvait établir leur filiation par la possession d'état. Ce qui renforce encore l'inégalité tant observée dans l'établissement des liens de filiation entre les enfants. Ce n'est qu'à partir de la réforme du 03 janvier 1972 que plusieurs auteurs ont admis celle-ci comme mode de preuve autonome de la filiation naturelle. C'est ainsi que le CPFB a admis en son article 319 que la filiation naturelle peut être légalement établie par la possession d'état<sup>54</sup>. La possession d'état joue un rôle très considérable pour l'établissement de toute filiation et sa valeur probante en est la preuve car, elle nous permet d'être convaincu de la vraisemblance de la filiation. Mise à part cet effet probatoire de la possession d'état, il existe aussi un effet consolidateur.

## **B) Effet consolidateur de la possession d'état**

L'effet consolidateur de la possession d'état permet à la possession d'état d'assurer la stabilité de l'état des personnes physiques. Autrement, elle raffermir les filiations préétablies et les protège contre les éventuelles contestations dont elle pourrait faire objet. Elle assure également le maintien de la validité des actes de mariage. De surcroît, la possession d'état sert parfois à compléter une preuve insuffisante aussi bien quand il s'agit de filiation légitime que de filiation naturelle. Ainsi, par exemple lorsque l'acte de naissance ne suffit pas pour établir la filiation légitime, ou lorsque la mention du nom de la mère est insuffisante dans l'acte de naissance pour prouver la maternité de l'enfant naturel, la possession d'état peut intervenir

---

<sup>52</sup> **Article 334-9 :** « Toute reconnaissance est nulle, toute demande en recherche est irrecevable, quand l'enfant a une filiation légitime déjà établie par la possession d'état ».

<sup>53</sup> TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), op. Cit., p. 622.

<sup>54</sup> **Article 319 al.2 du CPFB :** « Elle peut aussi être légalement établie par la possession d'état ou par l'effet d'un jugement ».

pour compléter ce début de preuve. Car, nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son titre de naissance et la possession conforme à ce titre.

Par rapport à la filiation légitime, la possession d'état ne vient que pour renforcer la valeur probante du titre de naissance alors que pour la filiation naturelle elle joue un rôle consolidateur. Il y a donc différence de traitement. L'efficacité de la conformité du titre et de la possession d'état ici étant plus limitée car, la possession d'état doit avoir duré dix (10) ans à compter de la reconnaissance pour prétendre être conforme au titre. Une telle disposition a été prévue par la loi dans le but de soustraire l'enfant mensongèrement reconnu aux fantaisies de l'auteur de ce mensonge. Peuvent agir en contestation, l'enfant, ses véritables parents et les parents qui l'ont mensongèrement reconnu pour rétablir sa filiation<sup>55</sup>. La preuve de la possession d'état se fait donc lorsque l'enfant a le titre pouvant lui permettre de demander l'établissement de sa filiation.

Il résulte de ces développements que le code civil français de 1958 en vigueur au Bénin avant l'avènement du CPFB a institué une discrimination dans la filiation des enfants légitimes et des enfants naturels. Car, alors que l'établissement de la filiation des enfants légitimes se fait par présomption, l'établissement de la filiation des enfants naturels se fait par la reconnaissance volontaire et par la possession d'état. L'enfant incestueux qui est avant tout un enfant naturel, subit alors la discrimination qui est faite à celui-ci. Le CPFB va alors améliorer considérablement cette situation sans pour autant faire disparaître toutes les discriminations qui existaient.

---

<sup>55</sup> REMON-GOUILLOUD, « *La possession d'état d'enfant (A propos de la loi du 3 janvier 1972)* », RTD Civ.1975, n°22, pp. 459 et s.

## **CHAPITRE 2 : LA PERSISTANCE DE L'INEGALITE DANS LE CPF**

Depuis longtemps, la filiation naturelle a été considérée comme une situation anormale. De ce fait, le législateur français estimait que les couples qui n'étaient pas mariés refusaient de le faire, et les sanctionnait en soumettant les enfants issus de ces couples à un statut d'infériorité. Ce qui conduisait à traiter ces enfants de bâtards. Mais, depuis vingt ans, cette situation a évolué notamment avec la loi française du 03 janvier 1972 qui a posé le principe d'égalité entre les enfants légitimes et les enfants naturels.

Toutefois, ce souci d'égalité n'est pas resté limité au seul code civil français, plusieurs législations telle que celle du Bénin à travers le Code des personnes et de la famille promulgué en 2004, l'ont affirmé. Malgré cela, des discriminations subsistent toujours. Ce qui nous fait parler d'une part, d'une inégalité encore existante dans les modes d'établissement de la filiation (section 1) et d'autre part, d'une égalité restreinte quant aux actions en contestation (section 2).

### **Section 1 : Une inégalité encore existante dans les modes d'établissement de la filiation**

On note une évolution des modes d'établissement de la filiation. Cette évolution s'est toujours faite dans le sens du rapprochement de l'égalité entre les enfants quel que soit le lien de filiation. Ainsi, au terme de l'article 328 du CPF, lorsque la filiation est légalement établie, les enfants nés hors mariage ont les mêmes droits que les enfants légitimes. Néanmoins, il y a des différences concernant notamment les modes d'établissement non contentieux (Paragraphe 1) et les modes d'établissement contentieux de la filiation (Paragraphe 2)

#### **Paragraphe 1 : Modes d'établissement non contentieux de la filiation.**

L'établissement de la filiation peut résulter soit de la loi soit de la volonté des auteurs de la filiation.

### **A) L'établissement de la filiation par l'effet de la loi.**

Ce mode d'établissement sera analysé aussi bien à l'égard de la filiation maternelle qu'à l'égard de la filiation paternelle.

S'agissant de la filiation maternelle, selon le CPF, elle est désormais automatiquement établie par l'acte de naissance de l'enfant, que la naissance ait lieu au cours d'un mariage ou hors mariage. Toutefois, l'indication du nom de la mère corroborée par la possession d'état valait reconnaissance<sup>56</sup>. Ce n'est donc qu'avec l'ordonnance du 04 juillet 2005 en France que la situation de la mère non mariée s'est améliorée. Pour le code des personnes et de la famille du Bénin, la filiation tant paternelle que maternelle se prouve par les actes d'état civil. A défaut d'acte, la possession constante de l'état d'enfant peut suffire à établir la filiation<sup>57</sup>. Signalons qu'avec le CPF, on ne parle plus d'enfant légitime et d'enfant naturel mais plutôt d'enfant né pendant le mariage et d'enfant né hors mariage. L'enfant né hors mariage entre dans la famille de sa mère et dans celle de son père exception faite à l'enfant incestueux qui n'entre que dans la famille du parent qui l'a reconnu. En effet, les enfants incestueux ne pouvaient ni bénéficier d'une reconnaissance volontaire ni agir en recherche de paternité ou de maternité (ancien article 342 du Code civil). Il en est autrement aujourd'hui avec le CPF à travers l'innovation faite par les rédacteurs de ce code en matière de filiation. Avec le Code, la filiation de tous les enfants peut être établie sans distinction de sexe, d'âge ou encore qu'ils soient issus de différents mariages. Seulement, le Code prohibe en son article 319 al. 3, l'établissement de la double filiation des enfants incestueux<sup>58</sup>. Ce qui témoigne de la persistance de l'inégalité chez l'enfant incestueux. Une persistance de l'inégalité qui ne semble pas justifiée puisque l'enfant incestueux n'est pas responsable des actes de ses parents. Les enfants incestueux, tout comme les enfants naturels du Code civil de 1804 ne peuvent établir leur filiation qu'à l'égard de l'un ou l'autre de leurs auteurs. La loi a pu en décider ainsi à cause du principe de la divisibilité de la filiation naturelle qui est un principe selon lequel l'enfant naturel est lié individuellement à chacun de ses parents et non aux deux.

---

<sup>56</sup> **Article 337 du C.civ.** : « L'acte de naissance portant l'indication de la mère vaut reconnaissance, lorsqu'il est corroboré par la possession d'état ».

<sup>57</sup> **Article 285 al.1, 2 du CPF** : « La filiation tant paternelle que maternelle se prouve par les actes d'état civil. A défaut d'acte, la possession constante de l'état d'enfant peut suffire à établir la filiation ».

<sup>58</sup> **Art. 319 al. 3 du CPF** : « Néanmoins, s'il existe entre les père et mère de l'enfant naturel un des empêchements à mariage prévus par le présent code pour cause de parenté, la filiation étant déjà établie à l'égard de l'un, il est interdit de l'établir à l'égard de l'autre ».



Mais, le constat ici est que malgré l'effort des rédacteurs du CPFB d'instaurer l'égalité entre tous les enfants, on remarque encore des inégalités surtout par rapport à l'enfant incestueux dont le sort ne s'est vraiment pas amélioré. C'est ce qui ressort après analyse de l'article 319 al. 3 du CPFB. D'ailleurs, cette interdiction semble être une fantaisie car, en l'absence de la condition de bonne foi de l'un au moins des époux, l'on admet par le biais de la légitimité putative, la légitimité à un enfant dont les parents ne peuvent se marier pour cause de parenté<sup>59</sup>. Même la mauvaise foi des deux parents n'empêche pas l'enfant de rester légitime. En effet, la légitimité putative consiste à rendre légitime un enfant dont les parents ont contracté un mariage qui s'est avéré être un mariage putatif c'est-à-dire un mariage nul mais qui produit toujours ces effets à l'égard des enfants. Ce qui à notre avis paraît normale puisque comme déjà dit l'enfant n'est pas responsable des turpitudes de ses parents. Mais alors, pourquoi interdire l'établissement de la double filiation à l'enfant incestueux dont les parents ne sont pas mariés alors que, ceux dont les parents se sont mariés tout en connaissant l'empêchement à leur mariage, bénéficie de cette double filiation. C'est une discrimination qui est malheureusement observée dans le CPFB à l'égard de l'enfant incestueux et qui nous fait parler de la persistance de l'inégalité dans ce code.

A l'égard de la mère, selon l'article 320 du CPFB, pour ce qui est des enfants né hors mariage, la filiation maternelle résulte du fait même de l'accouchement. Tandis que la filiation des enfants légitimes se prouve par les actes de naissance inscrits sur les registres de l'état civil. A défaut de ce titre, la possession de l'état d'enfant né dans le mariage suffit<sup>60</sup>. De plus, l'indication du nom de la mère sur l'acte de naissance de l'enfant né hors mariage suffit à établir la filiation maternelle. Toutefois, la femme dont le nom est indiqué à l'acte peut contester être la mère de l'enfant lorsqu'elle n'a pas été l'auteur de la déclaration de naissance<sup>61</sup>.

Par rapport au père, le Code civil français fait une distinction notamment lorsque le père est marié ou non. En effet, lorsque le père est marié, il bénéficie de la présomption de paternité prévue par l'article 312 du C.civ et 300 du CPFB. Ce qui traduit la volonté de conserver la vérité sociologique. Seul donc l'homme marié avec la mère de l'enfant bénéficie

---

<sup>59</sup> GBAGUIDI (N.), » *Egalité des époux, égalité des enfants et le projet de code de la famille et des personnes du Bénin* », RBSJA, N° spécial, 1995, p.18.

<sup>60</sup> **Article 312 al.1, 2** : « La filiation des enfants légitimes se prouve par les actes de naissance inscrits sur les de l'état civil. A défaut de ce titre, la possession de l'état d'enfant né dans le mariage suffit ».

<sup>61</sup> **Article 321 du CPFB** : « L'indication du nom de la mère sur l'acte de naissance de l'enfant suffit à établir la filiation maternelle. Toutefois, la femme dont le nom est indiqué à l'acte peut contester être la mère de l'enfant lorsqu'elle n'a pas été l'auteur de la déclaration de naissance ».

de la présomption légale de paternité. La présomption de paternité rappelons le, ne concerne que les enfants légitimes issus de mère mariée. Le CPFB a, quant à lui, repris la règle « *Pater is est...* » énoncée par le code civil. Ainsi d'après le code, l'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari<sup>62</sup>. Toutefois, la présomption de paternité ne s'applique pas dans des conditions bien définies à certains enfants<sup>63</sup>. Néanmoins, lorsque la présomption est écartée, la filiation de l'enfant est établie à l'égard de la mère comme s'il y avait eu désaveu en justice<sup>64</sup>. Mais l'enfant né avant le 180<sup>e</sup> jour ne pourra être désavoué que dans le cas prévu par l'article 304 du CPFB.

Lorsque le père n'est pas marié, alors la filiation de l'enfant né hors mariage ne pourra être établie que s'il est reconnu par son père. La présomption de paternité est donc écartée si le mari n'est pas désigné dans l'acte de naissance et que l'enfant n'a pas la possession d'état à son égard. L'établissement non contentieux de la filiation peut également résulter de la volonté des auteurs de la filiation.

## **B) Etablissement volontaire de la filiation**

La possession d'état, selon l'article 317 du Code civil doit désormais être constatée par un acte de notoriété pour produire effet en ce qui concerne l'établissement légal du lien de filiation dans le mariage ou hors mariage. Ce même article prévoit également que chacun des parents ou même l'enfant peut demander au juge que lui soit délivré, dans les conditions prévues par les articles 71 et 72 du code civil ; un acte de notoriété qui fera foi de la possession d'état jusqu'à preuve du contraire. Quand le prétendu parent décède avant la déclaration de naissance de l'enfant, l'acte de notoriété peut être délivré en apportant la preuve suffisante de faits au sens de l'article 311-1 du Code civil.

Pour le CPFB, la possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un enfant et la famille à laquelle il prétend

---

<sup>62</sup> **Art 300 du CPFB :** « l'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari. Néanmoins, celui-ci pourra désavouer l'enfant en justice s'il justifie de faits propres à démontrer qu'il ne peut pas en être le père. »

<sup>63</sup> **Article 301 du CPFB.** « la présomption de paternité ne s'applique ni aux enfants nés plus de 300 jours après la dissolution du mariage ou après la date des dernières nouvelles telle qu'elle résulte du jugement constatant la présomption d'absence ; ni en cas de demande soit de divorce, soit de séparation de corps, à l'enfant né 300 jours après l'ordonnance ayant autorisé la résidence séparée et moins de 180 jours après le rejet définitif de la demande, ou depuis la réconciliation, sauf toutefois, s'il y a eu réunion de fait entre les époux ».

<sup>64</sup> **Article 303 du CPFB :** « Lorsque la présomption de paternité est écartée dans les conditions prévues aux articles précédents, la filiation de l'enfant est établie à l'égard de la mère comme s'il y avait eu désaveu en justice ».

appartenir. Elle est prouvée et constatée par témoins<sup>65</sup>. De plus, par l'établissement de la filiation, la possession d'état est établie en prouvant constamment que l'enfant a porté le nom du père ou de la mère dont il prétend descendre ; que le père ou la mère l'a traité comme son enfant et a pourvu en cette qualité à son éducation, son entretien et son établissement ; que l'enfant le considère comme son père ou sa mère ; qu'il a été reconnu comme tel par la société et qu'il a été traité comme tel par la famille. Pour le législateur français, la délivrance de l'acte de notoriété ne peut être demandée que dans un délai de cinq (5) ans à compter de la cessation de la possession d'état alléguée. La filiation ainsi établie est constatée dans l'acte et mentionnée en marge de l'acte de naissance de l'enfant. L'article 317 du C.civ. a donc remédié à une lacune car au fait, il n'était pas prévu à la différence de toute action en contestation de la possession d'état, un délai pour la délivrance d'un acte de notoriété. Il faut noter aussi que le CPFB n'a pas fait cas d'un tel délai. La réduction de la stabilité du lien de filiation légitime est pondérée par la réduction des délais de prescription favorisant le lien de filiation que l'enfant soit né hors mariage ou pendant l'union matrimoniale.

Par ailleurs, quand elle corrobore un acte de naissance ou de reconnaissance depuis cinq ans, toute action en contestation de la filiation est devenue irrecevable erga omnes c'est-à-dire opposable à tous. L'article 295 du CPFB énonce que « *les actions relatives à la filiation ne peuvent faire l'objet de renonciation* ». La possession d'état a été ainsi valorisée à travers le rétablissement de la présomption de paternité et aussi à travers le rétablissement de plein droit de la présomption de paternité en cas de possession d'état. La reconnaissance a vocation pour établir la filiation paternelle lorsque le père n'est pas marié avec la mère. L'article 316 du code civil énonce que lorsque la filiation n'est pas établie dans les conditions prévues en matière de possession d'état, elle peut l'être par une reconnaissance de paternité ou de maternité, faite avant ou après la naissance. La reconnaissance n'établissant la filiation qu'à l'égard de son auteur.

D'après une jurisprudence constante, une reconnaissance prénatale produit ses effets rétroactivement depuis la naissance voire dès la conception de l'enfant, dans son intérêt de sorte qu'il n'y a pas lieu de réitérer après la naissance, la filiation maternelle. L'article 316 du code civil prévoit également la possibilité pour la mère d'établir la filiation par la reconnaissance. Ceci est utile et nécessaire pour la mère qui n'aurait pas voulu que son nom apparaisse plus tard sur les registres de naissance et qui serait revenue plus tard dans les délais

---

<sup>65</sup> Article 286 du CPFB.

légaux, sur sa décision. L'officier d'état civil est comme toujours le seul chargé de recevoir la reconnaissance.

En somme, l'enfant n'est pas responsable en naissant des rapports juridiques ou affectifs entre ses parents. Il n'a donc pas à en supporter les conséquences. Le principe d'égalité doit donner aux enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, les mêmes droits car, les droits de l'enfant sont essentiels et très importants. L'égalité des filiations nées dans ou hors mariage doit également profiter aux enfants incestueux. Les modes d'établissement non contentieux étant explicités, on abordera les modes contentieux de la filiation.

## **Paragraphe 2 : Modes d'établissement contentieux de la filiation**

Lorsque la filiation n'est pas légalement établie de façon non contentieuse, elle peut l'être par un jugement déclaratif rendu. De même, quand l'enfant a déjà une filiation établie, une autre ne peut lui être attribuée tant que la première n'aura pas été détruite. Les actions en recherche de maternité et les actions en recherche de paternité sont réservées à l'enfant. Les actions en contestation de la possession d'état, elles, peuvent être invoquées par tous à l'égard du parent prétendu. Toutes ces actions sont cependant enserrées dans un certain délai.

### **A) L'action en recherche de paternité**

L'action en recherche de paternité est l'action tendant à établir la filiation naturelle paternelle d'un enfant<sup>66</sup>. Dans l'ancien droit français, la recherche de paternité était libre mais la filiation ne faisait naître aucune vocation successorale et n'entraînait qu'une obligation alimentaire.

En matière de paternité légitime, en raison de l'indivisibilité de la filiation légitime, la paternité légitime est prouvée avec la maternité légitime grâce à la présomption de paternité. Il était donc interdit au père de l'enfant légitime de prouver qu'il est l'auteur de l'enfant. Il se trouve alors, que le problème de la preuve de la paternité légitime ne se pose pas seul c'est-à-dire à l'état pur grâce à la présomption de paternité légitime qui attribue les enfants nés pendant le mariage d'une femme mariée au mari de celle-ci. Aussi, lorsque l'enfant n'a ni titre

---

<sup>66</sup>GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), *Lexique des termes juridiques*, 12<sup>e</sup> éd., 1999.

ni possession d'état, il n'est pas évident que la présomption de paternité puisse jouer et suffire pour établir la paternité du mari de la mère.

En matière de paternité naturelle, les actions en recherche se faisaient fréquentes et de manière abusive dans l'ancien droit français car les femmes choisissaient, parmi les hommes avec qui elles ont eu des relations, les plus riches pour doter leur enfant de père fortuné<sup>67</sup>. Ainsi, le code civil réduisait les droits des enfants naturels et n'admettait l'action en recherche de paternité qu'en cas d'enlèvement pendant la période légale de conception ; ou bien encore en cas de viol, aveux écrits de paternité, possession d'état, cohabitation continue de deux concubins. La recherche de paternité naturelle était carrément interdite mais la jurisprudence essayait quand même de tempérer la rigueur de la loi en permettant à la mère, sans toutefois établir le lien de filiation, d'obtenir du prétendu père les sommes d'argent nécessaires pour élever l'enfant<sup>68</sup>. Ce n'est qu'avec la loi française du 16 novembre 1912 que l'interdiction de la recherche de paternité naturelle fut abolie. Pour que la paternité naturelle puisse être judiciairement déclarée, il fallait depuis la réforme française de 1972, qu'elle respecte l'un des cinq cas d'ouverture énumérés par l'article 340 du C.civ et qu'elle ne se heurte pas à l'une des nombreuses fins de non-recevoir prévues par les textes<sup>69</sup>. Ces cinq cas d'ouverture ont également été repris par le Bénin dans son Code des personnes et de la famille en son article 333<sup>70</sup>. On note là, une certaine évolution en ce qui concerne le statut de l'enfant naturel. Toutefois, cette évolution ne permet pas encore une égalité totale des liens de filiation entre tous les enfants. D'où, la persistance de l'inégalité dans les liens de filiations.

En outre, pour l'article 334 du CPF, l'action en recherche de paternité est irrecevable si le prétendu père était, pendant la période légale de conception dans l'impossibilité physique d'être l'auteur de l'enfant, ou encore, si les données acquises de la science établissent qu'il ne

---

<sup>67</sup> TRONCHET, *Travaux Préparatoires*, FENET, L.X., p. 71.

<sup>68</sup> TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), op.cit. n°751, p. 621.

<sup>69</sup> Les fins de non recevoir : l'action en recherche de paternité est irrecevable si elle tend à l'établissement d'une filiation incestueuse qui doit rester cachée ; elle est également impossible lorsqu'elle tend à contredire une filiation légitime déjà établie par la possession d'état, ou une filiation naturelle déjà établie par une reconnaissance ou par jugement.

<sup>70</sup> **Art 333 du CPF** : « La paternité hors mariage peut être judiciairement déclarée dans le cas :

- d'enlèvement ou de viol, lorsque la période de l'enlèvement ou du viol se rapporte à celle de la conception ;
- de séduction, abus d'autorité, promesse de mariage ou fiançailles ;
- où il existe des lettres ou quelque autre écrit émanant du père prétendu, propre à établir la paternité d'une manière non équivoque ;
- où le père prétendu et la mère ont vécu en état de concubinage notoire pendant la période légale de conception ;
- où le père prétendu a pourvu ou participé à l'entretien, à l'éducation et à l'établissement de l'enfant en qualité de père ».

peut être le père de l'enfant. Dans ce dernier cas, il résulte que l'action ne pourra être exercée que si la paternité naturelle du défendeur est vraisemblable quelque soit le mode utilisé pour cette vraisemblance. Passé cela, la paternité pourra être librement prouvée, notamment par des expertises biologiques que les juges eux-mêmes ordonneront. L'action en recherche de paternité est réservée il faut le noter à l'enfant né hors mariage.<sup>71</sup> Avant et après l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 4 juillet 2005, la mère a également qualité pour exercer cette action lorsque l'enfant est mineur.

Néanmoins, lorsque la filiation de l'enfant n'est pas légalement établie à l'égard de la mère, ou que celle-ci était dans l'impossibilité de manifester sa volonté, l'action peut être exercée par le tuteur légal après autorisation légale du conseil de famille. L'action doit être exercée dans les dix ans à compter du jour où l'enfant a été privé de l'état qu'il réclame sauf en cas de suspension lorsque l'enfant est mineur. L'article 335 du CFPB va dans le même sens mais à la différence que l'action doit être introduite à peine de déchéance dans les six mois qui suivent l'accouchement. Signalons que depuis le 08 mars 2000, la cour de cassation française a considéré que l'expertise biologique est de droit en matière de filiation sauf s'il existe un motif légitime pour ne pas y recourir. Ainsi, lorsque le défendeur refuse de se soumettre à la mesure d'expertise, le juge peut en tirer toutes les conséquences<sup>72</sup>. En règle générale, ce refus est interprété comme une présomption de mauvaise foi. Cette difficulté est toutefois écartée pour les actions en recherche de maternité.

## **B) Les actions en recherche de maternité**

La preuve de la maternité était dominée dans le droit romain, par la maxime « *Mater semper certa est etiamsi vulgo conceperit*<sup>73</sup> ». C'est la preuve même que la maternité ne peut pas porter de doute car comme on le dit souvent, en matière de filiation, seule la filiation maternelle peut être établie avec certitude puisque c'est la mère elle-même qui accouche de l'enfant et c'est elle seule qui pourra dire que telle personne est le père de son enfant d'où la difficulté d'établissement de la filiation paternelle.

Il est alors évident que, la mère naturelle n'est pas moins certaine que la mère légitime. Même si aujourd'hui, grâce à l'évolution de la science, on assiste à des procréations

---

<sup>71</sup> Art 327 du C.civ « *L'action en recherche de paternité est réservée à l'enfant* ».

<sup>72</sup> T.P.I. Cotonou, Jugement n°023/1<sup>ère</sup> Ch. du 07 février 2008 (voir annexes).

<sup>73</sup> Cette maxime signifie que le fait physique de l'accouchement désigne la mère avec certitude lorsqu'elle aurait conçu dans la promiscuité ou la prostitution.

artificielles, à des dons d'embryon et surtout à la location d'utérus, la certitude que telle personne est la mère d'un tel enfant est de mise encore en droit. C'est ce qui ressort du principe selon lequel, c'est l'accouchement qui désigne la mère, la sortie de l'enfant hors du corps d'une femme<sup>74</sup>. Le CPFB abonde dans le même sens en son article 320 qui dispose que « *la filiation maternelle résulte du fait même de l'accouchement* ». L'article 321 al.1 du même code énonce que « *l'indication du nom de la mère sur l'acte de naissance de l'enfant suffit à établir la filiation maternelle* ». Toutefois, la femme dont le nom est indiqué à l'acte peut contester être la mère de l'enfant lorsqu'elle n'a pas été l'auteur de la déclaration de naissance.

La recherche de maternité est admise. L'enfant qui exerce l'action sera tenu de prouver qu'il est celui dont la mère prétendue a accouché<sup>75</sup>. L'exercice de l'action en recherche de maternité suppose alors apporter un commencement de preuve, peu importe le mode de preuve utilisé par l'enfant, pourvu qu'il soit de nature à établir sa filiation maternelle et donc à emporter la conviction des magistrats. L'action en recherche de maternité est ouverte selon l'article 321 du C.civ, dans les dix années de la naissance mais peut être exercée par l'enfant jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 18 ans puisque la prescription est suspendue au profit de l'enfant mineur. Tout cela témoigne d'une égalité dans les modes d'établissement de la filiation des enfants. Mais, nous ne pouvons pas affirmer que cette égalité est vérifiée dans tous les domaines car il demeure encore des cas où cette égalité est restreinte.

## **Section 2 : Une égalité restreinte quant aux actions en contestation**

Une fois la filiation établie par l'un ou l'autre des parents de l'enfant, qu'elle soit naturelle ou légitime, des actions en contestation peuvent être évoquées. Aussi bien l'enfant, ses prétendus parents ou ses véritables parents peuvent intenter ces actions en contestation prévues par le code civil français et le code des personnes et de la famille du Bénin. Il y a une diversité d'actions en contestation telles que l'action en contestation de filiation légitime (paragraphe 1) et l'action en contestation de filiation naturelle (paragraphe 2).

---

<sup>74</sup> CARBONNIER (J.), *Droit civil : Introduction, les personnes, la famille, l'enfant, le couple*, PUF, Thémis, Paris, 2004, p. 954.

<sup>75</sup> **Art 332 al.2 CPFB** : « *L'enfant qui exerce l'action sera tenu de prouver qu'il est celui dont la mère prétendue a accouché* ».

## **Paragraphe 1 : La contestation de la filiation légitime**

La filiation légitime est une filiation indivisible en ce sens qu'elle rattache immédiatement l'enfant à ses deux parents c'est-à-dire à sa mère et à son père par l'effet de la règle « *Pater is est ...* ». De ce fait, il ressort qu'à la fois, la maternité et la paternité peuvent être contestées. De même, il peut arriver que seule fasse l'objet d'une action, la paternité légitime, le mari de la mère n'étant pas le père de l'enfant. En matière de contestation de la filiation légitime, les actions en contestation d'état de même que les actions en contestation de paternité peuvent être envisagées.

### **A) La contestation d'état**

L'action en contestation d'état, est l'action dirigée contre l'enfant par des tiers qui veulent lui enlever le bénéfice de la possession d'état ou critiquer son titre<sup>76</sup>. L'action en contestation d'état d'enfant légitime est une action qui met directement en cause la maternité légitime et tend à la détruire<sup>77</sup>. Cette action est une action interdite par la loi en cas de conformité de l'acte de naissance et de la possession d'état, mais elle est admise dans d'autres cas. En droit commun, l'action en contestation d'état qui est exercée contre l'enfant ou ces héritiers, peut aussi être exercée par l'enfant qui voudrait se rattacher à une autre famille. Autrement dit, l'action peut être exercée par tout intéressé. Hormis ces cas, l'action en contestation d'état obéit au droit commun, et notamment à la prescription trentenaire. Il en est de même pour l'article 294 du CPFB<sup>78</sup>. Mais, il est important de se poser la question de savoir, quelle est la règle de preuve qui gouverne cette action ? Pour y répondre, il faut distinguer selon le mode de preuve établissant la filiation contestée. Ainsi, si la filiation légitime est établie par la possession, il semble normal de s'en tenir au droit commun de la possession d'état c'est-à-dire à une présomption simple admettant la preuve contraire, et qui peut être rapportée par tous moyens.

En effet, la possession d'état d'enfant légitime étant indivisible, ce sont ces deux liens paternel et maternel qui devraient être détruits en cas de contestation. Toutefois, il peut arriver que seule la maternité ou la paternité soit atteinte, ceci en raison des opérations de procréation

---

<sup>76</sup> PLANIOL (M.) et RIPERT (G.), op.cit., p. 585 §1.

<sup>77</sup> TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), op.cit., n°814, p. 682.

<sup>78</sup> **Article 294 du CPFB** : « Toutes les fois qu'elles ne sont enfermées par la loi dans des délais plus courts, les actions relatives à la filiation se prescrivent par trente (30 ans) à partir du jour où l'individu a été privé de l'état qu'il réclame, ou du jour où il a commencé à jouir de l'état qui lui est contesté ».



assistée en dehors du cadre légal. C'est le cas lorsque l'enfant légitime devient du coup un enfant naturel de l'un ou de l'autre des deux époux. Mais, il faut remarquer que cette situation est assez rare, car il est impensable dans la société actuelle qu'un enfant ne puisse se prévaloir d'une filiation légitime établie par la possession d'état qui, corroborée au titre de naissance ferme la voie à toute contestation.

Lorsque la filiation légitime se fonde sur le titre c'est-à-dire l'acte de naissance et la possession d'état, elle ne peut être contestée car, en vertu des articles 322 al.1, 2 du C.civ et 314 al.1, 2 du CPFB « *nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donne son titre de naissance et la possession conforme à ce titre. Et réciproquement, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance* ». Toutefois, continue l'al. 3 de l'article 314 du CPFB, s'il est allégué qu'il y a eu supposition d'enfant ou substitution, même involontaire, soit avant, soit après la rédaction de l'acte de naissance, la preuve en sera recevable et pourra se faire par tous les moyens. Ainsi, désormais, lorsque l'enfant est né pendant le mariage, il est possible de contester sa filiation, même si son titre est conforme à sa possession. La preuve de cette contestation peut être faite par tous les moyens et il suffit seulement au demandeur d'apporter la preuve de la conformité de la filiation qu'il réclame à la vérité biologique c'est-à-dire à une analyse biologique en soumettant l'individu par exemple au texte d'ADN.

En définitive, en matière de contestation comme d'ailleurs en matière de presque toutes les règles régissant le droit de la filiation, le CPFB est allé dans le même sens que le code civil français. L'action en contestation d'état se distingue de l'action en désaveu en ce sens qu'elle s'attaque avant tout au fait de la maternité, n'atteignant la paternité que par contre-coup, tandis que l'action en désaveu dénie la paternité, en laissant la maternité intacte. Outre l'action en contestation d'état d'enfant légitime, il faut signaler aussi qu'il y a l'action en contestation de légitimité.

En effet, l'action en contestation de légitimité est une action qui tend à priver l'enfant de sa légitimité en établissant seulement qu'il a été conçu dans des conditions telles qu'il n'est pas couvert par le mariage de ses parents<sup>79</sup>. L'action tend donc à contester non pas le

---

<sup>79</sup> TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), op.cit., n°840 p. 707.

lien lui-même mais seulement sa nature<sup>80</sup>. En matière de contestation d'état, nous avons aussi, la contestation de la paternité légitime.

## **B) La contestation de la paternité légitime**

Parler de paternité légitime, revient à parler de la règle « *Pater is est ...* » qui découle de la présomption de paternité prévue par l'article 300 du CPFB. Il ressort de cette présomption que la paternité légitime ne se prouve pas directement. Elle se prouve par une relation de cause à effet du mariage. Autrement dit, la paternité légitime est légalement établie au profit des enfants conçus ou nés dans le mariage. Reposant sur une présomption de fidélité de la femme mariée, la présomption de paternité légitime n'est qu'une présomption simple qui peut, jusqu'à preuve du contraire, être contestée.

Pendant longtemps en France, l'action en contestation de paternité légitime était réservée uniquement au mari de la femme, contrairement au principe classique de procédure en vertu duquel, toute personne ayant un intérêt né et actuel, directe et personnel a qualité pour agir en justice<sup>81</sup>. Seul donc le mari pouvait dénoncer l'infidélité de sa femme en désavouant l'enfant. Mais avec la réforme de la loi française de 1972, ce monopole a été supprimé et on reconnaît également à la mère le droit d'agir en contestation de paternité légitime après le remariage avec le véritable père de l'enfant<sup>82</sup>. L'action en contestation est introduite par la mère et son second mari dans un délai de six mois à partir de leur mariage avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de sept ans<sup>83</sup>.

De même, il appartient aux tiers d'agir en contestation lorsqu'ils y ont intérêt, soit directement ou indirectement. L'adultère n'est plus alors une affaire exclusivement conjugale mais peut être dénoncé par des tiers<sup>84</sup>. En réalité, le désaveu de paternité n'était ouvert par le code civil français de 1804 que dans des conditions strictes puisque le mari devait établir sa non paternité. Preuve difficile à fournir car le mari doit démontrer qu'il était dans

---

<sup>80</sup> Encore qu'un texte fasse état de la contestation de légitimité là où il y a contestation de paternité : Art 316-1 C.civ.

<sup>81</sup> **Article 31 du nouveau code de procédure civile** : « L'action est ouverte à tous ceux qui ont un intérêt légitime au succès ou au rejet d'une prétention, sous réserve (...) ».

<sup>82</sup> **Article 310 al. 2 du CPFB** : « Même en l'absence de désaveu, la mère pourra contester la paternité du mari, mais seulement aux fins de légitimation quand elle se sera après dissolution du mariage, remariée avec le véritable père de l'enfant ».

<sup>83</sup> **Article 310 al.3 et 318-1** : « A peine d'irrecevabilité l'action dirigée contre le mari ou ses héritiers, est jointe à une demande de légitimation. Elle doit être introduite par la mère et son second conjoint dans les six (6) mois de leur mariage et avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de sept (7) ans ».

<sup>84</sup> GROSLERE, *De l'infidélité de la femme mariée, Regards nouveaux sur le contentieux de la légitimité*, RTD Civ. 1990, p. 299 s.

l'impossibilité physique de cohabitation, ou qu'il était pendant toute la période légale de conception, loin de la femme ou encore qu'il souffrait d'une impuissance accidentelle.

Depuis la réforme de 1972 et avec le progrès de la science, la non-paternité d'un individu pourra directement être établie. Ainsi, c'est la liberté de la preuve de la non-paternité du mari qui est admise. L'article 312 al.2 du C.civ énonce que le mari peut désavouer l'enfant en justice *«s'il justifie de faits propres à démontrer qu'il ne peut pas en être le père»*. C'est ce qu'énonce également l'article 305 du CPFEB en son deuxième alinéa. C'est donc par tous les moyens que le mari peut aujourd'hui établir sa non-paternité. Il revient au juge de pouvoir retenir tous les éléments pouvant lui permettre d'affirmer que tel enfant n'a pas pour père le mari de la mère. Comme moyen de preuve dont dispose le mari, le tribunal de première instance de Cotonou, dans une affaire récente s'est fondée sur les résultats d'une expertise sanguine pour affirmer que le mari contestataire ne peut pas être le père de l'enfant<sup>85</sup>. Même si avec la réforme de 1972, l'action en contestation de paternité légitime est ouverte à des personnes autres que le mari, il faut noter, qu'il reste le titulaire principal de l'action. Les créanciers n'ont pas le droit d'agir en contestation de paternité par la voie de l'action oblique, conformément au caractère personnel des actions relatives à la filiation. De même, d'autres personnes intéressées ne doivent pas agir pendant la durée de vie du mari de la mère.

Néanmoins, après la mort de ce dernier, l'action peut éventuellement être exercée par ces héritiers<sup>86</sup> à condition qu'elle ait été exercée par lui de son vivant et qu'il n'y ait eu ni désistement ni préemption d'instance, ou qu'il soit mort avant d'avoir exercé l'action mais tout en étant dans les délais utiles pour le faire<sup>87</sup>. L'action est en principe dirigée contre l'enfant qu'elle tend à rejeter de la famille légitime. Elle doit être exercée en présence de la mère afin de lui permettre le cas échéant, de défendre son honneur et l'intérêt de l'enfant. L'exercice de l'action en contestation, pour être valable doit être fait dans un certain délai<sup>88</sup>. Et ce délai, dans l'ancien droit français était de très courte durée. Ainsi, lorsque l'action est exercée par le mari, le code civil français lui donnait un mois pour agir à compter de la naissance s'il était sur les lieux et deux mois s'il était absent et si la naissance lui avait été cachée. Mais aujourd'hui, l'article 316 du C.civ donne six mois au mari pour agir à compter

---

<sup>85</sup> TPI de Cotonou, Jugement n°023 /1<sup>ère</sup> CH. du 07 février 2008 (Voir annexes).

<sup>86</sup> Mais non par l'auteur de l'accident ayant causé le décès du mari : Civ., 1<sup>ère</sup>, 3 janvier 1984, Bull.civ., I, n°3, p.2, D. 1984. Obs. HUET-WEILLER.

<sup>87</sup>, BARRIER, *Rapport pour le droit antérieur, L'action en contestation de paternité par les héritiers du mari*, D. 1960, Chron. 915.

<sup>88</sup> LAGARDE (R.), *Remarques sur le délai de l'action en désaveu de paternité*, in Mélanges VOIRIN, 1967, p.792 s.

du jour de la naissance s'il était sur les lieux lors de la naissance, s'il était absent ou si la naissance lui avait été cachée. Toutefois, ce délai peut être prolongé de six mois si le mari signifie à la mère, par acte extrajudiciaire, son intention de former l'action en désaveu. En cas de décès du mari les héritiers peuvent agir dans le délai de six mois si le mari était encore dans les délais pour agir. De même, ils peuvent aussi bénéficier de l'éventualité de prorogation du délai de six mois.

Pour le CPFB par contre en ses articles 307 et 308, le délai plus court est de deux mois. En effet, pour l'article 307, dans les divers cas où le mari est autorisé à agir en désaveu, il doit le faire dans les deux mois de la naissance, s'il se trouve sur les lieux à l'époque de celle-ci ; après son retour, si à la même époque il n'était pas présent ; après la découverte de la fraude, si on lui a caché la naissance de l'enfant. De même pour l'article 308, si le mari décède avant d'avoir fait la réclamation mais étant encore dans le délai utile pour le faire, les héritiers ont deux mois pour contester la filiation de l'enfant. Leur action cessera (...). Selon l'article 312 al.2 du C.civ, l'action de droit commun qu'est le désaveu de paternité peut être exercée par le mari en justice s'il justifie de faits propres à démontrer qu'il ne peut pas être le père du prétendu enfant. Toutefois, le désaveu par simple dénégation est irrecevable si le mari s'est comporté comme le père de l'enfant après la naissance de celui-ci<sup>89</sup>.

En somme, l'action en contestation de paternité légitime est une action destinée à faire tomber la présomption de paternité légitime et de ce fait, la disparition de la paternité légitime du mari de la mère. L'action en contestation il faut le souligner ne se résume pas uniquement à la contestation de la filiation légitime, nous avons aussi la contestation de la filiation naturelle.

### **Paragraphe 2 : La contestation de la filiation naturelle**

La filiation naturelle comme il a été souligné plus haut, est la filiation de l'enfant né de parents qui n'étaient pas mariés au moment de sa conception. L'établissement d'une telle filiation à l'égard de l'enfant naturel se fait soit par la reconnaissance volontaire des parents soit par la possession d'état. Au moment donc de l'établissement, il peut arriver que la

---

<sup>89</sup> **Article 314 al.2, 3 du C.civ :** « Le mari, toutefois, pourra le désavouer selon les règles de l'article 312. Il pourra même le désavouer sur la seule preuve de la date de l'accouchement, à moins qu'il n'ait connu la grossesse avant le mariage, ou qu'il ne se soit, après la naissance, comporté comme le père ».

filiation naturelle soit contestée. Ainsi, nous aurons, la contestation en cas de reconnaissance et la contestation de la filiation naturelle en cas de possession d'état.

### **A) La contestation de la filiation naturelle en cas de reconnaissance**

La reconnaissance d'enfant naturel est une déclaration contenue dans un acte authentique par lequel une personne affirme être le père ou la mère d'un enfant<sup>90</sup>. Et c'est cette déclaration qui vaut l'établissement de la filiation naturelle. L'action en contestation d'une reconnaissance est une action destinée à faire tomber la reconnaissance faite par les père et mère de l'enfant naturel en vue d'établir sa filiation. C'est une action fréquemment exercée en pratique et qui selon l'article 339 al.1 du Code civil est largement ouverte à toute personne y ayant intérêt. L'action peut donc, dans ce sens être aussi intentée par l'enfant lui-même ; par ses parents, ascendants, descendants ou collatéraux ; par son véritable auteur ; par les parents de l'auteur de la reconnaissance en raison de leur intérêt moral<sup>91</sup> et pécuniaire, ou encore par des tiers auxquels la reconnaissance aurait causé préjudice. Toutefois, l'action peut également être intentée par l'auteur de la reconnaissance lui-même lorsque par exemple, il reconnaît par suite d'une erreur, un enfant qui n'est pas le sien. De même, une personne qui a sciemment reconnu un enfant qui n'est pas le sien peut exercer l'action en contestation d'une reconnaissance. Signalons que le CPFb n'a pas évoqué aux nombres de ses articles, la contestation de reconnaissance. Ce qui témoigne une fois encore de la restriction observée dans le code par rapport à l'enfant naturel et notamment l'enfant incestueux bien que le principe d'égalité soit prôné. Si l'on admet la contestation d'état d'enfant légitime pourquoi n'admet-on pas la contestation de reconnaissance afin de rendre parfaite l'égalité puisque seul l'enfant naturel peut être reconnu.

Contrairement à la jurisprudence antérieure qui refusait au ministère public en France d'exercer cette action, celui-ci peut désormais l'exercer lorsqu'il y a des indices qui, tirés des actes eux-mêmes, rendent invraisemblables la filiation déclarée<sup>92</sup>. L'action est exercée contre l'enfant ou ses représentants légaux et est soumise en principe au délai de droit commun c'est-à-dire que l'action en contestation est prescrite après trente ans à compter de la reconnaissance, sauf suspension de délai lorsqu'il s'agit d'un mineur. Pour que l'action en

---

<sup>90</sup> GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), op.cit., p. 248.

<sup>91</sup> Trib. Civ. Seine, 24 nov. 1950, JCP 1951, II, 6046, concl. ALBAUT, note SAVATIER (J.).

<sup>92</sup> **Art 339 al. 2 du C.civ** : « L'action est aussi ouverte au ministère public, si des indices tirés des actes eux-mêmes rendent invraisemblable la filiation déclarée ».

contestation d'une reconnaissance puisse pleinement jouer son rôle et avoir du succès, il faut démontrer que l'auteur de la reconnaissance n'est pas le père ou la mère de l'enfant dont il s'agit. Ceci peut être prouvé par tous les moyens, par expertise sanguine, identification génétique etc.

Bien qu'il y ait eu une multitude de procédés de preuve, c'est aux juges de fond seuls, qu'il appartient d'apprécier la preuve nécessaire et utile pour l'exercice de cette action. L'exercice de l'action une fois admise, a de nombreuses conséquences notamment l'anéantissement du lien de filiation avec toutes les conséquences qui s'en suivent à savoir la destruction erga omnes et rétroactive du lien, et la disparition des droits qui y sont attachés c'est-à-dire l'obligation alimentaire, la vocation successorale, le nom etc. La possession d'état étant également un des modes d'établissement de la filiation naturelle, elle peut aussi être contestée.

### **B) La contestation de la filiation naturelle en cas de possession d'état**

Posséder un état, c'est jouir en fait du titre et des avantages qui lui sont attachés et en supporter corrélativement les charges. Elle permet donc d'exercer des prérogatives résultant de cet état alors même que l'on ne sait si on est vraiment titulaire. La possession d'état se dit souvent par rapport à tous les éléments de l'état des personnes. Généralement, elle est contenue dans un acte authentique qui, corroboré au titre de naissance de l'enfant, lui donne une force considérable au point où, la filiation d'un tel enfant devient incontestable. C'est le cas notamment, lorsqu'il s'agit d'un enfant légitime qui en plus de son titre de naissance détient la possession d'état.

En effet, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance. En matière de filiation naturelle, la possession d'état, comportant tous ces éléments constitutifs, le Nomen, le Tractatus et la Fama, n'avait autrefois qu'une valeur probante moins forte. Ce n'est qu'avec les nouvelles réformes législatives, que la filiation naturelle est établie légalement par la possession d'état. Ainsi, filiation légitime et filiation naturelle découlent toutes deux de la possession d'état mais à la différence que la possession d'état d'enfant naturel réside dans le fait que l'établissement de la filiation de cet enfant est fait, par chacun de ces deux parents c'est-à-dire que la filiation naturelle est établie à son égard par l'un ou l'autre de ses père et mère. En réalité, la possession d'état d'enfant naturel, ne bénéficie d'aucun privilège contrairement à la filiation légitime qui est incontestable

lorsque l'enfant légitime en dehors de son titre de naissance détient la possession d'état. D'où une égalité restreinte dans les actions en contestations pour l'enfant naturel et par ricochet l'enfant incestueux. Qu'il s'agisse d'un enfant né dans le mariage ou hors mariage, la contestation de la maternité ou de la paternité d'un enfant dont le titre est conforme à la possession d'état est possible mais pour une durée de cinq ans à compter du jour où la possession d'état a cessé<sup>93</sup>. Pour l'article 334 du C.civ, à défaut de possession d'état conforme au titre, l'action en contestation peut être engagée par toute personne y ayant intérêt dans un délai de dix ans à compter du jour où la personne a été privée de l'état qu'elle réclame, ou a commencé à jouir de l'état qui lui était contesté. L'article 294 du CPFB <sup>94</sup> abonde dans le même sens mais avec une durée plus longue notamment de 30 ans. Toutefois, la possession d'état constatée par acte de notoriété qui permet d'établir une filiation, peut être contestée par toute personne qui y a intérêt en rapportant la preuve contraire, dans un délai de 5 ans à partir de la délivrance de l'acte. Il appartient donc au demandeur d'apporter la preuve de l'existence et des qualités de la possession d'état telle que prévues par le Code civil.

En définitive, l'action en contestation d'une possession d'état est une action destinée à prouver que l'enfant n'a pas pour père et mère, l'homme ou la femme qui se comportait comme s'il ou elle était le père ou la mère de l'enfant. L'action peut-être prouvée par tout mode de preuve susceptible d'établir que la filiation vécue ne correspond pas à la filiation biologique.

De tout ce qui précède, il ressort que l'égalité entre enfant naturel et enfant légitime tant prônée aussi bien par les législateurs du Code civil français que par les rédacteurs du Code des personnes et de la famille du Bénin, n'est qu'un idéal. Des inégalités voire des discriminations s'observent toujours surtout en ce qui concerne l'enfant incestueux. D'où la persistance de l'inégalité observée dans le CPFB. Cette persistance de l'inégalité n'est pas seulement observée dans les liens d'établissement de la filiation. Elle est également constatée dans les droits patrimoniaux des enfants incestueux. Ce qui nous amène à parler d'une différence de traitement dans les droits patrimoniaux.

---

<sup>93</sup> **Art 333 du C.civ.** : « Lorsque la possession d'état est conforme au titre, seuls peuvent agir l'enfant, l'un de ses père et mère ou celui qui se prétend le parent véritable. L'action se prescrit par cinq ans à compter du jour où la possession d'état a cessé ou du décès du parent dont le lien de filiation est contesté »

<sup>94</sup> **Art 294 du CPFB** : « Toutes les fois qu'elles ne sont enfermées par la loi dans des délais plus courts, les actions relatives à la filiation se prescrivent par 30 ans à partir du jour où l'individu a été privé de l'état qu'il réclame, ou du jour où il a commencé à jouir de l'état qui lui est contesté ».

**SECONDE PARTIE :**

**UNE DIFFERENCE DE TRAITEMENT DANS**

**LES DROITS PATRIMONIAUX**



L'égalité entre les enfants occupe désormais une place centrale dans le droit de la famille au Bénin. Mais avant qu'il en soit ainsi, l'enfant, surtout celui naturel, contrairement à l'enfant légitime était pratiquement humilié. Il était très mal vu dans la société et d'aucuns le traitaient même de bâtard. Pendant que l'enfant légitime entraînait dignement dans la famille de ses père et mère et bénéficiait de ce fait, d'une obligation alimentaire et des droits successoraux avec des réserves héréditaires, l'enfant naturel lui par contre, n'était apparenté qu'à ses auteurs et non à la famille.

En effet, les droits successoraux sont les droits dont disposent les héritiers présomptifs du de cujus dans sa succession tandis que la réserve héréditaire est la portion du patrimoine du de cujus qu'il ne peut donner en legs. L'enfant naturel bénéficiait des droits successoraux restreints et très inférieurs à ceux des enfants légitimes et n'avait même pas droit à la réserve héréditaire. D'où l'infériorité et l'inégalité de l'enfant naturel observée dans le Code civil de 1804. Mais depuis les réformes du Code civil français et aussi l'adoption du Code des personnes et de la famille du Bénin, la situation s'est quelque peu améliorée sans pour autant faire disparaître l'inégalité entre les filiations. Ainsi, nous constatons qu'il existe toujours dans le CPFB un maintien de la discrimination successorale (Chapitre 1) et une reconnaissance d'un droit aux aliments limité pour l'enfant incestueux (chapitre 2).

## **Chapitre 1 : LE MAINTIEN DE LA DISCRIMINATION SUCCESSORALE**

La succession est la transmission légale ou volontaire des biens ou du patrimoine d'une personne décédée à une autre personne vivante<sup>95</sup>. Il n'y a donc que les personnes vivantes qui peuvent recueillir par voie de succession les biens de la personne décédée. En règle générale, ce sont les enfants qui vont en premier à la succession du défunt. Avec les nouvelles mesures du Code des personnes et de la famille du Bénin, peu importe que ces enfants soient nés pendant ou hors mariage ; réserve faite aux enfants incestueux qui ne peuvent aller qu'à la succession du parent qui les a reconnus. On note alors d'une part une différence des liens de filiation dans la détermination des qualités pour succéder (section 1) et une différence des liens de filiation dans la dévolution successorale (section 2) d'autre part.

### **Section 1 : Une différence des liens de filiation dans la détermination des qualités pour succéder**

Selon le nouveau régime, les enfants quelque soit l'origine de leur filiation jouissent des mêmes droits successoraux vis-à-vis de leurs parents et de leurs grands parents. Néanmoins, ce droit, par rapport aux enfants incestueux est discriminé. Nous allons aborder la question de la différence des liens de filiation à l'égard de la succession des père et mère (paragraphe 1) et de la succession des grands parents (paragraphe 2).

#### **Paragraphe 1 : De la succession à l'égard des père et mère**

Le Code des personnes et de la famille du Bénin, contrairement au Code civil de 1958 ne fait plus de distinction entre les enfants naturels et parle plutôt d'enfants nés hors mariage. Toutefois, il a maintenu un traitement particulier pour l'enfant incestueux. Seront donc abordés ici la succession des enfants nés hors mariage à l'égard de leur père et mère et le cas particulier des enfants incestueux.

#### **A) De la succession des enfants nés hors mariage à l'égard de leur père et mère**

Comme il a été rappelé précédemment, l'enfant naturel était traité de bâtard et n'avait sauf exception, de famille. Et par conséquent, en application de l'adage « *bâtard ne succède pas* », il n'était accordé aucun droit successoral aux enfants naturels. Ils n'avaient droit qu'à

---

<sup>95</sup> GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), op.cit.

des aliments<sup>96</sup>, si l'on s'en tient aux termes de l'adage « *qui fait l'enfant doit le nourrir* ». Aucun droit successoral n'était accordé à l'enfant naturel ou du moins, si des droits lui sont accordés, ils étaient restreints. Ceci en raison de la divisibilité de la filiation naturelle. Mais avec les nouvelles réformes intervenues, notamment celle du Code des personnes et de la famille du Bénin, tous les enfants quelle que soit l'origine de leur filiation, ont les mêmes droits successoraux à l'égard de leurs père et mère exception faite aux enfants incestueux. Des conditions ont donc été prévues pour faciliter l'accès de tous ces enfants à la succession. Puisque d'une façon générale, ce sont les enfants en ligne directe du défunt qui sont en premier appelés à la succession de ce dernier, il paraît nécessaire qu'il soit établi vis-à-vis d'eux, le lien de filiation. Il en est ainsi car, c'est le lien de filiation qui constitue le support juridique des droits accordés à l'enfant. Toutefois, il faut noter que l'établissement du lien de filiation seul, ne suffit pas à l'enfant pour succéder.

Pour succéder, il faut exister à l'instant de l'ouverture de la succession. De même, l'enfant simplement conçu peut succéder, s'il naît vivant<sup>97</sup>. La succession s'ouvre par la mort ou par la déclaration judiciaire du décès en cas d'absence ou de disparition. Pour succéder, il faut également que, l'héritier enfant légitime ou enfant naturel ne soit pas frappé d'une indignité successorale qui toutefois est personnelle<sup>98</sup>. La notion d'indignité, telle qu'elle ressort des dispositions des articles 595 et 596 du CPFB, montrent bien le souci des rédacteurs de ce code de faire régner la paix dans les familles qu'elles soient naturelles ou légitimes contrairement à ce qui se faisait. Rappelons qu'avant la réforme française de 1972, la filiation naturelle ne créait qu'un rapport interindividuel sans intégration au groupe familial. L'enfant naturel ne pouvait donc prétendre à des droits que s'il avait été reconnu par l'un ou l'autre de ses père et mère. Dans ce cas, il bénéficie à l'égard de son père s'il est l'auteur de la reconnaissance, des droits alimentaires et surtout des droits successoraux. Ce qui n'est pas le cas avec sa mère, si elle ne l'a pas reconnu.

Mais en France, quelques coutumes telles que les Artois, les Flandres, sous l'influence germanique, admettaient le bâtard à la succession de sa mère<sup>99</sup>. Il pouvait même recevoir de

---

<sup>96</sup> TERRE (F.) et LEQUETTE (Y.), *Droit Civil, Les successions, les libéralités*, 2è éd., Précis Dalloz, Paris, 1988, p. 117.

<sup>97</sup> **Art. 594 al. 1 et 2 du CPFB** : « Pour succéder, il faut nécessairement exister à l'instant de l'ouverture de la succession ».

<sup>98</sup> **Art. 595 du CPFB** : « Est indigne de succéder et comme tel exclu de la succession celui qui a été condamné en tant qu'auteur, coauteur ou complice pour avoir volontairement donné la mort ou tenté de donner la mort, ou porté des coups mortels au défunt ».

<sup>99</sup> CARBONNIER (J.), *Droit Civil : Introduction, les personnes, la famille, l'enfant, le couple*, Thémis, PUF, France, 2004, p. 1088

ses parents, des legs. Depuis, tout comme l'ont instauré les rédacteurs du CPFB, les lois brumaire et nivôse an II accueillirent déjà en France les enfants naturels à égalité de vocation ab intestat (succession sans testament), avec les enfants légitimes<sup>100</sup>. Selon l'article 392 al. 1 du CPFB, les enfants naturels dont la filiation est régulièrement établie ont vis-à-vis de leurs auteurs, les mêmes droits et obligations alimentaires que les enfants légitimes. Les enfants nés hors mariage peuvent donc, depuis ces nouvelles réformes succéder à leur père et mère et même hériter de tous les parents de l'un et de l'autre de leurs auteurs jusqu'au dernier degré successible contrairement à l'ancien régime. Il y a donc égalité de droits successoraux entre les enfants. Toutefois on peut dire que cette égalité n'est pas pleine puisqu'il faille encore que les enfants nés hors mariage soient reconnus par leur parent alors que la filiation des enfants légitimes est établie automatiquement du fait du mariage de leur parent. A ce niveau, l'enfant incestueux en tant qu'enfant né hors mariage subit une discrimination qui frappe tous les enfants nés hors mariage.

Il est à noter que l'égalité des droits successoraux prônée dans le CPFB n'est valable que pour certains enfants nés hors mariage et les enfants nés pendant le mariage. En effet, selon l'article 619 du CPFB, les enfants ou leurs ascendants succèdent à leur père et mère ou autres ascendants sans distinction de sexe ni d'âge encore qu'ils soient issus de différents mariages, sous réserve des dispositions prévues pour les enfants incestueux. Il ressort alors de cette disposition qu'en dépit de l'égalité de droits de tous les enfants, des restrictions demeurent en ce qui concerne les enfants incestueux. L'enfant incestueux va alors subir une discrimination qui le vise particulièrement.

## **B) Le cas particulier des enfants incestueux**

L'interdiction de la double filiation à l'égard de l'enfant incestueux entraîne pour lui une perte économique. Puisque sans lien de parenté, il n'y a ni obligation alimentaire ni droit successoral. Dans le Code civil de 1804 et même un demi-siècle plus tard, la condition des enfants incestueux était fort inférieure à celle des autres enfants. Ils étaient privés de tous droits successoraux dans l'héritage de leurs père et mère et la loi ne leur accordait que des aliments (ancien article 762 du Code civil). Cette inégalité s'observait aussi bien quant à l'établissement de leur filiation qu'aux droits qui leur étaient accordés. Pour ce qui est de l'établissement de leur filiation, ceci a été déjà abordé plus haut.

---

<sup>100</sup> Ibid.

Par rapport à leurs droits, ils ne pouvaient prétendre à titre successoral qu'à des aliments et ce seulement si leur filiation avait été constatée ou établie à l'égard de l'un ou l'autre du parent qui les a reconnus. C'est ce qui ressort de l'article 621 du CPFB selon lequel, l'enfant incestueux n'a de droits successoraux qu'à l'égard du parent qui l'a reconnu conformément à l'article 319 dudit Code.

L'enfant, qu'il soit naturel simple, adultérin ou incestueux<sup>101</sup> peut, à l'instar des enfants légitimes, aller à la succession de leurs parents et réciproquement. C'est ce qui ressort d'un arrêt de la cour Européenne des droits de l'homme où, la cour en parlant de l'enfant adultérin, condamne la France à rétablir la discrimination dans la masse successorale d'une mère décédée qui a donné naissance à un enfant légitimé et un enfant adultérin<sup>102</sup>. Dans cet arrêt, l'enfant adultérin a été victime d'une discrimination fondée sur la naissance hors mariage. Etant en concours avec un enfant légitimé par le mariage, l'enfant adultérin a été condamné par la France à recevoir moins de la moitié de la part successorale dont il aurait eu droit s'il avait été lui même un enfant légitime. La cour a alors estimé ce fait discriminatoire, disproportionné et non adéquat par rapport au but poursuivi et a donc condamné la France à restaurer l'équilibre afin que tous les enfants jouissent pleinement de l'égalité qui est instituée. L'enfant incestueux qui est assimilable à l'enfant adultérin devrait lui aussi bénéficier de cette décision rendue par la cour européenne afin que règne effectivement l'égalité prônée dans le CPFB. N'oublions pas que l'enfant incestueux envers qui la discrimination continue toujours de jouer, ne peut aller à la succession que dans la lignée du parent qui l'a reconnu. En réalité, le mot inceste n'est pas dans la loi<sup>103</sup>. Ce n'est que récemment qu'il a été introduit dans le code civil mais n'est invoqué que pour désigner l'inceste commis sur un mineur. En droit civil, il n'est qu'un empêchement au mariage ou une interdiction de faire célébrer le mariage. Cette situation explique la position des anciens rédacteurs du Code civil qui font du mariage incestueux, une question préjudicielle dont l'appréciation a pendant longtemps conditionné le sort de l'enfant incestueux dans la succession de ses parents. Si l'on s'en tient au fait que tous les êtres humains sont égaux en droit, on comprend bien cette idée d'égalité entre tous les enfants instituée par le législateur béninois. D'ailleurs en admettant la légitimité putative, ce principe très important au regard des textes internationaux est respecté et profite ainsi à l'enfant incestueux. L'enfant incestueux peut par ce biais, jouir de tous les droits qui lui sont reconnus et échapper à la

---

<sup>101</sup> CEDH, 1<sup>er</sup> février 2000, Mazurek c/France.

<sup>102</sup> CEDH, 1<sup>er</sup> février 2000, Mazurek c/France.

<sup>103</sup> CARBONNIER (J.), op. Cit., p. 1194.

discrimination dont il est actuellement victime dans le CPFb. Outre les droits successoraux de l'enfant naturel à l'égard de ses père et mère, il y a aussi les droits successoraux à l'égard des grands pères et grands-mères.

## **Paragraphe 2 : De la succession à l'égard des grands-pères, grands-mères et autres ascendants**

Etant donné que l'enfant légitime, de par sa filiation est lié immédiatement à ses père et mère et par ricochet à ses grand-père et grand-mère il est dans l'ordre normal des choses que ce dernier bénéficie et réciproquement à l'égard de tous ces ascendants aussi bien privilégiés qu'ordinaires, des droits successoraux. En vertu du principe d'égalité consacré par les législations entre tous les enfants c'est-à-dire entre les enfants nés dans ou hors mariage, les enfants nés hors mariage ont les mêmes droits.

### **A) Des droits des enfants naturels à l'égard des autres ascendants**

Avec le CPFb, l'enfant né hors mariage légalement reconnu, a droit à l'intégration dans la famille de ses auteurs au même titre que l'enfant légitime. Il n'a donc plus à craindre le rejet de la famille qui était observé à son encontre au regard du Code civil de 1804. Il peut désormais tout comme l'enfant légitime entrer dans la famille des ses auteurs mais à conditions qu'il soit reconnu par eux. Selon l'article 378 al.1 et 2 du CPFb : *« la parenté résulte de la filiation et d'elle seule. Les filiations successives forment une ligne de parenté. La ligne directe de parenté comprend les personnes qui descendent les unes des autres. La descendance s'établit en suivant les cours des générations, l'ascendance, en le remontant. Les ascendants du côté père forment la ligne paternelle et du côté de la mère la ligne maternelle »*. De cet article, on peut déduire que l'obligation successorale des père et mère envers leurs enfants ne se limite pas seulement à eux. Elle s'étend également à tous les autres ascendants tels que les grands-pères et grands-mères, les tantes, les oncles etc. Ainsi, si l'enfant légitime bénéficie en vertu de l'indivisibilité de sa filiation, des droits successoraux aussi bien à l'égard de ses père et mère qu'à l'égard des autres ascendants, il est évident qu'en vertu du principe d'égalité entre les enfants, que l'enfant naturel bénéficie des mêmes droits et obligations alimentaires. Et ici encore, des réserves sont faites par rapport à l'enfant

incestueux. L'article 619 du CPFB également le montre très clairement<sup>104</sup>. Quand bien même on note désormais une certaine égalité entre tous les enfants dans le CPFB, on voit bien à travers toutes ces dispositions que la discrimination à l'égard de l'enfant incestueux persiste toujours alors même que cet enfant n'est pas responsable des turpitudes de ses parents. Tous les enfants de même que leurs descendants peuvent aller à la succession de leur père et mère et de leurs autres ascendants. Cette innovation des rédacteurs du CPFB en matière de succession déferée aux descendants est née en réalité d'une pure inspiration des dispositions de l'ancien article 745 al.1 du Code civil français qui étaient relatifs à l'enfant légitime. En effet, allant dans le même sens que l'article 619 du CPFB, l'ancien article 745 al.1 du Code civil français disposait que « *les enfants ou leurs descendants succèdent à leur père et mère, aïeuls, aïeules ou autres ascendants sans distinction de sexe ni de progéniture et encore qu'ils soient issus de différents mariages* ».

L'effort des rédacteurs du CPFB, même s'il demeure des discriminations, est louable en la matière en ce qui concerne les enfants qu'ils soient nés pendant ou hors mariage. Compte tenu, il faut le noter, du caractère réciproque des droits de la succession, non seulement tous les enfants ont droit à la succession de leur père et mère et de leurs autres ascendants mais aussi les père et mère ainsi que les autres ascendants de l'enfant ont droit à sa succession et même aux aliments quand ils sont dans le besoin.

## **B) Des droits des père et mère et autres ascendants à l'égard de l'enfant naturel**

En vertu du principe de réciprocité du droit de la succession, l'enfant naturel doit veiller à la protection et à la survie de ses père et mère et même de ses autres ascendants. A ce titre, tout comme les droits qu'il a vis-à-vis de ses père et mère, grand père et grand-mère, ces derniers ont également vis à vis de lui ou réciproquement, les mêmes droits et peuvent venir à sa succession comme s'il s'agissait d'un enfant légitime<sup>105</sup>. De plus, à part ses père et mère grands père et grands mères, ses frères et sœurs également, qu'ils soient légitimes ou naturels peuvent prétendre à des droits dans sa succession.

---

<sup>104</sup> **Article 619 du CPFB :** « *Les enfants ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère ou autres ascendants sans distinction de sexe ni d'âge encore qu'ils soient issus de différents mariages, sous réserve des dispositions prévues au présent code relativement aux enfants incestueux* ».

<sup>105</sup> **Article 758 du C.civ :** « *Réciproquement les père et mère et autres ascendants de l'enfant naturel, ainsi que ses frères et sœurs et autres collatéraux, viennent à sa succession comme s'il était un enfant légitime* ».

En ce qui concerne les droits successoraux, il est évident que si l'enfant naturel est assimilé à l'enfant légitime, ses père et mère ou grands pères et grands-mères iront à sa succession. Mais, quand il s'agit d'un enfant incestueux, ses père et mère ou ses autres ascendants ne peuvent pas prétendre à la fois avoir une part dans sa succession.

En effet, le cas de l'enfant incestueux est, comme ci-dessus souligner un cas particulier. Si nous nous référons à l'alinéa 3 de l'article 619 du CPFB, l'établissement de la filiation de l'enfant incestueux ne peut être fait qu'à l'égard d'un seul parent, soit le père, soit la mère mais jamais les deux à la fois. Il y a donc là, une interdiction de la double filiation. Il est clair que seul le parent à l'égard duquel la filiation a été établie peut prétendre venir à la succession de son enfant et par là ses grand père et grand-mère aussi. Mais, la question qui se pose par rapport à ce type d'enfant est de savoir pourquoi le législateur a voulu que la filiation de l'enfant incestueux soit établie seulement à l'égard de l'un ou l'autre de ses auteurs. C'est peut être pour éviter que lorsqu'il sera en concours avec d'autres enfants notamment légitimes, que ces derniers ne prennent qu'une part très inférieure à la sienne puisque, lui aurait dans la même famille un double héritage tandis que les autres enfants légitimes n'auront qu'un héritage. Il y aurait donc là un déséquilibre et le principe d'égalité qui fonde l'essence même du CPFB ne serait pas respecté. C'est également ce que pensent certains auteurs lorsqu'ils justifient cette interrogation par des considérations d'ordre pratique. Pour eux, l'établissement de la double filiation chez l'enfant incestueux entraînerait des conséquences absurdes au plan successoral<sup>106</sup>. Pour cela on peut alors dire que l'attitude des rédacteurs du CPFB en ce qui concerne l'inceste nous paraît justifiée. Mais nous continuons de penser que l'objectif ne devrait pas être de punir l'enfant mais plutôt ses auteurs car l'enfant est un être moralement et socialement vulnérable.

La différence entre les enfants ne se remarque pas seulement au niveau des qualités pour succéder. Elle se remarque également en matière de dévolution successorale.

## **Section 2 : Une différence des liens de filiations dans la dévolution successorale**

La dévolution successorale est la transmission ou la répartition des biens du de cujus entre les héritiers en ligne directe ou indirecte. La mise en œuvre de cette dévolution

---

<sup>106</sup> MASSIP, MORIN et AUBERT, *La réforme et la filiation*, n° 50 et 51 cité par BRETON (A.), « *L'enfant incestueux* », Mélanges Ancel, t. 1, p. 319.



successorale n'est pas la même pour tous les enfants. D'où une différence des liens de filiation dans la dévolution successorale.

Nous allons dans un premier paragraphe étudier la notion de dévolution successorale et dans un paragraphe second, nous allons mettre l'accent sur le fait que les enfants sont les héritiers prioritaires tant du point de vue de l'ordre que du degré.

### **Paragraphe 1 : la notion de dévolution successorale**

La dévolution en règle générale est le transfert de l'hérédité aux successibles. L'hérédité s'entend de l'ensemble des biens laissés par une personne à son décès. En matière de succession, la dévolution successorale se fait en tenant compte de l'ordre dans lequel les héritiers sont appelés à la succession et à l'intérieur de chaque ordre, le degré des successibles. C'est le double principe de la dévolution successorale. Mais il y a des dérogations à ce principe et elles concernent la fente et la représentation.

#### **A) Le double principe de la dévolution successorale : l'ordre et le degré**

La vocation successorale, il faut le souligner dépend des liens de famille. Ceci en raison de l'affection que le défunt avait pour ses parents les plus proches. Les enfants quelque soit l'origine de leur filiation sont en tout premier lieu, considérés comme les plus proches du défunt. Dans l'évolution du droit de la famille également, on peut remarquer que c'est dans la famille que se trouvent les successeurs et que leur vocation successorale dépend de l'étroitesse des liens qui les unissaient au défunt. Pour régler la succession, aussi bien les rédacteurs du Code civil français depuis la réforme de 1972 que les rédacteurs du CPFB en l'article 604 du code, ont institué un double principe de dévolution successorale<sup>107</sup>. Ainsi, la dévolution successorale se fait par degré et par ordre.

L'ordre est la catégorie dans laquelle sont classés les héritiers présomptifs d'une personne. Nous avons quatre ordres d'héritiers et c'est l'article 731 du Code civil qui les énumère. Ces ordres comprennent les descendants, les ascendants, les collatéraux et le conjoint survivant. C'est ce qui résulte également de l'article 604 du CPFB. Parmi les

---

<sup>107</sup> **Art. 604 du CPFB :** « Les successions sont dévolues aux enfants et descendants du défunt, à ses parents collatéraux et à son conjoint survivant selon la ligne et le degré des héritiers dans l'ordre et suivant les règles ci-après fixées ».

ascendants et collatéraux nous avons les ascendants et collatéraux privilégiés et les ascendants et collatéraux ordinaires. L'ordre des ascendants privilégiés comprend les père et mère du défunt, celui des ascendants ordinaires comprend les grands pères et grands-mères du défunt. L'ordre des collatéraux privilégiés par contre comprend les frères et sœurs du défunt alors que celui des collatéraux ordinaires comprend les cousins et cousines, les tantes et les oncles du défunt. Autrement dit, l'ordre est la place occupée par l'héritier le plus proche du défunt au moment de la succession. Les enfants directs sont alors mentionnés sans aucune distinction ; ce qui témoigne de l'égalité des enfants dans l'ordre successoral. Une égalité qui toutefois, met à l'écart les enfants incestueux. A l'intérieur de chaque ordre, les héritiers ou les successibles sont encore classés suivant leur degré.

Le degré est le rang occupé par les successibles à l'intérieur de chaque ordre. Pour l'article 607 du CPFB, la proximité de parenté s'établit par le nombre de générations, chaque génération s'appelle un degré. On a donc l'ordre des descendants qui sont appelés les premiers à la succession du défunt sans pour autant exclure le conjoint survivant car en principe, chaque ordre lorsqu'il est en premier à la succession, exclut le suivant. Les enfants qu'ils soient nés dans ou hors le mariage viennent en premier à la succession de leur parent. Vient ensuite, l'ordre des ascendants privilégiés et les collatéraux privilégiés ; les ascendants et collatéraux ordinaires jusqu'au sixième degré et exceptionnellement jusqu'au douzième degré<sup>108</sup>. En ce qui concerne les droits successoraux des ascendants, l'article 622 al.2 du CPFB dispose : « *l'ascendant qui se trouve au degré le plus proche recueille la moitié affectée à sa ligne, à l'exclusion de tous autres* ». Pour l'article 606 al.1 du même code par contre, à défaut des descendants, la succession est dévolue pour moitié aux frères et sœurs ou, à défaut aux descendants de ces derniers. Toutefois, la part dévolue aux père et mère, de même qu'aux frères et sœurs, se partage entre eux par tête c'est-à-dire que si par exemple le défunt a laissé trois frères et sœurs, la succession sera répartie en trois et chacun des successibles aura un tiers de la succession.

Le principe de la dévolution par degré ci-dessus souligné suppose qu'à l'intérieur de chaque ordre, la succession est dévolue suivant la proximité du degré, c'est-à-dire que c'est l'héritier au degré le plus proche qui recueille la succession et qu'à degré égal, les héritiers viennent en concours. Aux termes des articles 737 et 738 du C.civ., en ligne directe, on compte autant de degré qu'il y a de générations tandis qu'en ligne collatérale, on additionne

---

<sup>108</sup> MARTY (G.) et RAYNAUD (P.), *Droit Civil : Les successions et les libéralités*, Sirey, Paris, 1983, p. 34.

les degrés séparant chacun des parents de l'auteur commun. Le CPFB quant à lui dispose en son article 610 : « *en ligne collatérale, les degrés se comptent par générations, depuis l'un des parents jusque et non compris l'auteur commun, et depuis celui-ci jusqu'à l'autre parent. Ainsi, deux frères sont au deuxième degré, l'oncle et le neveu au troisième degré, les cousins germains au quatrième, ainsi de suite* ». On pourrait alors dire que le principe de la dévolution par degrés s'applique dans les deux lignes. C'est ainsi que le fils, descendant au premier degré exclut le petit fils descendant au deuxième degré ; que l'oncle, parent au troisième degré exclut le cousin germain, parent au quatrième degré.

De tout ce qui précède, il ressort que la dévolution successorale est une notion très importante qu'aussi bien les rédacteurs du Code civil que ceux du CPFB ont su prendre en considération pour éviter que le patrimoine du de cujus ne soit dilapidé. Même si la succession n'avait pas été aussi bien structurée comme c'est le cas actuellement dans les nouveaux régimes de la succession, on peut affirmer qu'il y avait un ordre donné.

En effet, dans le coutumier du Dahomey par exemple, il y avait deux sortes de succession : la succession aux biens et la succession à la fonction<sup>109</sup>. Dans la succession aux biens, tous les biens familiaux (les palmerais, la maison familiale, le champ collectif) restaient toujours indivis et c'est la collectivité qui en hérite, le chef de famille en assumait la gestion<sup>110</sup>. Chez les Fons par exemple, dans l'ancienne coutume du palais, les biens comprenaient également les bijoux de la couronne, les sceptres, le palais qui passaient au successeur à la fonction c'est-à-dire au nouveau roi. Les biens particuliers quant à eux étaient répartis à la manière de chaque coutume. Seulement, la règle est que seuls héritent les descendants même du défunt<sup>111</sup>. Toutefois, notons que parmi les descendants, les filles héritaient toujours des pagnes, parures et ustensiles de ménage. La dévolution successorale existait donc depuis toujours dans nos coutumes ancestrales mais avec quelques particularités. Parfois, ces mécanismes posent des problèmes et pour éviter cela, le législateur a prévu des dérogations au double principe de dévolution successorale.

---

<sup>109</sup> **Coutumier du Dahomey, Art. 253 al.2** : « *Il faut distinguer la succession aux biens et la succession à la fonction* ».

<sup>110</sup> **Ibid., Art. 255** : « *les biens familiaux restent toujours indivis et c'est la collectivité toute entière qui en hérite, le Chef de famille en assure la gestion. Dans l'ancienne coutume du Palais, chez les fons, c'étaient de beaucoup les plus importants ; ils comprenaient aussi les bijoux de la couronne, les sceptres, les palais. Ils passaient au successeur à la fonction – c'est-à-dire au nouveau roi* ».

<sup>111</sup> **Ibid., Art. 256** : « *Le mode de réparation des biens particuliers varie avec les coutumes ; la règle générale est que seuls héritent les descendants mêmes du défunt (les filles héritent toujours des pagnes, parures et ustensiles de ménage)* ».

## **B) Les dérogations au double principe de la dévolution successorale**

Le principe formulé par les articles 732 du code civil et 605 du CPFGB d'après lesquels : « *la loi ne considère ni la nature ni l'origine des biens pour en régler la succession* », admet quelques exceptions par le jeu de la représentation et de la fente.

En effet, la fente est le partage du patrimoine successoral en deux parties, l'une étant attribuée à la ligne paternelle, l'autre à la ligne maternelle, mais sans considération de l'origine des biens<sup>112</sup>. Elle a été organisée par le code civil français de 1804 pour éviter le passage des biens d'une ligne à l'autre ligne et donc comme une atténuation au principe que la loi ne tient pas compte de l'origine des biens. Mais plus tard, le procédé de la fente a été utilisé pour servir à réaliser la promotion successorale du conjoint survivant en opérant une répartition de la succession entre celui-ci et la famille par le sang. Plus récemment, on est encore revenu sur cette fonction ancienne de la fente. Dans l'ancien régime coutumier français, on appliquait à la succession aux propres, la règle « *paterna paternis, materna maternis* » qui conduisait à attribuer les propres paternels aux parents de la ligne paternelle et les propres maternels aux parents de la ligne maternelle, suivant des modalités variant avec les coutumes<sup>113</sup>. Mais les biens du de cujus étant donc présumés provenir également de sa famille paternelle et de sa famille maternelle, l'article 733 du code civil français disposait « *toute succession échue à des ascendants ou à des collatéraux, se divise en deux parts égales : l'une pour les parents de la ligne paternelle, l'autre pour les parents de la ligne maternelle* ».

Ce texte a été complété par la loi française du 03 janvier 1972 qui a inclut le principe d'égalité des parents légitimes et des parents naturels. On peut donc remarquer que la fente est un procédé qui déroge réellement de par sa définition, au principe que la succession est tout entière attribuée au parent du degré le proche dans l'ordre le plus proche. Signalons que la dévolution est faite également ici sans distinction des filiations. Peu importe que les enfants soient nés dans ou hors mariage. En estimant que le de cujus laisse à son décès son père et son grand-père maternel et pas de descendants, la succession sera dévolue pour moitié à la ligne maternelle. Le père du de cujus partagera donc la succession avec le grand-père maternel, bien qu'ils soient de degré différent. Toutefois, en cas d'absence de parent au degré successible dans une ligne, la fente ne joue pas et la totalité de la succession est dévolue à la seule ligne représentée. Mais en principe, la succession se divise par parts égales pour chaque

---

<sup>112</sup> GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), *Lexique des termes juridiques*, 14<sup>e</sup> éd., Dalloz, Paris, p. 301.

<sup>113</sup> OURLIAC et DE MALAFOSSE, op. Cit., p. 406 et s.

ligne lorsqu'elle est échue à des ascendants ou à des collatéraux, qu'ils soient légitimes ou naturels<sup>114</sup>. Signalons que les rédacteurs du CPFB dans la rédaction du code n'ont consacré aucun article pour ce qu'est du procédé de la fente, ils n'ont parlé que de la représentation.

La représentation est un procédé de dérogation au double principe de la dévolution successorale et constitue au terme de l'article 614 du CPFB, une règle qui a pour effet de faire entrer les représentants dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté dans la succession comme s'il avait été vivant ou s'il n'en avait pas été écarté. La technique de la représentation a été instituée dans le droit romain pour éviter l'injustice dans certains cas de prédécès d'un héritier. C'est le cas par exemple, si un fils du de cujus était mort avant lui en laissant des enfants, et que ceux-ci soient entièrement exclus de la succession de leur grand-père en présence d'un autre fils de celui-ci puisqu'ils sont parents du défunt à un degré plus éloigné<sup>115</sup>. On peut donc dire que la représentation successorale est justifiée en quelque sorte par l'affection que le défunt avait pour son fils décédé avant lui. Pour que la représentation successorale joue, il faut qu'il y ait le décès d'un enfant du de cujus peu importe l'origine de sa filiation, d'un frère ou d'une sœur de celui-ci car on ne représente pas une personne vivante. C'est ce qui résulte des articles 744 al.1 du Code civil et 614 al.3 du CPFB. On ne représente ni les ascendants ni les collatéraux ordinaires, ni le conjoint survivant<sup>116</sup>.

En revanche, les descendants et les frères et sœurs du de cujus peuvent être représentés que leur parenté résulte d'une filiation légitime ou d'une filiation naturelle. D'où l'égalité observée entre tous les enfants à l'exception des enfants incestueux. Il en est ainsi également pour l'article 614 al 3 du CPFB selon lequel, « *le représentant ne représente pas les personnes vivantes, mais seulement celles qui sont mortes* ». Il faut noter que seuls peuvent être représentés ceux qui auraient eu droit à la succession s'ils avaient survécu. Ce qui exclut l'héritier qui avait renoncé à la succession. De même, on ne représente pas l'indigne mais ce dernier peut aller en représentation et recueillir la succession de celui qui l'avait déclaré indigne. Réciproquement, selon les termes de l'article 614 al.2 du CPFB le représentant doit avoir d'abord une aptitude personnelle à succéder au de cujus et aussi avoir vocation personnelle à succéder. Selon l'al.4 du même article, la loi ne distingue pas, pour l'exercice de

---

<sup>114</sup> **Article 733 al.1 du C. civ.** « *Toute succession échue à des ascendants ou à des collatéraux, qu'ils soient légitimes ou naturels, se divise en deux parts égales : l'une pour les parents de la ligne paternelle, l'autre pour les parents de la ligne maternelle* ».

<sup>115</sup> MARTY (G.) et RAYMOND (P.), *Droit civil : les successions et les libérations*, éd. SIREY, Paris, 1983, p.45.

<sup>116</sup> Ibid., p. 46.

la représentation, entre la filiation légitime et la filiation naturelle. Il en résulte que la représentation n'aura pas lieu si le représenté lui-même était déclaré indigne ou s'il n'avait pas de vocation à succéder. C'était le cas avant la loi française du 03 janvier 1972 pour l'enfant naturel. Une fois la représentation admise, le partage se fait par souche et si une même souche a produit plusieurs branches, la subdivision se fait aussi dans chaque branche et les membres de la même branche partagent les biens entre eux par tête.

En définitive, la représentation permet de faire entrer les représentants dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté. Les dérogations au principe de la dévolution successorale sont donc des procédés qui évitent qu'il y ait au moment de la répartition des biens, des inégalités entre les héritiers. Toutefois, il faut remarquer que parmi les héritiers, il y en a qui sont prioritaires par rapport à d'autres tant du point de vue de l'ordre que du degré.

## **Paragraphe 2 : L'ordre des enfants dans la succession**

En matière de succession, seuls les enfants descendants en ligne directe du de cujus sont prioritaires lorsqu'il s'agit de la répartition des biens aussi bien du point de vue de l'ordre et du degré qu'en ce qui concerne la réserve héréditaire.

### **A) Les enfants, héritiers prioritaires du point de vue de l'ordre et du degré**

Le droit des successions est l'effet le plus tangible de la parenté, de la communauté de sang, mais ne s'y limite pas, car il profite aussi au conjoint, qui n'est pas un parent<sup>117</sup>. De ce fait, parce que la succession est un acte de bienfaisance, de bonté de la part du successeur pour assurer la continuité et la survie des personnes qui lui sont chères, il est normal que, les enfants directs du de cujus soient appelés en premier à sa succession. C'est ce qui résulte de l'article 745 du code civil français depuis la réforme de 1972 et dont s'est inspiré le code des personnes et de la famille du Bénin en son article 619 al 1<sup>118</sup> qui, malgré l'institution du principe d'égalité fait des dispositions discriminatoires à l'égard de l'enfant incestueux. En effet, l'enfant incestueux n'a de droits successoraux qu'à l'égard du parent qui l'a reconnu. Ce

---

<sup>117</sup> CARBONNIER (J.), *Droit civil : Introduction les personnes, la famille, l'enfant, le couple*, Thémis, PUF, Paris, 2004, p. 814.

<sup>118</sup> **Article 619 al.1 du CPF** : « Les enfants ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère ou autres ascendants sans distinction de sexe ni d'âge encore qu'ils soient issus de différents mariages, sous réserve des dispositions prévues au présent code relativement aux enfants incestueux ».

qui confirme une fois de plus le maintien de la discrimination à son égard puisque les autres enfants peuvent aller à la succession de leurs deux parents. On peut donc dire que les enfants ou les descendants, selon l'ordre et le degré qui leur sont accordés par la loi, priment et excluent tous les autres héritiers, réserve faite des droits en usufruit du conjoint survivant<sup>119</sup>. Si par exemple, le de cujus laisse à son décès des descendants et des collatéraux, ce sont les descendants parce qu'ils sont du premier ordre, qui seront appelés en premier à la succession. Ce qui exclura donc les collatéraux qui sont au deuxième ordre.

Toutefois, si le défunt laisse des descendants de degré inégal, la succession va au descendant ou aux descendants le plus proche en degré, à l'exception du cas de la représentation qui peut faire concourir des descendants de degré inégal. Selon l'article 619 al 2 du CPFB, les descendants succèdent par égale portion et par tête, quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef ; ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation. Les descendants sont alors tous placés sur un pied d'égalité, la loi excluant expressément tout privilège de masculinité ou d'aînesse et toute distinction entre enfants de lits différents. Avec le Code civil, on peut distinguer une dévolution de principe dans laquelle figure les héritiers en ligne directe du défunt et des dévolutions exceptionnelles.

En effet, la dévolution de principe est celle qui s'opère dans la parenté par la chair, légitime ou naturelle<sup>120</sup>. A travers cette dévolution, on peut clairement comprendre que quand on parle de succession, il faut d'abord considérer le lien de sang signe de parenté, d'où les descendants du défunt. Les dévolutions exceptionnelles par contre peuvent tenir à diverses causes telles que la présence d'un conjoint survivant, mais aussi l'absence de toute famille (dévolution à l'Etat). Lorsque les descendants succèdent par tête et par égale portion, on constate là, l'intervention du principe d'égalité aussi bien institué par le Code civil que par le Code des personnes et de la famille du Bénin. Il faut noter, qu'en dépit du fait que les descendants soient appelés en première ligne à la succession de leur parent défunt, ils bénéficient également de ce que l'on appelle la réserve héréditaire.

---

<sup>119</sup> MARTY (G.) et RAYMOND (P.), op. Cit., pp. 46-51.

<sup>120</sup> CARBONNIER (J.), op. Cit. p. 815.

## B) La réserve héréditaire

La réserve héréditaire est la portion du patrimoine dont le de cujus n'avait pas droit de disposer par donation ou par legs<sup>121</sup> en présence d'héritiers réservataires (les descendants et ascendants). Sont donc héritiers réservataires, les descendants soit légitimes, soit naturels. S'ils sont appelés à la succession, les enfants incestueux sont donc des héritiers réservataires. Sont aussi des héritiers réservataires, les ascendants non seulement ascendants privilégiés, mais aussi ascendants ordinaires. Pour le CPFB en son article 811 al.1 sont héritiers réservataires lorsqu'ils viennent à la succession, les enfants, le conjoint survivant, les père et mère du défunt. Les collatéraux, même les frères et sœurs, le conjoint survivant ne sont pas héritiers réservataires<sup>122</sup>. Néanmoins, le conjoint survivant, s'il ne trouve pas dans la succession de quoi exercer son usufruit parce que le prédécédé a disposé de ses biens par des libéralités qui lui sont opposables, peut réclamer la pension alimentaire. C'est ce qui résulte de l'article 207-1 du code civil français selon lequel « *la succession de l'époux prédécédé doit les aliments à l'époux survivant qui est dans le besoin. Le délai pour les réclamer est d'un an (...). La pension alimentaire est prélevée sur l'hérédité. Elle est supportée par tous les héritiers, et (...)* ». L'article 631 du Code des personnes et de la famille du Bénin également abonde dans le même sens. La réserve héréditaire est donc la portion du patrimoine sur lequel le de cujus ne peut pas faire des libéralités. Il dispose d'une quotité disponible sur lequel il peut faire des libéralités de son choix. La quotité disponible est la portion du patrimoine d'une personne dont elle peut disposer librement par donation ou testament, en présence d'héritiers réservataires sans toucher à la réserve héréditaire<sup>123</sup>. Dans ce sens la doctrine définit la quotité disponible comme la portion du patrimoine du de cujus dont il a pu disposer par donation ou legs. Cette quotité est déterminée par la loi et varie en fonction de la qualité et du nombre des héritiers réservataires.

Dans la pratique du droit français appliqué au Bénin avant le CPFB, la part de la réserve est fonction du nombre des héritiers réservataires. Depuis l'avènement du CPFB, cette distinction a été supprimée et la loi prévoit seulement une réserve globale<sup>124</sup>. Remarquons qu'en dépit de tous ces privilèges dont bénéficient les héritiers descendants en ligne directe il avait prévalu dans les familles de l'ancien régime, une sorte d'exhérédation.

---

<sup>121</sup> Ibid., p. 818.

<sup>122</sup> CARBONNIER (J.), op. Cit., p. 818.

<sup>123</sup> GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), Lexique des termes juridiques, 14<sup>e</sup> éd., Dalloz, Paris.

<sup>124</sup> **Article 813 du CPFB** : « *La réserve héréditaire globale est de deux tiers (2/3) de la masse à partager. Le surplus constitue la quotité disponible* ».



L'exhérédation est l'action par laquelle le testateur prive les héritiers de leurs droits successoraux<sup>125</sup>. Autrement dit l'exhérédation consiste à déshériter un héritier. Mais aujourd'hui, un père ou une mère de famille ne peut exhériter complètement ses enfants ; l'exhérédation ne peut porter sur la réserve héréditaire dont bénéficient certains héritiers proches parents du de cujus. Elle ne consiste plus aujourd'hui qu'à priver le successible de sa part dans la quotité disponible, la réserve ne pouvant pas être touchée. Mais malgré tout ceci, l'enfant, descendant direct du de cujus conserve toujours sa place d'héritier prioritaire. Aucune distinction n'est faite selon que l'héritier est un enfant né dans le mariage ou un enfant né hors mariage.

De tout ce qui précède, on peut affirmer que les descendants sont dans la succession du de cujus, doublement priorisés d'abord du point de vue de l'ordre, ensuite selon le degré lorsqu'ils sont tous au premier degré et enfin entend que héritiers réservataires. Ceci en raison du lien biologique qui unit les enfants à leurs parents. Et comme il a été dit précédemment, c'est en fonction de l'affection présumée du défunt à ses parents et les plus proches que la succession est dévolue. Malgré l'effort du législateur béninois de faire régner en matière successorale une égalité parfaite entre les enfants, l'enfant incestueux continue toujours d'être discriminé aussi bien du point de vue de son droit à la succession que de son droit aux aliments. Outre donc ce maintien de la discrimination successorale observé dans le CPFB à son égard, il y a également la reconnaissance d'un droit aux aliments limité pour l'enfant incestueux.

---

<sup>125</sup> GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), op.cit.

## **CHAPITRE 2 : LA RECONNAISSANCE D'UN DROIT AUX ALIMENTS LIMITE**

L'obligation alimentaire est une obligation mise à la charge d'une personne en vue de fournir des secours, principalement en argent, exceptionnellement en nature, à un proche parent ou allié qui se trouve dans le besoin<sup>126</sup>. L'obligation alimentaire résulte alors de la parenté et de l'alliance. Si l'on s'en tient à l'adage « *qui fait l'enfant doit le nourrir* », il est normal que les parents assurent à leurs enfants, des aliments. Seulement, on constate quand bien même l'égalité est une des finalités du droit, que cette obligation alimentaire ou ce droit aux aliments est limité pour l'enfant incestueux. Seront donc étudiés ici, une obligation alimentaire restreinte dans son fondement (section 1) et dans sa mise en œuvre (section 2).

### **Section 1 : Une obligation alimentaire restreinte dans son fondement**

Le mariage, il est admis, engendre à la charge des parents, une obligation alimentaire au profit de leurs enfants et le divorce n'y change rien.

Mais, cette obligation ne se rencontre pas seulement dans la famille légitime. Elle existe également dans la filiation hors mariage. C'est pourquoi, il n'est pas superflu de rechercher le domaine de l'obligation alimentaire. Après cela on insistera sur les caractères de l'obligation alimentaire.

#### **Paragraphe 1 : le domaine de l'obligation alimentaire**

L'obligation alimentaire est l'obligation imposée par la loi à certaines personnes d'assurer la subsistance d'une ou plusieurs autres, lorsque celles-ci sont dans le besoin et que celles-là sont à même de leur venir en aide<sup>127</sup>. En d'autres termes, l'obligation alimentaire consiste pour une personne donnée, à fournir des aliments à une autre personne qui se trouve dans le besoin. Ceci en fonction des ressources dont dispose celui qui fournit les aliments.

---

<sup>126</sup> GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), op.cit.

<sup>127</sup> SAVATIER (R.), *Un exemple des métamorphoses du droit civil : l'évolution de l'obligation alimentaire*, D.1950, chrono, p. 149.

L'obligation alimentaire entre parents et enfants et inversement, repose sur le principe selon lequel, les membres de la famille qui ont des moyens et proportionnellement aux moyens de chacun, doivent aider ceux d'entre eux qui sont dans le besoin. C'est ce qui résulte de l'article 208 al.1 du code civil français depuis la réforme de 1972 selon lequel, les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame, et de la fortune de celui qui les doit. La doctrine abonde dans le même sens lorsqu'elle définit l'obligation alimentaire encore appelée rapport alimentaire comme un rapport d'obligation que la loi attache de plein droit à certains rapports de famille et d'où résulte pour une personne, qui a des ressources, l'obligation d'assurer la subsistance d'une autre personne qui est dans le besoin<sup>128</sup>. Toutefois, il ne s'agit pas d'une question d'âge ; par exemple, les parents qui ne sont pas dans le besoin, qu'ils soient mariés ou non, divorcés ou séparés doivent subvenir aux besoins de leurs enfants adultes surtout s'ils sont handicapés ou s'ils poursuivent encore leurs études. Dans ce dernier cas, la loi en matière de sécurité sociale, permet aux parents de percevoir les allocations familiales de leurs enfants jusqu'à l'âge de vingt cinq ans lorsqu'ils justifient de la poursuite des études de ceux-ci. Ce qui implique donc que, les parents ont l'obligation de subvenir jusqu'à l'âge de vingt cinq ans aux besoins de leurs enfants s'ils poursuivent toujours leurs études. Mais en Afrique, la plupart des familles ne tiennent pas compte de l'âge. Elles subviennent aux besoins de leurs enfants, qu'ils soient légitimes, naturels simples ou incestueux, tant que ceux-ci sont dans la nécessité. L'obligation alimentaire correspond à un lien de famille et ne signifie pas seulement de fournir à l'individu dans le besoin un repas, mais tout ce qui est nécessaire à la vie de tous les jours pour subsister. Le domaine de l'obligation alimentaire intéresse donc aussi bien les personnes concernées par cette obligation que l'objet de l'obligation alimentaire.

Quant aux personnes concernées, l'obligation alimentaire existe entre certains parents, entre époux et entre alliés. Entre parents, il faut distinguer l'obligation d'entretien et d'éducation des enfants qui pèse sur les parents et l'obligation alimentaire qui existe entre parents en ligne directe. Selon l'article 158 du CPF, le mariage crée la famille légitime. Les époux contractent ensemble par le mariage, l'obligation de nourrir, entretenir, élever et éduquer leurs enfants. En application de ce texte, les tribunaux béninois n'hésitent pas à affirmer que les parents ont l'obligation de nourrir, d'entretenir, d'élever, d'éduquer leurs

---

<sup>128</sup> CARBONNIER (J.), op.Cit., p. 798.

enfants et de préparer leur avenir<sup>129</sup>. A travers l'obligation d'entretien et d'éducation qui pèse sur les parents, ceux-ci se doivent d'entretenir et d'éduquer leurs enfants comme il le faut sans que ces derniers soient dans le besoin. Ces obligations sont du fait même du mariage et l'al.2 de l'article 158 du CPFB dispose : « *les modalités d'exécution de l'obligation d'entretenir les enfants sont réglées en même temps que les charges du mariage* ». L'obligation alimentaire par contre comme l'a si bien défini l'article 208 du Code civil français permet aux parents et inversement aux enfants d'assurer une subsistance à leurs enfants ou aux parents qui sont dans le besoin. Entre parents, l'obligation alimentaire existe en ligne directe à tous les degrés<sup>130</sup> (père et mère et enfants grands-parents et petits enfants) et jamais en ligne collatérale<sup>131</sup> car, entre frère et sœur il ne s'agit que d'une obligation naturelle. Quoique l'obligation alimentaire soit placée sous l'égide du mariage à travers l'article 203 du code civil, elle est applicable aussi à la parenté naturelle toutes les fois qu'elle est légalement établie<sup>132</sup>. Depuis 1972 en France où l'enfant naturel entre dans la famille de son auteur, la relation alimentaire ne se limite plus qu'au premier degré c'est-à-dire que l'enfant peut désormais se prévaloir du droit aux aliments à l'égard de ses grands- parents. Ce régime a fonctionné au Bénin jusqu'à l'adoption du CPF. L'égalité de l'enfant naturel à l'enfant légitime sur le plan du droit aux aliments signifie alors qu'il existe désormais, entre lui et ses parents, une obligation réciproque identique à celle qui existe entre l'enfant légitime et ses parents. C'est ce qui se dégage de l'article 392 al. 1 du CPFB.

En effet, selon cet article, les enfants naturels dont la filiation est régulièrement établie, ont vis-à-vis de leurs auteurs, les mêmes droits et obligations alimentaires que les enfants légitimes. Pour ce qui est des enfants incestueux, cette obligation n'est valable qu'à l'égard du parent qui les a régulièrement reconnus. Que fait-on alors de l'égalité tant prônée si certains enfants et principalement les enfants incestueux doivent continuer à subir les conséquences des actes de leurs auteurs. Alors même que certains enfants qui sont eux aussi incestueux, ne répondent pas des actes de leurs auteurs puisqu'on admet à leur endroit, la légitimité putative. S'il est vrai que tout être humain naît forcément de deux parents c'est-à-dire d'un père et d'une mère, on ne comprend pas pourquoi les rédacteurs de ce code ont voulu que la filiation des enfants incestueux ne soit établie qu'à l'égard de l'un ou l'autre de

<sup>129</sup> TPI de Cotonou, Jugement n°085/1<sup>ère</sup> Ch. du 11 décembre 2008 (Voir annexes).

<sup>130</sup> CARBONNIER (J.), op. Cit., p. 799.

<sup>131</sup> **Art. 391 du CPFB** : « *L'obligation alimentaire résultant de la parenté est réciproque. Entre parents, elle existe en ligne directe sans limitation de degré. En ligne collatérale, elle est simplement morale* ».

<sup>132</sup> **Art. 756 ancien du code civil** : « *La filiation naturelle ne crée de droits successoraux qu'autant qu'elle est légalement établie* ».

ses auteurs. Alors même que, l'enfant n'est pas responsable des actes de ses auteurs et qu'il n'a pas demandé à naître. Une fois encore, la demi-filiation de l'enfant incestueux a limité ou restreint ses droits par rapport à ses parents. Entre parent et enfant, le débiteur de l'obligation alimentaire est, le parent, le créancier, l'enfant et inversement. Mais c'est l'article 391 qui fait ressortir la réciprocité qu'il y a entre parent et enfant. Ainsi pour l'article 391 « *l'obligation alimentaire résultant de la parenté est réciproque. Entre parents, elle existe en ligne directe sans limitation de degré. En ligne collatérale, elle est simplement morale* ». Ce texte vise aussi bien les père et mère que les autres ascendants de l'enfant naturel. De la même façon que les père et mère, les grands parents sont tenus par la loi de fournir à l'enfant naturel des droits. Ce dernier est automatiquement tenu de fournir les mêmes obligations toutes les fois que ses père et mère et les autres ascendants sont dans le besoin. A travers les dispositions de l'article 391, on peut comprendre l'idée des rédacteurs du CPFB car en réalité, la nature ou le propre de l'être humain et principalement celui béninois c'est de s'occuper ou de prendre soin de ses proches et notamment de sa famille. C'est donc une attitude que l'on note souvent dans nos sociétés africaines où les valeurs traditionnelles ont toujours prôné l'intérêt collectif, l'appartenance de l'individu à un groupe social.

En somme, on peut noter que les législateurs béninois et français recherchent une réelle égalité entre l'enfant naturel et l'enfant légitime sur tous les plans. Mais ils n'ont pas su mettre en œuvre cette égalité dans son entièreté pour que tous les enfants en bénéficient comme il le faut. Car, l'enfant incestueux reste encore marginalisé du fait des conditions de sa naissance. Cette analyse est justifiée par le fait que l'enfant incestueux dans le CPFB, continue toujours d'être la victime des turpitudes de ces auteurs. Ce qui ne devrait pas être le cas pour que l'égalité instituée soit parfaite et totale. Entre époux, l'obligation alimentaire se résume aux devoirs de secours et d'assistance que les époux se doivent mutuellement. C'est ce qui résulte des dispositions des articles 153 du CPFB et 212 du Code civil français. Entre alliés, selon l'article 206 du Code civil, l'obligation alimentaire existe entre gendre ou belle fille et les beaux-parents. Ceux-ci doivent également, dans les mêmes circonstances, des aliments à leur beau-père et belle-mère. Toutefois, cette obligation cesse lorsque celui des époux qui produisait l'affinité et les enfants issus de son union avec l'autre époux sont décédés<sup>133</sup>. Autrement, l'obligation alimentaire cesse entre allié, lorsque l'époux qui produisait l'alliance est décédé sans laisser de postérité issue de son mariage avec le conjoint survivant. La postérité d'après le code peut s'entendre aussi bien de l'enfant né dans le

---

<sup>133</sup> TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), op.Cit., p. 243.

mariage que de l'enfant né hors mariage. Ceci était traduit par les anciens auteurs par l'adage « *morte ma fille, mort mon gendre* »<sup>134</sup>.

Quant à l'objet de l'obligation alimentaire, signalons que les aliments comprennent non seulement la nourriture mais aussi l'habillement, le logement, les soins médicaux et chirurgicaux, tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie<sup>135</sup>. C'est ce qui résulte également de l'article 385 du CPFB selon lequel, les aliments comprennent tout ce qui est nécessaire à la vie notamment la nourriture, le logement, les vêtements, les frais de maladie. Notons que ces besoins sont non seulement ceux du créancier alimentaire mais aussi ceux des membres de sa famille dont il à la charge. C'est le cas par exemple de ses enfants, qu'ils soient nés pendant ou hors mariage et de ses père et mère. L'obligation alimentaire naît de la réunion de trois éléments à savoir, les besoins du créancier, les ressources du débiteur et le lien de parenté ou d'alliance. Les besoins du créancier alimentaire se résument aux aliments que doit lui apporter le débiteur d'aliment. Mais, celui qui prétend faire jouer à son profit le rapport alimentaire doit se trouver dans un état d'indigence caractérisé par l'absence actuelle de revenus. Autrement dit, celui qui prétend avoir un besoin en aliment, doit pouvoir par tous les moyens, prouver qu'il est réellement dans l'impossibilité de subvenir à ses besoins. Toutefois, le créancier alimentaire qui, à cause de sa paresse serait tombé dans la misère, se verra opposer une fin de non recevoir pour sa demande car c'est d'abord à son travail s'il en avait un ou si celui-ci lui produisait un revenu insuffisant qu'il va demander les moyens de subsistance<sup>136</sup>. Le débiteur d'aliment quant à lui, ne supportera les besoins du créancier alimentaire que proportionnellement aux ressources ou revenus dont il dispose. C'est ce qui se dégage des articles 208 du Code civil français et 386 al.2 du CPFB selon lesquels, l'obligation alimentaire n'est due que si la personne poursuivie qui n'est rien d'autre que le débiteur d'aliment à des ressources suffisantes pour fournir des aliments. Aucun débiteur d'aliment ne peut donc subvenir aux besoins d'un créancier d'aliment au-delà des ressources dont il dispose. Il s'agit là d'une réaction de cause à effet car l'exécution de l'obligation alimentaire par le débiteur d'aliment n'est possible que si celui-ci à les moyens nécessaires pour le faire. Dans le cas contraire le débiteur d'aliment ne pourra pas exécuter cette obligation.

Pour la doctrine, ce ne sont pas tous les rapports de famille humainement reconnaissables qui donnent lieu à l'obligation alimentaire, mais seulement ceux auxquels la

---

<sup>134</sup> TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), op.Cit., p. 243.

<sup>135</sup> CARBONNIER (J.), op.Cit., p. 801.

<sup>136</sup> **Art. 386 du CPFB** : « l'obligation alimentaire n'est dû que si la personne qui réclame des aliments justifie de besoins vitaux auxquels elle ne peut faire face par son travail ».

loi l'attache expressément, d'où la parenté. Mais, la question qui se pose souvent concernant l'objet de l'obligation est de savoir si cet objet est en nature ou en argent. Rationnellement, l'objet de l'obligation alimentaire est de faire vivre, c'est donc une prestation en nature. Ce qui n'est pas le cas pour la loi car selon elle, l'objet de l'obligation alimentaire est en principe une somme d'argent, périodiquement versée appelée pension alimentaire. Ceci dans le but de sauvegarder au mieux la liberté du débiteur et de lui éviter de recevoir chez lui, un intrus. Toutefois, de commun accord si les deux parties, le créancier et le débiteur alimentaire décident que le créancier aille habiter chez le débiteur, alors l'obligation alimentaire retrouve sa fonction d'obligation en nature.

En définitive, on peut comprendre que l'objet de l'obligation alimentaire est de faire vivre les créanciers d'aliment dans la mesure où le débiteur le peut. Il n'est donc pas nécessaire de le forcer alors même qu'il n'est pas en mesure de fournir des aliments à défaut de ressources suffisantes. Aussi, remarquons que dans le Code des personnes et de la famille du Bénin, l'enfant né hors mariage à l'exception de l'enfant incestueux a également vis-à-vis de ses père et mère, des grands parents et ce en vertu de l'égalité entre tous les enfants, droit aux aliments et inversement comme s'il avait été un enfant légitime. L'enfant incestueux n'est visé que par rapport à l'un de ces parents puisqu'il ne peut établir sa filiation qu'à l'égard de l'un d'eux. L'obligation alimentaire ne se joue alors que dans ses relations avec ce parent. Il suffit seulement que sa filiation soit établie à son égard. C'est encore une discrimination qui s'observe à l'égard de l'enfant incestueux. L'interdiction de la double filiation ne lui profite pas vraiment. Elle l'exclut de tous les avantages dont bénéficient les autres enfants aussi bien légitimes que naturels. Le domaine de l'obligation alimentaire étudié, nous aborderons ses caractères.

## **Paragraphe 2 : les caractères de l'obligation alimentaire**

L'obligation alimentaire est due aussi bien par le débiteur d'aliments, père ou mère à ses descendants à tous les degrés que par ceux-ci à leur père, mère ou grand parent d'où son « caractère réciproque ». Aussi, aucune autre personne ne peut à la place du véritable débiteur, fournir des aliments à un créancier alimentaire avec qui il n'y a même pas de lien de parenté. Il y a donc là un « caractère personnel » de l'obligation alimentaire. La pension alimentaire versée périodiquement par le débiteur d'aliments il faut le souligner n'est pas

stable. Elle varie et sa fixation par contrat<sup>137</sup> ou par justice est provisoire<sup>138</sup>. L'obligation alimentaire a donc un « caractère variable ». En plus de ces caractères, il y a aussi le caractère in solidum ou solidaire de l'obligation alimentaire.

Le caractère réciproque de l'obligation alimentaire est justifié par le fait que les titulaires de cette obligation se doivent de subvenir mutuellement à leurs besoins lorsqu'ils sont tous dans l'impossibilité de le faire faute de ressources suffisantes. Ainsi, débiteur d'aliments et créancier d'aliments peuvent à tout moment de l'exécution de l'obligation alimentaire inverser leur rôle et le débiteur se retrouvera créancier alimentaire tandis que le créancier alimentaire deviendra débiteur alimentaire. Cette réciprocité vaut aussi bien pour les parents que pour tous les enfants qu'ils soient nés pendant ou hors mariage. L'enfant incestueux lui, ne pourra bénéficier de cette réciprocité qu'à l'égard du parent qui l'a reconnu. C'est une réciprocité limitée à la reconnaissance de l'enfant incestueux par l'un ou l'autre de ses auteurs. A la différence de cette réciprocité de l'obligation alimentaire, l'obligation d'entretien naît en même temps que le mariage et est à la seule charge du père ou de la mère de l'enfant qu'il soit né hors ou pendant le mariage. Elle n'est donc pas réciproque.

Or, ce sont en principe les données économiques, les besoins du créancier, les ressources du débiteur, qui déterminent l'existence et le montant de la dette alimentaire. Si par exemple une personne donne naissance à un enfant, la loi l'oblige non seulement à une obligation d'entretien c'est-à-dire entretenir et assurer une éducation adéquate à celui-ci mais aussi à une obligation alimentaire en tant que débiteur d'aliment. Si l'enfant est mineur, on présume qu'il ne travaille pas et par conséquent, ses ressources sont limitées par rapport à ses besoins. Puisque l'objet de l'obligation est de faire vivre, les père et mère, débiteur d'aliments, se doivent de lui assurer peu importe l'origine de sa filiation, une subsistance. Pour que l'égalité soit totale, l'enfant incestueux qui est aussi un enfant né hors mariage doit pouvoir également jouir de cette obligation alimentaire qui profite à tous les enfants. Réciproquement, l'enfant qu'il soit né pendant ou hors mariage doit assurer à ses père et mère et grands parents, le droit aux aliments lorsque ceux-ci sont dans le besoin.

---

<sup>137</sup> C.civ.1<sup>ère</sup>, 16 juin 1993, Bull. C.civ. I. n°216, DEFRENOIS, 1993, I, 1360, Obs. J. MASSIP.

<sup>138</sup> Toutefois, l'obligation alimentaire pesant sur une succession en faveur du conjoint survivant est du côté du débiteur, fixée invariablement d'après la succession à l'époque de son ouverture, (TERRE (F.) et LEQUETTE (Y.), *Les successions, les libéralités*, Précis Dalloz, n°209).



L'obligation alimentaire s'éteint avec la mort du créancier à qui elle est destinée d'où son caractère personnel. En effet, les héritiers du créancier d'aliments ne peuvent à la mort de celui-ci, réclamer ni la continuation de l'exécution de l'obligation alimentaire, ni les annuités échues et non encore payées<sup>139</sup>. De plus, du vivant de la personne créancière d'aliments, l'obligation alimentaire échappe à ses propres créanciers qui ne peuvent la saisir, ni agir à sa place et en son nom, par la voie de l'action oblique. La créance d'aliments il faut le noter ne peut être exercée contre les héritiers du débiteur d'aliments, qu'en leur qualité d'héritiers<sup>140</sup>. Mais ceci n'exclut pas que les héritiers soient tenus à titre personnel, en raison de leur lien de parenté et compte tenu de leurs ressources. Le caractère personnel de l'obligation alimentaire s'explique donc bien car, personne ne peut exercer une obligation à laquelle elle n'est pas tenue. Dans ce sens, l'enfant incestueux est tenu, au même titre que les autres enfants, de respecter et d'exercer à titre personnel son obligation alimentaire vis-à-vis du parent à l'égard duquel sa filiation est établie.

L'obligation alimentaire est essentiellement variable. Le montant de l'obligation alimentaire peut être fixé par contrat entre créancier et débiteur ; à défaut de cela, il le sera par jugement. La variation du quantum ou du montant de l'obligation alimentaire est justifiée par le double critère besoins du créancier et ressources du débiteur, d'où dépend l'existence même de l'obligation alimentaire. Corrélativement donc, toute variation, soit dans les besoins de l'un, soit dans les ressources de l'autre entraînera une variation dans le quantum d'aliments. Autrement dit, le quantum d'aliments varie suivant le besoin du créancier d'aliments et aussi en fonction des ressources du débiteur d'aliments. Si par exemple, les ressources de l'enfant incestueux en tant que débiteur d'aliments augmentent, le parent à l'égard duquel sa filiation est établie qui représente ici la personne créancière d'aliments, peut demander une augmentation du quantum d'aliments et inversement quand les ressources du débiteur diminuent, celle-ci peut demander une diminution du quantum. Ces variations se justifient donc par les changements survenus dans le coût de la vie, notamment par suite de la dépréciation de la monnaie. Le jugement ou la convention qui a fixé le montant de l'obligation alimentaire est toujours susceptible de révision sans pour autant que l'on puisse opposer l'autorité de la chose jugée ou le principe de la force obligatoire des contrats<sup>141</sup>.

---

<sup>139</sup> TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), op.Cit., p. 246

<sup>140</sup> DUPEYROUX (J-J), *La transmissibilité passive des obligations alimentaires*, D.1959, Chron. 71 s.

<sup>141</sup> CARBONNIER (J.), op.cit., p. 803.

L'obligation alimentaire est une obligation in solidum c'est-à-dire une obligation alimentaire solidaire pour les débiteurs. L'obligation in solidum est une obligation de plusieurs personnes tenues chacune pour le tout envers le créancier, alors qu'il n'existe pas entre elles un lien de représentation<sup>142</sup>. Il résulte donc de cette définition que l'obligation in solidum a été créée pour permettre à la victime d'un dommage d'obtenir réparation de l'intégralité du préjudice en poursuivant l'un quelconque des coauteurs. C'est donc une garantie de solvabilité pour le créancier d'aliments. C'est ce qui résulte de l'article 398 du CPFB. En effet, selon l'alinéa 1 et 2 de cette disposition si plusieurs personnes sont tenues de l'obligation alimentaire, le créancier d'aliments peut poursuivre indistinctement l'un quelconque d'entre les débiteurs. La dette alimentaire est solidaire entre les débiteurs. Celui qui a été condamné conserve un recours contre les autres débiteurs pour leur part et portion suivant les textes en vigueur.

Ainsi, de la même manière que chacun des coauteurs d'un dommage est tenu pour la réparation de tout, chacun des débiteurs de l'obligation alimentaire est tenu de subvenir aux besoins du créancier pour le tout en raison de la solidarité familiale qui l'y contraint<sup>143</sup>. Il en est ainsi, lorsque l'enfant incestueux est en concours avec d'autres enfants nés dans ou hors mariage, pour assurer la subsistance à leur parent qui se trouve dans le besoin. L'enfant incestueux serait amené, en vertu du caractère solidaire de l'obligation alimentaire, à payer la totalité de la dette alimentaire si les autres débiteurs n'ont pas payé leur dette. N'oublions pas qu'il dispose à cet effet, d'un recours contre les autres débiteurs pour leur part et portion suivant les textes en vigueur.

En définitive, bien que le droit aux aliments soit pour l'enfant incestueux, un droit limité, il demeure toutefois le plus important des droits car sa satisfaction conditionne l'efficacité des autres droits. C'est le sens de l'adage : « *ventre affamé n'a point d'oreille* ». Ainsi, que ce soit l'enfant né pendant le mariage ou hors mariage et en particulier l'enfant incestueux, ses père et mère doivent tous s'assurer réciproquement une alimentation saine et adéquate susceptible de subvenir à leur besoin puisque l'objet de l'obligation alimentaire c'est de faire vivre le créancier d'aliment. Mais, il ne suffit pas seulement de faire vivre, il faut également donner aux titulaires les moyens d'y arriver. En somme, le droit aux aliments est reconnu à tous les enfants quelque soit l'origine de leur filiation. Toutefois, la forme de cette

---

<sup>142</sup> GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), op.cit.

<sup>143</sup> TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), op.cit. p. 250.

reconnaissance varie en fonction de la filiation. Il s'ensuit un droit aux aliments restreint dans sa mise en œuvre pour l'enfant incestueux.

## **Section 2 : Un droit aux aliments restreint dans sa mise en œuvre**

L'exécution de l'obligation alimentaire est en principe volontaire mais il peut arriver qu'elle soit forcée (Paragraphe 1). Si le débiteur d'aliments ne peut pas ou n'a pas exécuté son obligation à la suite d'un jugement, des sanctions sont prévues (Paragraphe 2).

### **Paragraphe 1 : l'exécution de l'obligation alimentaire**

L'objet de l'obligation alimentaire étant de faire vivre le créancier d'aliments dans le besoin, il est normal que le débiteur puisse s'acquitter de son obligation le plus simplement possible sans y être contraint. Selon l'article 397 du Code des personnes et de la famille du Bénin, « *au choix du débiteur, l'obligation s'exécute en argent ou en nature. Dans ce dernier cas, le débiteur offre d'exécuter l'obligation en nourrissant le créancier d'aliments. Le juge apprécie en tenant compte des circonstances d'espèces, si l'offre doit être acceptée par le créancier. Le débiteur ne peut jamais être contraint de recevoir dans sa demeure le créancier d'aliments* ». Le débiteur d'aliments qui peut être le parent ou l'enfant notamment l'enfant incestueux, une fois la procédure de recouvrement de l'obligation alimentaire ouverte, doit exécuter spontanément et volontairement son obligation. Sinon, on parlerait d'exécution forcée de l'obligation alimentaire. C'est l'exemple d'une personne divorcée de sa femme et à qui le juge demande de verser une pension alimentaire pour l'éducation, l'entretien et la nourriture des enfants peu importe l'origine de leur filiation<sup>144</sup>. L'obligation alimentaire doit en principe être librement exécutée. Il arrive souvent des cas où quand bien même le débiteur d'aliments exécute son obligation, le créancier d'aliments néglige de percevoir les aliments. Dans ce cas, la jurisprudence applique à la pension alimentaire la règle : « *aliments ne s'arréagent point* »<sup>145</sup>. Selon cette règle, le créancier d'aliments qui a négligé de les toucher ne peut pas réclamer les annuités échues. Cette règle est justifiée par l'inaction du créancier

<sup>144</sup> TPI Cotonou, Jugement n°088/1<sup>ère</sup> Ch. du 11 décembre 2008 (Voir annexes).

<sup>145</sup> TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), op.Cit., p. 251.

d'aliments car, en réalité, on considère que celui-ci a réclamé des aliments qui n'existaient pas ou des aliments dont il n'avait pas besoin. De ce fait donc, sa créance a disparu pour la période où il a pu vivre grâce à d'autres ressources. L'enfant incestueux comme tout créancier d'aliments doit donc percevoir les aliments mais seulement auprès du parent qui l'a reconnu alors que les autres enfants, aussi bien légitimes que naturels le feront à l'égard de leurs deux parents. C'est encore là, une preuve de la persistance de la discrimination à son égard.

Selon l'article 400 al.1 du CPFB, tout arrérage qui n'a pas été perçu dans les deux mois qui suivent son échéance cesse d'être dû, sauf au créancier à établir que son inaction a une cause autre que l'absence de besoin. Tout comme le créancier d'aliments négligeant, il peut arriver que le débiteur d'aliments ne s'acquitte pas volontairement de son obligation. Dans ce cas, le créancier d'aliments qui en règle général est l'enfant du débiteur, qu'il soit légitime, naturel simple ou incestueux, fera déterminer la pension alimentaire par le juge afin de contraindre ou de forcer le débiteur à s'exécuter. Il s'agit là d'une exécution forcée de l'obligation alimentaire. Signalons que cette disposition est valable également pour l'enfant incestueux mais seulement par rapport au parent qui l'a reconnu. D'où un droit aux aliments restreint dans sa mise en œuvre pour l'enfant incestueux. En effet, l'exécution forcée est une voie de droit utilisée par une personne pour contraindre une autre à lui payer une somme d'argent ou à satisfaire à son obligation de faire<sup>146</sup>. Cette voie de droit a été envisagée à cause des nombreuses difficultés rencontrées par les créanciers d'aliments dans l'exécution de l'obligation alimentaire.

Au Bénin, et dans nombre de pays, les créanciers d'aliments sont le plus souvent des femmes divorcées qui doivent assurer à leurs enfants qu'ils soient nés dans ou hors mariage, des aliments<sup>147</sup>. L'enfant incestueux est lui aussi un créancier d'aliments mais seulement vis-à-vis du parent qui l'a reconnu. Ceci n'est pas juste et montre une fois encore que la discrimination qui est faite à son égard depuis le code civil de 1958 persiste jusqu'à nos jours. L'enfant incestueux devrait, pour rétablir l'équilibre entre tous les enfants, bénéficier des aliments de la part de ses deux parents. Ces femmes divorcées, usent de cette voie de droit parce qu'une fois le divorce prononcé, leur ex mari ne s'acquittent plus de leurs obligations en ce qui concerne les enfants. Pour contraindre donc ceux-ci, en France, une loi du 2 janvier

---

<sup>146</sup> GUILLIEN (R.) et VINCENT (J.), Lexique des termes juridiques, 13<sup>e</sup> éd., Dalloz, Paris, 2001.

<sup>147</sup> TPI Cotonou, Jugement n°087/1<sup>ère</sup> CH. du 11 décembre 2008 (Voir annexes).

1973<sup>148</sup> a organisé le paiement direct de la pension alimentaire à travers une procédure simple et peu onéreuse. Désormais, sur simple intervention d'un huissier, les revenus du débiteur d'aliments sont directement prélevés à la source entre les mains d'un tiers. Pour l'article 402 du CPFB, tout créancier d'une pension alimentaire peut se faire payer directement le montant de cette pension par le tiers débiteur de sommes liquides et exigibles envers le débiteur de la pension. Il peut notamment exercer ce droit entre les mains de tout débiteur de salaires, produit du travail ou autres revenus, ainsi que de tout dépositaire de fonds. Pour le Code civil, la créance à recouvrer doit être une pension alimentaire découlant de rapports familiaux<sup>149</sup>. Le législateur français, comme le législateur béninois estiment que le paiement direct n'est possible que si une somme d'argent est due au débiteur de la pension alimentaire, laquelle dette doit être liquide et exigible. La procédure de paiement direct permet donc au créancier d'aliments de se faire payer directement, dans la limite de ce qui est liquide et exigible par les tiers. La femme divorcée pourra donc, par la procédure de paiement direct, se faire directement payer la pension alimentaire pour assurer les aliments aux enfants quelle que soit l'origine de leur filiation. Cette procédure a été prévue par le législateur béninois dans l'article 402 du CPFB pour l'exécution ou le recouvrement de l'obligation alimentaire<sup>150</sup>.

Toutefois, d'autres procédures de recouvrement ont été également prévues par le Code civil. Il s'agit notamment du recouvrement public par le trésor public et la possibilité de demander le paiement aux caisses d'allocation familiales ; surtout s'il s'agit d'une obligation qui pèse sur un parent qui se soustrait à son obligation à l'égard d'un enfant né dans le mariage ou hors mariage. Ce sont là les différentes procédures mises en place pour l'exécution forcée de l'obligation alimentaire afin d'éviter que certaines personnes notamment les parents sur qui pèsent l'obligation alimentaire des enfants aussi bien naturels simples, incestueux que légitimes, dérogent aux décisions judiciaires. En cas de non respect de ces procédures, des sanctions sont prévues.

---

<sup>148</sup> CARBONNIER (J.), Droit Civil : introduction, les personnes, la famille, l'enfant, le couple, Thémis, PUF, Paris, 2004, p. 804.

<sup>149</sup> TERRE (F.) et (D.) FENOUILLET, op.cit. p. 252.

<sup>150</sup> **Article 402 du CPFB** : « *Tout créancier d'une pension alimentaire peut se faire payer directement le montant de cette pension par le tiers débiteurs de sommes liquides et exigibles envers le débiteurs de la pension. Il peut notamment exercer ce droit entre les mains de tout débiteur de salaires, produits du travail ou autres revenus, ainsi que de tout dépositaire de fonds* ».

## **Paragraphe 2 : Des sanctions pénales**

Le droit à l'aliment est un droit très important surtout pour les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou en dehors de celui-ci car, il leur permet comme le souligne l'objet de l'obligation alimentaire, de vivre et de pouvoir pleinement jouir de tous les droits qui leur sont dus. Il est alors évident que les parents, débiteurs d'aliments vis-à-vis de leurs enfants de même que les enfants aussi bien légitimes, naturels simples ou incestueux débiteurs d'aliments, doivent s'exécuter volontairement. Le débiteur d'aliments qui n'exécute donc pas le jugement le condamnant à payer une pension alimentaire encourt des sanctions pénales. Il peut s'agir de peines d'emprisonnement ou d'amende prévues par les articles 227-3 et 227-4 du nouveau code pénal français. Selon l'article 227-3 du nouveau code pénal, *« le fait pour une personne de ne pas exécuter une décision judiciaire ou une convention judiciairement homologuée lui imposant de verser au profit d'un enfant mineur « qu'il soit légitime, naturel ou adoptif d'un descendant », d'un ascendant ou du conjoint une pension, une contribution, des subsides ou des prestations de toute nature dues en raison de l'une des obligations familiales prévues par le code civil, en demeurant plus de deux mois sans s'acquitter intégralement de cette obligation, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende »*. Pour les rédacteurs de ce nouveau code pénal, un tel manquement aux décisions de justice, constitue un délit d'abandon de famille dès lors que le prévenu ne s'est pas acquitté de son obligation de payer la pension alimentaire allouée par exemple à son épouse pour le compte des enfants.

Autrement dit, est sanctionnée de peine d'amende ou d'emprisonnement toute personne débitrice d'aliments n'ayant pas exécuté une décision judiciaire ou une convention judiciairement homologuée lui imposant de verser au profit d'un enfant mineur, un enfant né dans le mariage ou hors mariage ou encore un enfant adopté, une pension alimentaire. De même, sera sanctionné de ces peines le débiteur qui, condamné à verser une pension alimentaire est resté plus de deux mois sans payer les arrérages échus de cette pension sauf à lui de prouver qu'il était dans l'impossibilité absolue de payer. C'est le cas lorsque par exemple il invoque un cas de force majeure. Ce sont là les sanctions pénales prévues par le législateur français en cas d'inexécution de l'obligation alimentaire par le débiteur d'aliments. Pour le législateur béninois par contre, aucune sanction n'est prévue en cas d'inexécution par le débiteur d'aliments de son obligation alimentaire. Ce silence du législateur béninois face à

l'absence de moyens de contrainte judiciaire à l'égard des débiteurs d'aliments est de nature à conforter ces derniers dans l'inexécution des décisions de justice et dans la violation des engagements librement consentis. C'est pourquoi, il nous paraît pertinent de suggérer que le Code des personnes et de la famille du Bénin intègre des dispositions pouvant inciter les débiteurs d'aliments à s'acquitter de leur obligation.

De tous ces développements, il ressort que l'obligation alimentaire quand bien même elle n'est pas respectée par tous, est une obligation nécessaire que nous devons tous assumer. Aussi bien les parents que les enfants, qu'ils soient naturels simples, légitimes ou même incestueux doivent respecter leur obligation alimentaire vis-à-vis des personnes qui sont dans le besoin. L'exécution de l'obligation alimentaire ne doit pas être, sous peine de sanctions, empêchée par manque de volonté du débiteur d'aliments d'assurer son obligation ou sa responsabilité.

## **CONCLUSION GENERALE**



Dans les sociétés contemporaines, l'égalité des droits de l'enfant naturel, autrefois inférieure à celle de l'enfant légitime, est fondée sur la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant. L'intérêt supérieur non pas par rapport à ses parents mais plutôt par rapport à ses propres intérêts pris en compte par le juge pour le protéger des éventuels manquements à la loi de ses parents. Les rédacteurs du Code béninois des personnes et de la famille ont, à l'évidence, bien pris en considération l'intérêt supérieur de l'enfant lorsqu'ils ont, à travers certaines dispositions du Code, consacré le principe d'égalité entre tous les enfants.

En effet, le traitement discriminatoire pendant longtemps fait à l'enfant né hors mariage en ce qui concerne l'organisation de son statut, sa filiation et ses droits successoraux a été supprimé. Mais demeure la discrimination à l'égard de l'enfant incestueux qui subit toujours les conséquences des actes de ses auteurs. Désormais, tout comme l'enfant né dans les liens du mariage, l'enfant né hors mariage peut librement et légalement faire constater sa filiation et prétendre à tous les droits qui lui sont dus. Sa filiation peut alors être établie régulièrement soit par reconnaissance volontaire de ses père et mère, soit par possession d'état et enfin sa filiation peut être constatée en justice. De même, il peut pleinement jouir de ses droits à la succession et aux aliments au même titre que l'enfant légitime. On peut noter qu'il s'agit là d'une initiative très louable de la part des rédacteurs du Code béninois des personnes et de la famille. Puisque l'enfant n'a pas demandé à naître et qu'il constitue la couche la plus vulnérable du tissu familial, il est compréhensible qu'il fasse l'objet de très grandes protections juridiques.

Cette nouvelle orientation, donnée par les rédacteurs du Code béninois des personnes et de la famille du Bénin s'inscrit en fait dans la vision de promotion des intérêts supérieurs de l'enfant telle qu'elle ressort déjà des dispositions de la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant. C'est dans ce cadre que l'article 4 al.1 de cet instrument dispose : *« dans toute action concernant un enfant, entreprise par une quelconque personne ou autorité, l'intérêt de l'enfant sera la considération primordiale »*.

Par ailleurs, la Charte fait de la cellule familiale, le cadre privilégié de promotion, de protection et de garantie des intérêts de l'enfant. A ce titre, elle fait des parents, les premiers garants de ses intérêts. L'article 20 al.1-a de la Charte dispose : *« Les parents ou autre personne chargée de l'enfant sont responsables au premier chef de son éducation et de son épanouissement et ont le devoir de veiller à ne jamais perdre de vue les intérêts de*

*l'enfant* ». On constate ici, la volonté accrue des acteurs de tous ces instruments juridiques de faire régner la paix et l'égalité totale au sein de la société.

Mais, il faut remarquer que malgré l'instauration du principe d'égalité entre tous les enfants, l'enfant incestueux reste marginalisé sinon discriminé aussi bien par rapport aux enfants légitimes qu'aux autres enfants naturels. Pour le législateur béninois, la filiation de l'enfant incestueux ne peut être établie qu'à l'égard de l'un de ses parents. Autrement dit, lorsque l'enfant incestueux est déjà reconnu par l'un de ses parents, il est interdit à l'autre de le reconnaître. C'est ce qui est affirmé à l'article 319 al.3 du Code. Et comme conséquence de cette disposition, l'enfant incestueux n'a droit qu'à la succession du parent à l'égard duquel sa filiation est établie<sup>151</sup>. Nous pensons que le législateur béninois en élaborant ces dispositions a perdu de vue son objectif d'égalité entre tous les enfants et n'a fait en réalité que punir ceux qui s'adonnent à ces rapports incestueux. Cette discrimination, parfois maintenue par des lois récentes telle que le CPF, sanctionne l'enfant incestueux. Ceci certainement du fait de l'impossibilité que l'on peut rencontrer à traiter identiquement des enfants dont les uns ont des parents mariés alors que les parents des autres n'ont aucun lien juridique entre eux. Même s'il en est ainsi, nous estimons que le législateur béninois doit repenser ces dispositions du Code en procédant à leur relecture tout en considérant l'intérêt supérieur de l'enfant et non la culpabilité de son auteur. Au lieu donc de chercher à punir le responsable ou l'auteur de l'inceste en imposant des règles trop sévères à sa progéniture, le législateur béninois devrait élaborer des règles ou lois visant essentiellement à sanctionner les auteurs d'actes interdits par la loi.

L'enfant, peu importe l'origine de sa filiation, ne doit donc pas subir les effets des erreurs de ses père et mère car il n'a pas demandé à naître. Comme on le dit souvent, c'est l'enfant d'aujourd'hui qui constitue l'avenir de demain. Il faut donc faciliter son insertion dans la société qu'il soit né pendant ou hors mariage afin qu'il puisse jouir pleinement des droits qui lui sont dus.

Il est donc indispensable que le législateur béninois repense certains points du Code relatifs à la filiation naturelle qui posent des problèmes afin de permettre à tous les enfants naturels d'établir leur filiation par la technique de la légitimation par autorité de justice. De même, il doit également prévoir la possibilité d'introduire des mesures dissuasives à

---

<sup>151</sup> **Article 621 du CPF** : « *L'enfant incestueux n'a de droits successoraux qu'à l'égard du parent qui l'a reconnu conformément à l'article 319 du code* ».

l'encontre des auteurs d'actes prohibés par la loi car, l'absence des dispositions suffisamment explicites et contraignantes fait que l'on assiste à tous ces cas de violation.

Nous suggèrerions donc au législateur béninois de mettre en place, en plus du Code, un véritable instrument obligatoire de protection des droits de l'enfant qui fera l'objet d'une large diffusion. Enfin, il faut que cet instrument ne perde pas de vue l'objectif du Code qui est d'instaurer une égalité entre tous les enfants. Dans le cas contraire, on serait amené à se demander si, l'égalité, dans son sens complet est véritablement un principe du droit de la famille. L'enfant qu'il soit né dans ou hors mariage est un être vulnérable que nous devons protéger, entretenir et éduquer afin qu'il puisse grandir en toute quiétude dans nos sociétés en s'épanouissant. Ne perdons pas cela de vue car il y va de l'avenir de nos sociétés.

## **BIBLIOGRAPHIE**

## **OUVRAGES GENERAUX**

1. COLOMBET (C.), *La famille*, 6<sup>e</sup> éd., Paris, 1999.
2. CORNU (G.), *Droit civil introduction, les personnes, les biens*, 10<sup>e</sup> éd., Paris, Montchrestien.
3. D'ONIORO, « *La protection constitutionnelle du mariage et de la famille en Europe* », in Rev. Trim. Dr. Civ., 1988.
4. GRIMALDI (M.), *Droit patrimonial de la famille*, 2<sup>e</sup> partie, les successions, Dalloz action, Paris 1998.
5. LEVENEUR (L.) MAZEAUD (H.), et CHABAS (F.), *Leçons de droit civil, la famille*, Montchrestien, 7<sup>e</sup> éd., Paris, 1995.
6. MALAURIE (Ph.) et Agnès (L.), *Les successions, les libéralités*, éd. Cujas, Paris, 1998.
7. MARTY (G.) et RAYNAUD (P.), *Droit civil, les successions et les libéralités*, éd. Sirey, Paris, 1983.
8. MAZEAUD (H., L., J.), *Leçons de droit civil : les successions*, éd. Montchrestien, Paris, 1968.
9. MEULDERS-KLEIN (M.T.), *La convention sur les droits de l'enfant et la Belgique*, éd. E. story-scientia, Bruxelles, 1990.
10. POULEAU, *A propos de la convention des droits de l'enfant, l'enfant sujet de droits : enfin une réalité*, J.T., 1990.

## **I. OUVRAGES SPECIAUX**

1. BARET, *Histoire et critique des règles sur la preuve de la filiation des enfants naturels*, 1973 ;
2. BENABENT (A.), *Droit civil : La famille*, 11<sup>e</sup> éd. du juris-classeur, Litec, Paris, 2003.
3. BOULANGE (F.), *Droit civil de la famille, Aspects internes et internationaux*, Tome 1, Paris, Economica, 1997.
4. CARBONNIER (J.), *Droit civil, Introduction, la famille, l'enfant, le couple*, Paris, PUF, 2004.
5. COLOMBET (C.), HUET-WEILLER (D.), FOYER (J.), LABRUSSE-RIOU (C.), *La filiation légitime et naturelle, 'étude de la loi du 03 janvier 1972*, éd., Dalloz, 1973.
6. CORNU (G.), *La famille*, 8<sup>e</sup> éd., Paris, 2003.

7. DHPD, *Contribution à l'étude du code des personnes et de la famille, la personne, la famille et le droit en République du Bénin*, éd. Juris Ouaniilo, Bénin, 2007.
8. KOUASSIGAN (G.), *Quelle est ma loi ? Tradition et modernisme dans le droit privé de la famille en Afrique noire francophone*, éd. A. Pedone, Paris, 1974.
9. LAMBERT D'ALMEIDA (D. N.), *Les droits de l'enfant dans la législation togolaise et comparé des personnes et de la famille*, éd. Haho, Lomé, 1996.
10. LEVRENEUR, MAZEAUD (H.), (L.) et (J.), CHABAS (F.), *Leçons de droit civil, la famille*, Montchrestien, 7<sup>e</sup> éd., Paris, 1995.
11. MALAURE (h.), AYNES, *Droit civil : Famille*, tome 3, éd. Cujas, Paris, 1998.
12. MALAURIE (Ph.) et FULCHIRON (H.), *Droit civil, la famille*, éd. Juridiques associées, Paris, 2004.
13. MEULDERS-KLEJN (M.T.), *L'établissement et les effets personnels de la filiation selon la loi belge*, Ann. Dr. Louvain, 1987.
14. NICOLAU (G.), *L'influence des progrès de la génétique sur le droit de la filiation*, Th ; Bordeaux, PUF Paris, 1989.
15. PLANIOL (M.) et RIPERT (G.), *Traité pratique de droit civil français, la famille : Mariage, divorce et filiation*, 2<sup>e</sup> éd., tome II, Paris, 1952.
16. TERRE (F.), FENOUILLET (D.), *Droit civil, les personnes, la famille, les incapacités*, 6<sup>e</sup> éd., Précis, Dalloz, Paris, 1996.
17. TERRE (F.), FENOUILLET (D.), *Les personnes*, 7<sup>e</sup> éd., Paris, 2004.
18. WEILL (A.) et TERRE (F.), *Droit civil : les personnes, la famille, les incapacités*, Dalloz, Paris, 1983.

## **II. ARTICLES ET PUBLICATIONS**

1. AKANKOSSY-DEGUENON (V.), « *De l'intérêt de l'enfant en droit positif béninois* », RBSJA, n°spécial, 1990.
2. BORE (J.), « *La cour de cassation et le principe d'égalité* », in Droit social N°2, 1987.
3. BRETON (A.), « *L'enfant incestueux* », Mélanges Ancel, t. 1, p. 316.
4. BRETON (V.A.), *La recherche de paternité naturelle après le décès du père prétendu* in Mélanges Marty, Universités des sciences sociales de Toulouse, 1979.
5. BRUNETTI-PONS (C.) : *Réflexions autour de l'évolution du droit de la famille : 1<sup>ère</sup> partie*, in revue du droit de la famille, 8<sup>e</sup> année, n°5, mai 2003.

6. Centre de Droit de la Famille de l'université Montesquieu de Bordeaux (CERFAP) : « *Nouvelle personne nouvelle famille* », in revue du droit de la famille, 8<sup>e</sup> année, n°2, février 2003.
7. CHABAS (J.) : *Le statut personnel des autochtones de l'Afrique noire*, Revue civilisation, 1953.
8. COUTOT (V.M.), *Le rôle de la possession d'état dans l'établissement de la filiation maternelle des enfants naturels* : JCP 1978, I, 1930.
9. DEKEUWER-DEFOSSEZ, *Rénover le droit de la famille : Dr. Famille*, chron.7, 1999.
10. FULCHIRON (H.), *Couples, mariage et différence de sexe : une question de discrimination ?* in Des concubinages, études offertes à J. Rubellin-Devichi : Litec, 2002.
11. GBAGUIDI (A. N.), « *Egalité des époux, égalité des enfants et le projet de code de la famille et des personnes du Bénin* », RBSJA, 1995.
12. HUET-WEJLLE (D.), *L'établissement de la filiation naturelle par la possession d'état*, Chr. 185, n°4, D., 1982.
13. LARRIBAU-TERNEYRE (V.), « *Feu les enfants légitimes et naturels ! vive la présomption de paternité ... légitime !* » (ordonnance du 4 juillet 2005 sur la filiation), in Revue du droit de la famille, n°10 octobre, 2005.
14. LEFEBVRE-TEILARD (A.), *Pater is est quem demonstrant*, RHD, 1991.
15. LOCHAK (D.), « *Réflexion sur la notion de discrimination* », in Droit social, N°11, nov. 1987.
16. MAYER, *La pudeur du droit face à l'inceste*, chron., D. 1988.
17. MONTANIER (J-C) : « *Les enfants, les parents et la cour de cassation* », in revue du droit de la famille, 8<sup>e</sup> année, n°4, avril 2003.
18. RASSAT, *Inceste et droit pénal*, J.C.P., 1974, I. 2614.
19. RAYMOND, *L'inégalité des filiations légitimes et naturelles quant à leur mode d'établissement*, Dalloz, chron., N° 42, 1980.
20. RAYNAUD (V.), *L'acte de naissance de l'enfant naturel*, in Mélanges Marty, université des sciences sociales de Toulouse, 1978.
21. RAYNAUD (V.), *L'inégalité des filiations légitimes et naturelles quant à leur mode d'établissement*, chron.1, D. 1980.

### **III. MEMOIRES**

1. ALLADAYE (Clarisse) et AMOUSSOU (Eustache) : *La filiation naturelle dans le code des personnes et de la famille au Bénin*, Abomey Calavi, FADESP/UAC, 2004.
2. HOUNKPE (Julien Comlan) : *Problématique de l'égalité des droits des enfants légitimes et naturels dans le nouveau régime des successions au Bénin*, Abomey Calavi, FADESP/UAC, 2004.
3. KEKE (Franck Arnaud), *L'enfant né hors mariage dans le projet de code des personnes et de la famille au Bénin*, Abomey Calavi, FASJEP/UNB, 2000.
4. YETCHE (Micrète), *Réflexion sur les droits successoraux de l'enfant naturel dans le code des personnes et de la famille au Bénin*, Abomey Calavi, FADESP/UAC, 2004.



## ANNEXES

- CEDH, 22 déc. 2004, *Merger et Cros c/France*
- CEDH, 1er février 2000, *Mazurek c/France*, Gualino, Paris, 2009, p. 94
- TPI Cotonou, jugement N°081/06 1<sup>ère</sup> Ch. Civ du 11 octobre 2006
- TPI Porto-Novo, jugement N°055/A/R2/09 du 10 mars 2009
- TPI Cotonou, jugement N°023/1<sup>ère</sup> Ch. Civ du 07 février 2008
- TPI Cotonou, jugement N°085/1<sup>ère</sup> Ch. Civ du 11 décembre 2008
- TPI Cotonou, jugement N°088/1<sup>ère</sup> Ch. Civ du 11 décembre 2008
- TPI Cotonou, jugement N°087/1<sup>ère</sup> Ch. Civ du 11 décembre 2008













































## **TABLE DES MATIERES**

Remerciements.....	iii
Dédicace.....	iv
Répertoire des sigles et abréviations.....	v
Sommaire.....	vi

Introduction générale.....	1
----------------------------	---

### **PREMIERE PARTIE :**

UN MAINTIEN DE LA CONDITION INEGALE DANS L'ETABLISSEMENT DES LIENS DE FILIATION.....	8
--	---

#### **Chapitre I : Une condition inégale observée dans l'établissement de la filiation au regard du code civil de 1958 .....**

**10**

##### **Section I : Etablissement de la filiation par la reconnaissance du père ou de la mère .....**

**10**

###### **Paragraphe I : Les conditions de validité de la reconnaissance.....**

**11**

###### **A- Les conditions de fond de la reconnaissance .....**

**11**

###### **B- Les conditions de forme de la reconnaissance.....**

**13**

###### **Paragraphe II : De la reconnaissance volontaire des père et mère en matière**

###### **de filiation naturelle.....**

**16**

###### **A- De la reconnaissance volontaire du père.....**

**16**

###### **B- De la reconnaissance volontaire de la mère.....**

**17**

##### **Section II : Etablissement de la filiation de l'enfant incestueux par un parent**

###### **autre que le père ou la mère .....**

**18**

###### **Paragraphe I : Les éléments constitutifs de la possession d'état.....**

**19**

###### **A- Le Nomen.....**

**19**

###### **B- Le Tractatus et le Fama.....**

**21**

###### **Paragraphe II : Les effets de la possession d'état.....**

**22**

###### **A- Effet probatoire de la possession d'état.....**

**22**

B- Effet consolidateur de la possession d'état.....	23
<b><u>Chapitre II : La persistance de l'inégalité dans le CPF</u></b> .....	<b>25</b>
<u>Section I</u> : Une inégalité encore existante dans les modes d'établissements de la filiation.....	25
<u>Paragraphe I</u> : Modes d'établissement non contentieux de la filiation.....	25
A-Etablissement de la filiation par l'effet de la loi.....	26
B- Etablissement volontaire de la filiation.....	28
<u>Paragraphe II</u> : Modes d'établissement contentieux de la filiation.....	30
A- L'action en recherche de paternité.....	30
B- Les actions en recherche de maternité.....	32
<u>Section II</u> : Une égalité restreinte quant aux actions en contestation .....	33
<u>Paragraphe I</u> : La contestation de la filiation légitime.....	34
A- La contestation d'état.....	34
B- La contestation de la paternité légitime.....	36
<u>Paragraphe II</u> : La contestation de la filiation naturelle.....	38
A- La contestation de la filiation naturelle en cas de reconnaissance.....	39
B- La contestation de la filiation naturelle en cas de possession d'état.....	40

## **SECONDE PARTIE :**

UNE DIFFERENCE DE TRAITEMENT DANS LES DROITS PATRIMONIAUX..... 42

### **Chapitre I : Le maintien de la discrimination successorale** .....

**44**

Section I : Une différence des liens de filiation dans la détermination des qualités pour succéder..... 44

Paragraphe I : De la succession à l'égard des père et mère..... 44

A- De la succession des enfants nés hors mariage à l'égard de leur père et mère.....	44
B- Le cas particulier des enfants incestueux.....	46
<u>Paragraphe II</u> : De la succession à l'égard des grands-pères, grands-mères et autres ascendants .....	48
A- Des droits des enfants naturels à l'égard des autres ascendants .....	48
B- Des droits des père et mère et autres ascendants à l'égard de l'enfant naturel	49
<u>Section II</u> : Une différence des liens de filiations dans la dévolution successorale.....	50
<u>Paragraphe I</u> : la notion de dévolution successorale.....	51
A- Le double principe de la dévolution successorale : l'ordre et le degré.....	51
B- Les dérogations au double principe de la dévolution successorale.....	54
<u>Paragraphe II</u> : L'ordre des enfants dans la succession.....	56
A- Les enfants, héritiers prioritaires du point de vue de l'ordre et du degré.....	56
B- La réserve héréditaire.....	58
 <b><u>Chapitre II</u> : la reconnaissance d'un droit aux aliments limité pour l'enfant incestueux .....</b>	<b>60</b>
<u>Section I</u> : Une obligation alimentaire restreinte dans son fondement.....	60
Paragraphe I : le domaine de l'obligation alimentaire .....	60
Paragraphe II : les caractères de l'obligation alimentaire .....	64
<u>Section II</u> : Un droit aux aliments restreint dans sa mise en œuvre.....	69
Paragraphe I : l'exécution de l'obligation alimentaire .....	69
Paragraphe II : Des sanctions pénales .....	72
 <b><u>Conclusion Générale</u> .....</b>	<b>74</b>
<b><u>Bibliographie</u> .....</b>	<b>78</b>
<b><u>Annexes</u>.....</b>	<b>83</b>